



TEMPSPORT

Jan Ulrich surdoué du Tour

À PEINE l'ère Indurain est-elle terminée qu'un jeune surdoué allemand de vingt-trois ans menace de confisquer le Tour de France pour un bon bout de temps. Vainqueur de la 84^e édition, qui s'est achevée dimanche 27 juillet, Jan Ulrich (Deutsche Telekom) n'a jamais été mis en danger malgré les attaques de Richard Virenque (Festina), qui nous a confié ses ambitions futures. Le duel entre les deux hommes a battu tous les records d'audience, à la télévision et sur le bord des routes. En Allemagne, la victoire de Jan Ulrich ouvre l'appétit des sponsors, qui voient en lui l'héritier du joueur de tennis Boris Becker et du pilote de formule 1 Michael Schumacher.

Lire page 15 à 17

Bruxelles fixe les modalités de la privatisation du GAN

La Commission européenne réétudie le sauvetage du Crédit lyonnais

LA COMMISSION européenne de la concurrence doit examiner, mercredi 30 juillet, lors de sa dernière réunion avant les vacances, le dossier du GAN. La privatisation de la compagnie d'assurances publique a été relancée par le gouvernement Jospin le 18 juillet, le premier ministre ayant expliqué que « l'Etat n'a pas vocation à sans cesse renflouer les institutions financières en difficulté ». La Commission devrait fixer le cadre des contreparties demandées au GAN, en échange des aides publiques de 20 milliards de francs qu'il doit recevoir, et préciser le délai dans lequel elle souhaite que ces aides soient mises en œuvre.

En souffrance depuis l'hiver dernier, le plan de sauvetage du Crédit lyonnais doit être transmis avant le 31 juillet à la Commission qui statuera à la rentrée. La banque publique ne devrait pas bénéficier d'une recapitalisation, les sommes reçues sous d'autres formes (aides d'urgence, défaillance) étant, semble-t-il, suffisantes pour assurer sa survie. La banque bénéficie aussi des ren-

trées de cession d'actifs. Elle vient d'annoncer la vente des 56,8 % qu'elle détient dans la banque italienne Credito Bergamasco pour 4,3 milliards de francs.

Le gouvernement devrait, en revanche, décider d'une recapitalisation de la Caisse nationale de pré-

voyance de 2 ou 3 milliards de francs que pourrait souscrire la Caisse des dépôts, partiellement ou en intégralité. La mise en Bourse de la CNP, prévue par le gouvernement Juppé, est écartée.

Lire page 12



Normalisation au Cambodge

Asiatiques et Européens s'accordent pour une médiation dans la crise cambodgienne. A Phnom Penh, les autorités s'efforcent de normaliser la vie institutionnelle du royaume après le coup de force de Hun Sen. p. 2

Unanimité pour un canal

Le ministre des transports, Jean-Claude Gaysot, devrait donner en septembre son feu vert à la liaison entre l'Oise et le canal de Dunkerque-Escaut. p. 11

L'évasion par le théâtre

A Volterra, en Toscane, Armando Punzo dirige depuis 1989 une troupe composée de prisonniers. p. 19-20

Été chaud à TF 1

Au moment où Corinne Bouygues démissionne, la chaîne privée doit affronter une intense concurrence sur le marché publicitaire. p. 13

Razzia sur les objets d'art

En décembre 1996 s'est tenu à Tunis le procès de cinquante-six personnes, de l'employé d'hôtel à l'ambassadeur à la retraite, accusées de « pillages de biens culturels ». p. 8

Blueberry

Suite du flash-back sur le périple alcoolisé du lieutenant vers Fort Mescalero. 13^e épisode de notre BD p. 23

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

La douloureuse naissance d'une Lune encore énigmatique

TOUS CEUX QUI APPRÉCIENT la douce luminosité des nuits de pleine lune n'imaginent pas que ce satellite est sans doute né il y a 4,5 milliards d'années, à l'aube du système solaire, de la collision titanessque d'une planète errante trois fois plus grande que Mars avec notre Terre. Cette sorte d'apocalypse aurait donc été un commencement. C'est du moins ce que soutiennent des chercheurs américains du laboratoire de physique atmosphérique et spatiale de l'université du Colorado, implantée à Boulder, après avoir effectué moult simulations à l'aide de supercalculateurs. Ils devaient présenter les fruits de leurs calculs à l'occasion de la réunion annuelle de la section des sciences planétaires de la Société astronomique américaine, qui se tient à Cambridge (Massachusetts) du 28 juillet au 1^{er} août.

En vérité, l'explication de la naissance de la Lune par impact n'est pas tout à fait nouvelle. Elle a été proposée en 1975 par deux équipes américaines, l'une de l'université Harvard et l'autre du Planetary Science Institute de Tucson. Ces deux équipes pensaient à l'époque

que l'astre percuteur avait une masse voisine de celle de Mars, c'est-à-dire beaucoup plus petite que celle de la Terre. Leur hypothèse s'est d'abord heurtée à une indifférence polie. On n'imaginait pas à l'époque la possibilité de tels événements dans le système solaire et encore moins pour notre globe. Tout change dès 1984. Les ordinateurs ultra-rapides qui viennent d'apparaître sont capables de « modéliser » de tels scénarios catastrophes, les rendant du coup crédibles.

Auparavant, bien d'autres hypothèses avaient été avancées pour tenter d'élucider l'irritant énigme de l'origine de la Lune. L'astronome et mathématicien anglais George Darwin, fils du célèbre naturaliste Charles Darwin, avait proposé en 1880 la théorie de la fission. Selon lui, la Lune s'était détachée de la Terre à un moment où cette dernière était encore fluide et en rotation rapide. Une autre explication suggérerait que notre satellite, installé initialement sur orbite solaire, avait été capturé par la Terre. Une troisième, enfin, avançait que les deux astres formaient à l'origine une planète double.

L'analyse des 382 kg de roches lunaires recueillies par les missions Apollo va balayer ces explications : elle montre que la composition chimique de la Lune est très différente de celle de la Terre.

La théorie de la naissance de notre satellite par impact est celle qui reçoit actuellement le meilleur assentiment de la communauté scientifique, car elle « fabrique » une Lune conforme à la réalité. Les nouveaux calculs menés à Boulder montrent que l'astre percuteur doit avoir au moins 2,5 à 3 fois la taille de Mars pour créer le volume de débris nécessaires à la naissance de la Lune. Ils indiquent également que l'impact avec la Terre a été plus brutal qu'on ne le pensait, et qu'il s'est effectué selon un angle oblique. La nouvelle simulation a cependant un défaut : elle « produit » une vitesse de rotation de la Terre trop rapide. Cela fait dire à l'un des scientifiques qui l'ont conçu, Robin Canup, que « notre voisin céleste n'a pas encore révélé tous ses mystères ».

Christiane Galus

Lire page 7

Le mark attaqué, l'Europe dévaluée

C'EST L'ÉVÉNEMENT monétaire de l'été. Le mark, le roi mark, le symbole de la réussite économique de l'Allemagne de l'après-guerre, l'objet de fierté de tout un peuple, est attaqué. Comme une monnaie de bas étage, il doit faire face à la défiance des investisseurs internationaux qui le vendent en grande quantité. Son repli s'est brutalement accéléré au cours des derniers jours : il est tombé, lundi 28 juillet, à son plus bas niveau depuis novembre 1989 face au billet vert. Depuis le début de l'année, il a perdu plus de 15 % face au dollar et au yen. Plus grave : la monnaie allemande cède aussi du terrain face aux devises réputées faibles, comme la livre sterling.

Les déboires du mark - triomphant il y a deux ans encore : il était alors monté à son plus haut niveau historique face à la monnaie américaine et au franc -, sont-ils passagers ou durables ? S'agit-il de la simple remise à niveau d'une monnaie dont tous les analystes s'accordaient à reconnaître le caractère surévalué ou, au contraire, du premier épisode de la déchéance du mark ?

Le mark est d'abord malade de l'économie allemande. La loi selon laquelle la valeur d'une monnaie

reflète avant tout la santé d'une économie se vérifie outre-Rhin. Le modèle économique allemand, vanté il y a peu encore par les meilleurs spécialistes du capitalisme rhénan, est en crise : croissance en panne, envolée du chômage, compétitivité médiocre, déficits élevés.

De toutes les grandes nations industrialisées, l'Allemagne est celle qui connaîtra en 1997 la progression du produit intérieur brut (PIB) la plus faible (2,2 % selon les experts de l'OCDE, contre 3,6 % aux Etats-Unis, 3,5 % au Canada, 3 % au Royaume-Uni). Conséquence directe de ce déficit de croissance, le taux de chômage atteint des niveaux records outre-Rhin (12,6 % contre 8,9 % au moment de la réunification), ce qui pèse sur la consommation intérieure, les ménages préférant épargner par peur du lendemain. Victime de coûts de production trop élevés (depuis 1985, ils ont progressé de 30 % de plus que ceux de ses principaux concurrents), l'Allemagne est boudée par les groupes étrangers.

Pierre-Antoine Delhommais

Lire la suite page 9

Réapprendre à être parents

LES ARRÊTÉS interdisant la circulation des mineurs de moins de douze ans la nuit, pris par six maires au cours des dernières semaines, ont attiré l'attention sur le délitement des relations familiales, notamment au sein des quartiers en difficulté. Au-delà de ces décisions controversées, les intervenants de terrain - enseignants, éducateurs, magistrats ou médecins - insistent sur les origines de cette dégradation : précarité économique mais aussi parfois difficultés culturelles d'adaptation à de nouvelles normes d'éducation. Face à cette perte des points de repère, ils insistent sur la nécessité d'un réapprentissage du « métier de parents ».

Lire page 7

Les fabiusiens en vigie



LAURENT FABIUS

LE PRÉSIDENT de l'Assemblée nationale met un soin jaloux à se montrer irréprochable à l'égard de Lionel Jospin. Mais Laurent Fabius, appuyé par une petite centaine de députés, s'est doté d'un cabinet solide afin de surveiller le travail du gouvernement. Il prépare le congrès du PS, à Brest, fin novembre, pour conserver son influence au sein du parti.

Lire page 6

International	2	Finances/marchés	14
Annonces classées	4	Aujourd'hui	15
France	6	Jeux	17
Société	7	Météorologie	18
Horizons	8	Culture	19
Carnet	10	Guide culturel	21
Régions	11	Abonnements	21
Entreprises	12	Radio-Télévision	22

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

2^{ème} cycle
GESTION DU PERSONNEL
ET DES RESSOURCES
HUMAINES

Titre homologué par l'État niveau II (bac+4)

Admission : Titulaire d'un DEUG, DUT, BTS, Licence.

3^{ème} cycle
MANAGEMENT
ET DÉVELOPPEMENT
DES RESSOURCES HUMAINES

Titre homologué par l'État niveau I (bac+5)

Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise, ...)

CYCLES DEMANDEURS D'EMPLOI ET CONGÉS INDIVIDUELS DE FORMATION

(stages organisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile-de-France)

- Direction du Personnel et Formation à la Gestion Sociale
- Gestion et Administration du Personnel
- Management d'équipe et conduite de projet
- Qualité Totale et Assurance Qualité dans les services

GROUPE IGS
UNIVERSITÉ PROFESSIONNELLE
INTERNATIONALE
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

IGS - 12, rue Alexandre Parodi
75010 Paris
01 40 03 15 03

M 0147 - 729 - 7,50 F



ASIE Européens, Américains et Asiatiques joignent leurs efforts pour encourager un règlement pacifique de la crise cambodgienne. A l'occasion du forum régional de

l'Asean, réuni samedi 26 et dimanche 27 juillet en Malaisie, les Américains ont assoupli leur attitude initiale très hostile aux nouvelles autorités de Phnom Penh en

soutenant une mission de bons offices de l'association régionale. ● LA BIRMANIE reste toutefois une pomme de discorde entre Asiatiques et Occidentaux. Ces derniers de-

meurent très critiques à l'égard de la junte de Rangoun, qualifiée par le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, de régime « le plus répressif » de la planète. ● AU CAM-

BODGE, l'homme fort du pays, Hun Sen, s'efforce de légitimer son récent coup de force en l'habillant des apparences de la légalité institutionnelle.

Les pays asiatiques s'efforcent d'apaiser la crise cambodgienne

Réunis à Kuala Lumpur, les membres de l'Asean, en compagnie des représentants de la Chine, des Etats-Unis et de l'Union européenne, se sont accordés pour une mission de bons offices visant à démêler la crise à Phnom Penh. Mais ils n'ont pu masquer leurs divisions sur le dossier birman

LA RÉUNION du forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), samedi 26 et dimanche 27 juillet à Kuala Lumpur, a été l'occasion pour les Asiatiques, les Européens et les Américains d'esquisser une approche commune à l'égard du Cambodge. Les participants à cette instance débattant des questions de sécurité régionale – la seule à remplir ce rôle en Asie – se sont entendus pour soutenir une mission de médiation de l'Asean visant à régler la crise qui secoue le royaume khmer depuis l'éviction par la force, début juillet, du premier ministre, le prince Ranariddh.

Cette convergence a été rendue possible par un assouplissement de la position des Etats-Unis, qui étaient jusqu'alors les plus sévères dans la dénonciation du coup de force de Hun Sen, l'homme fort

du Cambodge, deuxième premier ministre. Les Américains ont adopté, semble-t-il, une attitude pragmatique après avoir constaté qu'ils ne pouvaient à eux seuls imposer leurs vues sur le Cambodge, dont le principal bailleur de fonds est le Japon, peu enclin à ouvrir une crise avec Phnom Penh. La Chine, elle aussi, affirme vouloir éviter toute ingérence dans les affaires intérieures du royaume, même si Qian Qichen, le ministre chinois des affaires étrangères, a déclaré que Pékin était « très inquiet » des récents événements de Phnom Penh.

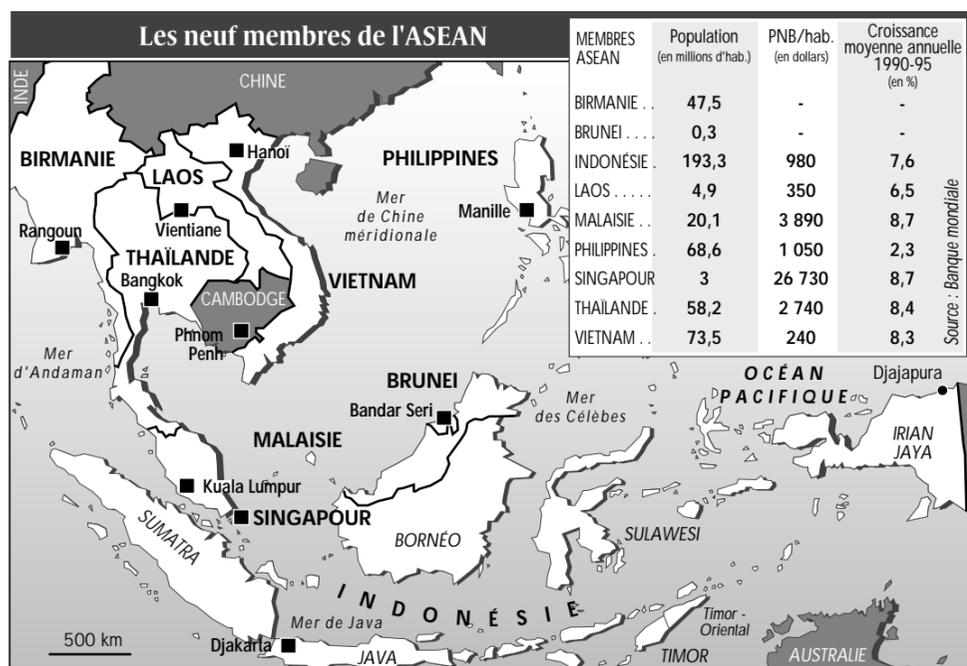
Tout en réitérant sa condamnation du récent coup de force, Madeleine Albright a laissé entendre que Washington s'accommoderait du maintien au pouvoir de Hun Sen si ce dernier acceptait un « partage du pouvoir sans recours à la force avec un autre premier mi-

nistre ». L'épreuve de vérité, selon le secrétaire d'Etat américain, sera les élections législatives de mai 1998, qui devront être « libres et démocratiques ». Parmi les « mesures concrètes » qu'elle attend de Hun Sen, M^{me} Albright a exigé que les dirigeants exilés du Funcinpec, le parti du prince Ranariddh, puissent « retourner chez eux en sécurité » et que le parti puisse poursuivre ses activités politiques librement. Les Etats-Unis demandent aussi le « respect de la liberté de la presse » et l'adoption de « mesures pour dépolitiser les forces armées cambodgiennes ».

DIVERGENCES SUR LA BIRMANIE

M^{me} Albright a proposé que le scrutin de 1998 soit surveillé par des observateurs internationaux. Si ces conditions étaient remplies, a-t-elle estimé, « une solution négociée entre les parties cambodgiennes est possible ». En revanche, « le statu quo restera inacceptable jusqu'à ce que le gouvernement cambodgien reflète pleinement la volonté librement exprimée du peuple cambodgien ». M^{me} Albright a averti que le Cambodge ne pourra pas « faire partie intégrante de la communauté internationale » s'il ne coopère pas avec la mission de bons offices de l'Asean.

Le relatif consensus sur cette affaire cambodgienne a tranché avec le dossier de la Birmanie, sur lequel Occidentaux et Asiatiques continuent de s'opposer. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont demandé à l'Asean, qui défend à l'égard de Rangoun une poli-



Des accusations contre George Soros

Le premier ministre malaisien, Mohamad Mahathir, a mis nommément en cause, samedi 26 juillet, pour la première fois, le financier américain George Soros pour son rôle dans la crise que connaissent actuellement les devises asiatiques. Mohamad Mahathir s'était jusqu'alors contenté d'évoquer un « financier étranger ». M. Soros a pour sa part renouvelé son souhait de voir la Malaisie et la Thaïlande s'opposer à l'entrée de la Birmanie dans l'Asean. « Je continue à penser que l'adhésion d'un régime totalitaire et répressif à l'Asean est une menace pour la prospérité et la stabilité de la région », a-t-il affirmé. Il a toutefois ajouté que la « cause de la liberté en Birmanie ne peut pas servir de prétexte à des spéculations monétaires ». « Il est très difficile de séparer la main droite de la main gauche, lui a répondu M. Mahathir. Je pense qu'il est très difficile d'avoir une double personnalité, à moins que M. Soros ne souffre de schizophrénie ou de quelque chose qui y ressemble. »

Les autorités de Phnom Penh veulent normaliser la vie institutionnelle du royaume

PHNOM PENH

de notre envoyé spécial

Hun Sen a emporté une manche importante, lundi 28 juillet à Phnom Penh, en obtenant la réunion de l'Assemblée nationale pour se prononcer sur l'investiture d'un gouvernement qu'il dirigera en compagnie d'Ung Huot, lequel doit remplacer le prince Ranariddh, limogé début juillet. Le quorum (84 députés sur 120) nécessaire à l'ouverture de la session a en effet été largement dépassé puisque 98 élus étaient présents, dont 40 sur les 58 députés du Funcinpec royaliste. Le nouveau gouvernement a besoin des deux tiers des suffrages des députés présents pour être investi au cours d'un scrutin secret prévu dans quelques jours, selon un agenda parlementaire qui entend rassurer en ignorant toute précipitation.

Cette réunion ne constituait pas qu'une formalité pour Hun Sen, même si le retrait de la scène du prince Ranariddh est considéré, depuis deux semaines, comme un fait acquis. A Kuala Lumpur, où se tiennent les rencontres annuelles de l'Asean, les Etats-Unis, l'Union européenne et l'Australie se sont résolus à appuyer les démarches de l'Asean en faveur de la restauration de la démocratie au Cambodge et de la tenue, en mai 1998, d'élections « libres et honnêtes » et ouvertes à tous les partis.

LES VŒUX DU ROI

En outre, le roi Norodom Sihanouk avait indiqué, il y a deux semaines, qu'il ne s'opposerait pas à la formation d'un nouveau gouvernement sans son fils Ranariddh, pour peu que la constitution soit respectée. Un vote des élus de la nation, quels que soient leurs motifs, demeure donc, en dépit des bruits de bottes qui, début juillet, ont neutralisé ou mis en fuite les partisans armés de Ranariddh.

Le président de l'Assemblée nationale, chef de l'Etat par intérim en l'absence du roi, a assimilé les combats des 5 et 6 juillet à Phnom

Penh à une opération de police en indiquant que le gouvernement ne pouvait pas « laisser des extrémistes et des rebelles hors-la-loi dévaster la nation ». Dans son discours inaugural, Chea Sim, qui est également président du Parti du peuple Cambodgien (PPC), dont Hun Sen est le vice-président, a affirmé qu'il ne s'agissait ni d'un coup d'Etat ni « d'une confrontation armée entre partis politiques ». Après lecture d'une version de l'Histoire loin de faire l'unanimité, il a également transmis aux législateurs les « vœux les plus chaleureux » du roi et de la reine dans l'énorme tâche qui les attend : rattraper le temps perdu par quatre années d'une paralysie gouvernementale croissante. La session parlementaire actuelle devait, pour prendre un exemple, s'ouvrir le 21 avril.

Le Funcinpec, dont plus des deux tiers des députés étaient présents lundi, est donc devenu un mouvement qui, tout en n'étant plus majoritaire, au moins provisoirement, au Parlement, conserve un poids relatif après la réintégration de dissidents. Auparavant, à Bangkok, les chefs royalistes en exil et leurs alliés, dont Sam Rainsy, opposant le plus en vue, ont

formé l'Union des démocrates cambodgiens (UDC), présidée par Ranariddh, une formation à l'avenir incertain. La reconnaissance de l'UDC par les nouvelles autorités de Phnom Penh est d'autant moins acquise que, repliés sur la frontière thaïlandaise, dans le Nord-Ouest cambodgien, les généraux fidèles à Ranariddh n'ont pas encore fait la paix avec leurs homologues issus du PPC.

NOMBREUSES INCERTITUDES

Chea Sim, Ung Huot et Hun Sen doivent se rendre auprès de Sihanouk à Pékin pour lui soumettre un rapport sur les changements intervenus depuis le début du mois. On ignore encore, cependant, si cette démarche aura lieu avant ou après le vote d'investiture du nouveau gouvernement coprésidé par les deux derniers. Le nouveau chapitre de l'histoire de la monarchie constitutionnelle khmère restaurée en 1993 qui s'ouvre ainsi n'en comporte pas moins de nombreuses incertitudes, la principale concernant le redressement d'une économie encore en miettes.

Jean-Claude Pomonti

Un journaliste américain a assisté au « procès » de Pol Pot

PHNOM PENH

de notre envoyé spécial

Nate Thayer, journaliste américain qui entretient de longue main des relations avec les Khmers rouges, a déclaré à l'AFP avoir vu Pol Pot, vendredi 25 juillet à Anlong Veng, dans l'extrême nord cambodgien, à l'occasion d'un « procès de Pol Pot » à l'issue duquel le dirigeant khmer rouge a été condamné par ses lieutenants à la prison à perpétuité. En juin, après avoir dénoncé la « trahison » du principal responsable du génocide cambodgien (1975-1978), la radio des Khmers rouges avait annoncé la « capture » de Pol Pot, censé avoir renoncé à toute responsabilité au sein du mouvement

depuis 1985. Nate Thayer, qui était accompagné d'un cameraman, doit publier un reportage jeudi 31 juillet dans la *Far Eastern Economic Review*, hebdomadaire de Hongkong. « J'ai été le témoin du procès public et de sa condamnation à la prison à vie », a déclaré le journaliste américain. Samedi 26 juillet, la radio des Khmers rouges avait affirmé que Pol Pot et sa « clique génocidaire » avaient été condamnés par des représentants du « peuple, de l'armée et des cadres ».

Nate Thayer est le premier journaliste à avoir vu Pol Pot depuis dix-huit ans. Les informations selon lesquelles ce dernier aurait été mis à l'écart de la direction des

Khmers rouges d'Anlong Veng ont toujours été accueillies avec le plus grand scepticisme à Phnom Penh. En accueillant un journaliste étranger, les Khmers rouges apportent la preuve que Pol Pot est en vie et non celle qu'il a perdu la direction du mouvement, ce qui paraissait pourtant leur intention. Voilà quel temps déjà qu'ils veulent donner l'impression que leur mouvement s'est assagi, avec l'espoir de ressusciter une alliance avec leurs anciens partenaires. L'effondrement de la branche militaire du Funcinpec et le refus de toute assistance thaïlandaise les laisse, pourtant, plus isolés que jamais.

luxembourgeois des affaires étrangères, qui a exclu tout accord de coopération avec la Birmanie, comme il en existe avec les autres pays de l'Asean. Il s'est aussi refusé à tout entretien bilatéral avec le ministre birman, seul civil du gouvernement de la junte militaire.

Madeline Albright a réitéré les critiques américaines contre la junte birmane, qu'elle a qualifiée de « régime le plus répressif » de la planète. « La Birmanie est le seul

pays de l'Asean où il est interdit d'avoir un fax, où la police arrête des hommes d'affaires honnêtes, où les écoles sont régulièrement fermées. En outre, c'est le seul pays de l'Asean où le gouvernement protège le trafic de drogue, dont il tire des bénéfices : les plus grands trafiquants de drogue de Birmanie sont en fait devenus les premiers investisseurs du pays, auquel ils dictent ses orientations politiques. » – (AFP, Reuters.)

L'épreuve de force appauvrit encore l'une des économies les plus fragiles de la région

PHNOM PENH

de notre envoyé spécial

Les temples d'Angkor et les hôtels autour du site sont vides. La moitié des agences de tourisme ont provisoirement suspendu leurs opérations. Plus de sept mille expatriés ont fui le Cambodge dans la deuxième semaine de juillet et ne reviendront qu'au fil des mois prochains. Des compagnies internationales hésitent encore à rétablir leurs liaisons avec Pochentong, l'aéroport international de Phnom Penh, qui a été endommagé et pillé. Dans la capitale, la fermeture de chantiers, d'entreprises textiles et d'hôtels a provoqué la mise à pied temporaire de milliers d'employés et d'ouvriers.

Déjà l'une des plus démunies de la région, l'économie cambodgienne est sous le choc de l'épreuve de force qui s'est déroulée à Phnom Penh les 5 et 6 juillet et qui a été suivie d'une journée de pillage et d'un pont aérien pour évacuer des ressortissants étrangers. « La suspension d'aides bilatérales et multilatérales, si elle est durable, aura des effets sensibles. A court terme, cependant, le plus préoccupant est la méfiance des investisseurs étrangers, le gel du tourisme et le maintien de

l'équilibre budgétaire. Les rentrées déjà faibles vont diminuer alors que les dépenses vont augmenter », résume un expert occidental.

Dès la semaine dernière, Hun Sen, l'homme fort du Cambodge, s'est employé à rassurer les investisseurs étrangers : évaluation des pertes subies, promesses de compensations, révision éventuelle des contrats, amendement d'un code des investissements déjà très libéral, simplification des procédures d'investissement et accès à la propriété foncière. La stabilité politique et la sécurité, a-t-il également déclaré aux hommes d'affaires, figurent parmi les priorités du gouvernement. C'est également pour relancer les investissements régionaux que Hun Sen n'a pas coupé les ponts avec l'Asean, tout en refusant sa médiation dans la crise interne cambodgienne.

Les dégâts matériels provoqués par des combats qui ont fait, dans la capitale, une soixantaine de morts, sont limités. Mais des entrepôts de motocyclettes ont été vidés de leur contenu et, par exemple, les dommages subis par Cambodia Garments, entreprise textile dont les produits se revendent depuis sur les trottoirs, ont provoqué la mise à pied de quatre mille ouvriers. A l'aéroport de Pochentong, dont la réhabilitation et l'extension ont été confiées, voilà deux ans, à Dumetz et à Aéroports de Paris, une première évaluation des dommages subis s'élève à 2 millions de francs.

Le casino flottant de Phnom Penh, qui est fermé, a perdu son encadrement philippin et ses six cents employés prient pour une réouverture en août. Certains calculent déjà que le tourisme ne pourra redémarrer qu'après la fin des pluies, début novembre. En 1996, Pochentong avait accueilli plus de 250 000 visiteurs et, au début de cette année, trois mille touristes se rendaient chaque jour à Angkor. En dépit du rétablissement de la liaison aérienne avec Pochentong, seule une poignée de touristes traîne aujourd'hui dans les temples.

Dans l'immédiat, faute d'encadrement étranger ou en raison de l'incertitude qui pèse sur l'avenir, de nombreuses activités sont paralysées, ce qui met à la rue des milliers d'ouvriers, souvent payés à la journée. Même si plusieurs pays (dont les Etats-Unis et l'Allemagne, à la différence du Japon) n'avaient pas suspendu leur assistance, des programmes d'aide ne pourraient être assurés faute d'administrateurs. Si les banques ont rouvert leurs portes, les retraits demeurent limités et les paies difficiles à assurer.

PROGRAMMES RÉÉCHELONNÉS

La flambée des prix observée début juillet est retombée très rapidement et la monnaie nationale semble se stabiliser autour de 3 000 riels pour un dollar, contre 2 750 fin juin. Toutefois, le budget courant (9 % du PIB) sera difficile à équilibrer. Quant aux dépenses de développement (6 % du PIB), elles sont à la charge d'une assistance étrangère dont les engagements avaient été fixés, le 2 juillet à Paris, à 450 millions de dollars. Plusieurs programmes seront reportés ou rééchelonnés même si Bonn et Washington reprennent leurs aides.

Pour collecter les ordures qui s'entassaient dangereusement dans les rues, la municipalité de Phnom Penh a dû prendre le relais d'une société allemande dont la direction s'est évanouie. Les sociétés pétrolières étrangères, qui ont subi des dommages dans le secteur de la distribution, choisissent de ne pas développer leurs activités en attendant de voir comment la situation évoluera dans les prochains mois. Soucieux de rétablir progressivement la confiance et de contenir l'inflation, l'Etat veut éviter de recourir à la planche à billets. Pour relancer une économie déjà fragile, il faudra de longs mois et les optimistes, qui misent sur la stabilité politique, n'envisagent une véritable reprise que vers la fin de l'année.

J.-C. P.

J.-C. P.

Les Eglises chrétiennes de Hongkong veulent conserver leurs libertés

La Chine redoute les effets de contagion en provenance de la nouvelle région autonome

Il suffit de parcourir les rues de Hongkong pour saisir l'importance de l'enjeu que l'ex-colonie britannique représente pour les églises chrétiennes, dé-

bordant les seuls lieux de culte catholiques ou protestants : d'écoles en centres sociaux, de jardins d'enfants en cliniques et hôpitaux, la communauté

chrétienne est omniprésente, très active, et entend conserver sa liberté dans la région administrative spéciale (RAS).

HONGKONG

de notre envoyé spécial

A l'exception peut-être de Taïwan, où sa présence saute toutefois moins aux yeux, le christianisme n'a jamais pénétré une société chinoise autant qu'à Hongkong. Les Eglises chrétiennes de Hongkong, toutes confessions confondues, administrent 500 établissements d'enseignement primaire et secondaire, autant de crèches, un millier de centres de services sociaux, une dizaine d'hôpitaux et quelques collèges d'enseignement supérieur de très haute volée, bien vus de la haute bourgeoisie hongkongaise. Pour une population de fidèles représentant seulement un demi-million de personnes, sur les 6,5 millions de Hongkongais majoritairement bouddhistes ou taoïstes, le taux de présence de l'action chrétienne est notablement élevé, fruit du siècle et demi de colonialisme qui vient de prendre fin. Le christianisme n'a pas eu à « pénétrer » Hongkong : il est, ici, un des ingrédients consubstantiels de la société.

Aussi n'était-il pas innocent, loin s'en faut, de la part de la Fédération luthérienne mondiale de choisir le territoire pour tenir, dans la première quinzaine de juillet, soit immédiatement après la rétrocession à la Chine, sa neuvième assemblée, marquant également son cinquantième anniversaire. C'est il y a deux ans que Hongkong fut choisi pour l'événement. Et pas n'importe où à Hongkong : dans le

Palais des congrès et expositions, là même où, quelques jours plus tôt, l'Union Jack avait laissé place au drapeau rouge chinois.

L'affaire avait donné lieu à une passe d'armes avec Pékin au début de l'année, en dépit des promesses renouvelées selon lesquelles la Chine garantit que perdureront dans l'ancienne colonie toutes les libertés associatives et religieuses ne mettant pas en danger la « sécurité nationale ». Les instances continentales exigèrent un droit de regard sur l'organisation du rassemblement luthérien.

Il apparut en fait que la réaction de Pékin procédait d'une méfiance instinctive devant la participation au congrès d'une délégation de Taïwan. Le gouvernement continental donna sa bénédiction à la tenue de la réunion quand il reçut l'assurance qu'il s'agissait bien de religion et que le drapeau de l'île rétive ne serait pas affiché. L'épisode n'en traduit pas moins la grande nervosité du nouveau propriétaire de Hongkong et les craintes que cela suscite en retour chez les intéressés.

Pour l'heure, toutefois, l'atmosphère est à la recherche d'un *modus vivendi*. Le congrès luthérien a eu lieu sans anicroche. Les neuf cent délégués ont évité de formuler des critiques explicites à propos de la liberté religieuse en Chine, tout en faisant savoir qu'ils n'en pensaient pas moins. Le nouveau chef de l'administration de Hongkong, Tung Chee-hwa, a accepté leur invitation à y prendre la pa-

role, et a assuré aux participants qu'il avait effectivement besoin que les congrégations religieuses continuent d'exister et de travailler à Hongkong. Et d'ajouter que leurs liens avec les communautés religieuses étrangères n'étaient pas menacés à condition que personne n'enfreigne les lois de Hongkong.

DEUX MOTIFS DE FRICTION

Deux registres de mécontentement peuvent donner lieu à des prises de position de responsables chrétiens que le nouveau pouvoir pourrait juger « illégales ». D'une part, les communautés chrétiennes sont divisées sur les signaux à adresser à Pékin quant à leur degré de coopération. Une partie de la communauté protestante ainsi que certains catholiques ont, dès l'année 1996, voulu faire preuve de leur bonne volonté par un geste politique dépassant le simple magistère religieux en célébrant la fête nationale du continent, le 1^{er} octobre, date de fondation de la République populaire. La décision a été vivement critiquée par d'autres chrétiens.

Cette polémique recouvrait une division plus profonde au sein des hiérarchies chrétiennes locales à propos du jugement porté sur l'ère coloniale et sur les espoirs à placer dans l'avènement d'une nouvelle ère politique. Pour certains, le colonialisme a été plus positif que négatif en dépit de ses limites, ne serait-ce que parce qu'il a permis l'épanouissement d'une commu-

nauté chrétienne vivace et active. Pour d'autres, les conditions économiques et politiques ont considérablement bridé l'expansion religieuse. Ceux-ci notent en particulier que les Eglises locales, après avoir été dépendantes des Eglises mères pour les financements de leurs actions, se sont assujetties au gouvernement pour l'aspect qualitatif de ces interventions sociales et aux généreux donateurs de la classe riche et assez snob du territoire. Ni le premier ni les seconds, font-ils valoir, ne souhaitaient voir les religieux se mêler de la défense des intérêts des défavorisés du miracle hongkongais.

Le second registre porteur de frictions concerne la projection continentale que certaines communautés chrétiennes souhaitent donner à leur présence sur le terrain hongkongais. Certaines associations ne se soucient pas seulement de porter assistance à des chrétiens brimés par les autorités continentales pour leur participation à un culte non approuvé. Elles veulent aussi soutenir ceux qui, sur le continent, demanderaient volontiers des comptes au pouvoir politique pour les méfaits du capitalisme d'Etat, la paupérisation des moins chanceux, les victimes d'ostacisme social... Voire une hantise pour Pékin depuis l'expérience polonaise du début des années 80 - faire émerger un syndicalisme indépendant du Parti-Etat.

Francis Deron

Laurent-Désiré Kabila durcit le ton au Congo-Kinshasa

LE PRÉSIDENT de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Laurent-Désiré Kabila, a lancé dimanche 27 juillet, une sévère mise en garde à ceux qu'il a appelé « la racaille des politiciens » contre la poursuite de manifestations à Kinshasa. « Ils auront à faire face au dur et au plus dur », a dit le chef de l'Etat au cours d'une conférence de presse organisée au terme de la visite de deux jours de son homologue tanzanien, Benjamin William Mkapa.

Vendredi, les forces de l'ordre avaient dispersé violemment deux manifestations du Parti lumumbiste unifié (PALU-opposition radicale) d'Antoine Gizenga, compagnon de route de Patrice Lumumba, et des jeunes de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti d'Etienne Tshisekedi, qui réclamaient le rétablissement des activités des partis politiques et un gouvernement d'entente nationale. Selon la presse d'opposition, 4 à 7 manifestants auraient été tués par les forces de l'ordre.

M. Kabila a réaffirmé que les activités et les manifestations des partis politiques étaient interdites. « Les chefs des partis politiques peuvent me rencontrer à tout moment et paisiblement, sans organiser des marches qui visent à violer la loi », a-t-il déclaré, interdisant le recours à des « manifestations des-

tinées à troubler l'ordre public ou à tester la capacité du nouveau pouvoir à les contenir ». « Les responsables politiques assument seuls la responsabilité de la mort de ceux qui tombent sous les balles », a ajouté le président Kabila qui s'étonne que les manifestations publiques ne se déroulent qu'à Kinshasa. « Ces manifestations sont des valeurs mobutiennes », a-t-il estimé.

Au cours de cette conférence de presse, M. Kabila a affirmé que la « mission des Nations unies chargée d'enquêter sur les massacres de réfugiés hutus rwandais [pouvait] venir à n'importe quel moment au Congo ». Il a indiqué avoir reçu samedi une lettre du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, lui demandant « une fois encore de fa-

ciliter la venue et le travail de cette fameuse commission ».

M. Kabila a également annoncé que les relations entre son pays et la France étaient en voie d'être « normalisées ». Il a rappelé que le ministre de l'économie, de l'Industrie et du Commerce, Pierre-Victor Mpyoy, effectuait actuellement une visite en France. Le ministre de la reconstruction et la planification des urgences, Etienne Richard Mbaya, avait accusé Paris de « déstabiliser » le nouveau régime congolais, en étant à l'origine du rapport de l'ONU impliquant les soldats de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) dans les massacres des réfugiés hutus rwandais.

S'adressant samedi soir aux officiers et soldats des anciennes

Forces armées zairoises (FAZ) rentrés d'une session de « rééducation politique » organisée à la base de Kitona, dans le Bas-Congo. M. Kabila les a invités à « enterrer définitivement le mobutisme qui a fait de l'armée un groupe de rançonneurs et de tueurs ». S'inspirant des modèles des anciens pays communistes, il entend politiser les soldats : « Sans éducation politique, l'armée est une termitière », a-t-il souligné, ajoutant que la « politisation permettra aux ex-FAZ de connaître leur nouvelle mission et leur ennemi dans le cadre de la lutte des classes ».

Laurent-Désiré Kabila a accusé des officiers des anciennes Forces armées zairoises (FAZ) de « chercher à reprendre le pouvoir ». Selon lui, ce groupe d'officiers revanchards est dirigé par l'ancien commandant de la garde civile, le général Baramoto Kpama, réfugié en Afrique du Sud. Le président Kabila a affirmé que le général Baramoto disposait de « 80 millions de dollars » pour tenter de reprendre le pouvoir. Ces « groupes d'individus rêvent car moi, Kabila, je suis un homme de détermination », a poursuivi le chef de l'Etat qui a mis en garde contre toute « mutinerie » au sein de l'armée. « Si les mutineries continuent, elles seront écrasées car les investisseurs étrangers ont besoin de paix », a-t-il dit. - (AFP, Reuter)

Le Maroc expulse l'entourage du maréchal Mobutu

Les autorités marocaines ont ordonné à une trentaine de membres de l'entourage de l'ancien président du Zaïre, Mobutu Sese Seko, de quitter le pays dans les « dix jours ». Cette mesure a été communiquée vendredi 25 juillet aux intéressés, selon un responsable marocain ayant requis l'anonymat.

Cette décision, assimilée à une « expulsion », ne concerne pas les proches de Mobutu Sese Seko, comme son épouse et ses enfants, dont son fils Kongolo, ancien capitaine de l'armée zairoise, mais des gardes du corps et des membres des anciens services de sécurité. Souffrant d'un cancer de la prostate, M. Mobutu, dont l'état de santé s'était dernièrement aggravé, est toujours hospitalisé à l'hôpital militaire Mohamed-V de Rabat, où il avait été conduit le 30 juin après avoir subi une nouvelle opération dans un autre hôpital. - (AFP)

Alger n'a toujours pas confirmé la mort du chef du GIA

LES AUTORITÉS algériennes n'ont toujours pas confirmé la mort d'Antar Zouabri, le chef du Groupe islamique armé (GIA), qui aurait été tué la semaine dernière au cours d'une vaste opération militaire lancée dans la région de Hattatba, entre Hadjout et Kolea, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger. Les quoti-

diens algérois, en revanche, sont formels : le chef du GIA est bien mort. La Tribune affirme, dans son édition publiée dimanche 27 juillet, que le corps d'Antar Zouabri a été exposé sur un camion militaire.

Le quotidien cite les témoignages d'habitants de Tipaza, une ville côtière proche de la forêt de

Hattatba où l'armée assiégeait depuis le 14 juillet un rassemblement de troupes du GIA. Un convoi de vingt-deux camions a traversé la ville jeudi 24 juillet, dans l'après-midi. « Au-dessus de la cabine du deuxième véhicule, le corps d'un homme était attaché debout, celui d'Antar Zouabri », écrit La Tribune. Samedi, le quotidien El Watan écrivait que la mort d'Antar Zouabri avait été confirmée de « façon catégorique » par des membres des services de sécurité. Le quotidien expliquait que le chef du GIA avait été tué « jeudi peu avant l'aube, dans une casemate située au bord de l'oued Benabid, dans une région montagneuse extrêmement accidentée, située à environ sept kilomètres de Hattatba ».

Le GIA a démenti que son chef, traqué depuis un an, ait été tué, dans un communiqué adressé à la

radio marocaine Medi-1, émettant de Tanger. Les témoignages concordent cependant sur l'ampleur de l'opération militaire. L'aviation a bombardé les maquis. De nombreuses unités - policiers, gendarmes, parachutistes - ont été engagées au sol, et des engins du génie ont été utilisés pour ouvrir des voies d'accès dans une région hostile abritant des tunnels et des caches souterraines. Les unités d'élite ont utilisé des moyens de visée nocturne. Des membres des forces de sécurité ont affirmé à l'AFP que cette opération était « un succès à 100 % ».

L'opération de Hattatba n'a cependant pas mis fin aux massacres. Dimanche, El Khabar a rapporté l'assassinat de treize personnes, tuées par un groupe armé à El Omaria, près de Médéa, à cent kilomètres au sud d'Alger. - (AFP)

Les Etats-Unis ne vont pas s'opposer à un gazoduc transiranien

WASHINGTON. Les Etats-Unis ne s'opposeront pas à la construction d'un gazoduc transiranien qui transportera du gaz naturel du Turkménistan vers la Turquie et l'Europe, a rapporté, dimanche 27 juillet, le Washington Post. Selon des hauts responsables du gouvernement américain cités par le journal, le projet ne viole pas techniquement une loi américaine qui sanctionne l'Iran et la Libye pour leur soutien supposé au terrorisme international et qui vise les investissements dans le domaine du pétrole.

Ce gazoduc de 3 200 kilomètres, qui coûtera 1,6 milliard de dollars, est le premier grand projet d'infrastructure depuis la chute du chah en 1979, selon des responsables de l'administration. Un consortium européen pourrait prendre en charge la construction de la partie du gazoduc qui se trouve en dehors du territoire iranien. L'Iran prendrait en charge la construction du tronçon qui traverse son territoire et prélèverait ensuite des droits de transit. Le gazoduc pourrait également transporter du gaz iranien. Des responsables de l'administration américaine ont expliqué la position américaine par la volonté d'aider l'émergence d'économies capitalistes dans les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale. - (AFP)

New Delhi propose des négociations aux séparatistes du Cachemire

NEW DELHI. Le gouvernement indien a proposé pour la première fois, samedi 26 juillet, d'ouvrir des négociations de paix sans conditions préalables avec la guérilla musulmane séparatiste de l'Etat du Cachemire. « Je suis prêt à discuter sans conditions préalables avec ces gens mal inspirés qui portent des armes, comme nous l'avons fait avec les militants tribaux du Nagaland », a déclaré le premier ministre Kumar Gujral dans un discours prononcé à Qazikund, à 80 kilomètres de Srinagar, capitale du Cachemire.

Plus de 20 000 personnes sont mortes dans les affrontements au Cachemire, le seul Etat à majorité musulmane, depuis le début de la campagne anti-indienne lancée en 1989 par les séparatistes. Dans son discours, M. Gujral a également incité le Pakistan à travailler à établir la paix avec son rival indien. New Delhi accuse le Pakistan d'armer et d'entraîner la guérilla musulmane, ce qu'Islamabad a toujours nié, tout en apportant son soutien diplomatique au « combat légitime des Cachemiris pour l'autonomie ». Trois guerres ont opposé l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire depuis l'indépendance du sous-continent en 1947. - (AFP)

AFRIQUE

■ NIGERIA : des agents de sécurité nigériens ont arrêté, dimanche 27 juillet à Abuja, un journaliste dont le magazine avait récemment publié un article critiquant le chef de la sécurité de la présidence. Mohamed Adamu, directeur du bureau d'Abuja de l'hebdomadaire privé African Concord, a été interpellé par trois hommes qui se sont présentés comme des agents de la sécurité de la présidence. Bien que les agents n'aient pas expliqué les raisons de cette arrestation, les collègues de M. Adamu estiment qu'elle pourrait être liée à un article publié en juillet par le magazine et qui critiquait le major Hamza Al-Mustapha, chef du service de sécurité de la présidence. - (AFP)

ASIE

■ AFGHANISTAN : alors que le radio des talibans a assuré, dimanche 27 juillet, avoir repoussé deux attaques, les forces de la coalition de l'opposition maintiennent la pression militaire sur Kaboul avec des bombardements aériens et des tirs d'artillerie, tout en appelant au retrait des miliciens fondamentalistes de la capitale afghane, ont rapporté des témoins. Les talibans occupent Kaboul depuis dix mois. - (AFP)

■ INDE : le premier ministre de l'Etat du Bihar, accusé de corruption, a consenti à démissionner mais a intronisé sa femme à sa place. Laloo Prasad Yasar est accusé d'avoir participé avec 55 autres hommes politiques et fonctionnaires au détournement depuis 1977 de 271 millions de dollars destinés au soutien à l'agriculture au Bihar, considéré comme le plus corrompu des Etats indiens. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : les Etats-Unis ont pris la décision de ne pas proroger une loi qui règlemente leurs relations avec l'OLP, a affirmé, dimanche 27 juillet, le quotidien israélien Jerusalem Post. Si cette loi qui expire le 13 août n'était pas prorogée, le bureau de l'OLP pourrait être fermé. Le Congrès entamant ses vacances d'été vendredi 1^{er} août, il ne lui sera pas possible de rédiger une nouvelle loi avant septembre au plus tôt, assure le journal israélien. - (AFP)

■ La construction de 70 logements pour colons juifs dans un quartier arabe de Jérusalem-est, Ras al-Amoud, constitue un « risque d'embrasement général », selon le chef du service de sécurité intérieure israélien (Shin Beth). Il a averti le premier ministre Benyamin Netanyahu des risques d'effusion de sang si le projet était mis à exécution. - (AFP)

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

IUA

Membre et/ou accréditée de
ACBSP - ECBE - WAUC

FLORIDE - MASSACHUSETTS - NEW YORK

MBA

Master of Business Administration
in International Management

- Programme intensif de 12 mois.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur, avec expérience professionnelle ou stages validés.

ieMBA

International Executive
Master of Business Administration

- Compatible avec vos activités professionnelles
- 520 heures de formation intensive :

- 10 séminaires mensuels à PARIS
- Juillet et août aux USA

IUA, School of Management
148, rue de Grenelle 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-09 - Fax : 01-45-51-09-08

International School of Management USA
E-Mail : IUA@IUA.EDU

IUA

Hubert Védrine en visite officielle au Maroc

Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, était attendu lundi 28 juillet en visite officielle au Maroc, où il devait assurer le gouvernement de la volonté de la France de promouvoir la coopération bilatérale. Cette visite de deux jours vise surtout à dissiper les craintes des autorités marocaines de voir le nouveau gouvernement français changer de politique à l'égard de leur pays. Les rapports franco-marocains ont connu plusieurs périodes de tension pendant les deux septennats de François Mitterrand, notamment entre 1990 et 1994. La question des droits de l'homme et le problème du Sahara occidental avaient été au centre de cette tension. - (AFP)

Plus de vingt mille Basques radicaux ont manifesté à Saint-Sébastien

La coalition Herri Batasuna, vitrine politique de l'ETA, a tenté de remobiliser ses bases. Elle réclame toujours le regroupement des prisonniers de l'organisation séparatiste dispersés dans toute l'Espagne

Quinze jours après l'assassinat par l'organisation séparatiste ETA du conseiller municipal d'Ermua, Miguel-Angel Blanco Garrido, la coalition indépendantiste basque, Herri Batasuna, a réussi à rassembler à

Saint-Sébastien, dimanche 27 juillet, plusieurs dizaines de milliers de sympathisants, 40 000 selon les organisateurs, 20 000 selon la police. De la sorte, les nationalistes radicaux, présentés comme

l'ailé politique de l'ETA, ont tenté de sortir de l'isolement dans lequel les ont confinés les autres forces politiques et les manifestations au Pays basque comme dans toute l'Espagne pour avoir été les seuls à ne pas

condamner le meurtre du jeune élu du Parti populaire. Quelques heures après la dispersion de la manifestation, des incidents ont opposé la police autonome basque à une trentaine de militants indépendan-

tistes masqués et munis de bombes incendiaires. Les forces de l'ordre ont répliqué par des tirs en l'air de balles en caoutchouc. Ces affrontements ont fait au moins trois blessés, dont deux policiers.

SAINT-SÉBASTIEN

de notre envoyé spécial

Convoquée pour midi, dimanche 27 juillet, dans le quartier d'Antigua, la manifestation a parcouru deux heures durant un Saint-Sébastien quasi désert : le service d'ordre d'Herri Batasuna et la police municipale semblaient s'être partagé les rôles pour que tout se passe dans le calme.

C'était comme si aucune protestation n'avait eu lieu ici, deux dimanches plus tôt, comme si aucun bandeau noir n'avait été arboré dans cette ville dont le centre est pourtant réputé

avait été organisé en soutien aux quelque six cents prisonniers basques dispersés dans les établissements pénitentiaires de la Péninsule et pour réclamer, au moins, leur rapprochement du Pays basque.

Précédé d'un immense drapeau basque blanc, vert et rouge porté par les mères de ces détenus, le cortège s'avance tant dans la largeur que dans la hauteur des rues. Les manifestants portent à bout de bras le portrait de chaque prisonnier avec des drapeaux basques et en langue basque fusent surtout les slogans habi-

seuls quelques incidents limités éclateront dans la vieille ville, deux heures après la fin du défilé.

Lors de la prise de parole finale, Floren Aoz est entouré de la plupart des dirigeants et élus municipaux de la coalition. Sur le thème « Une solution politique pour le Pays basque », il s'emploie énergiquement à rejeter la responsabilité de la situation actuelle, y compris la mort de Miguel-Angel Blanco, sur les partis au pouvoir : « Aznar, le gouvernement espagnol, ne veulent pas négocier. Pourquoi ce qui est possible en Irlande ne l'est pas ici ? », interroge-t-il avant d'appeler les autres partis basques à rechercher tous ensemble une issue politique.

« ET APRÈS, L'INDÉPENDANCE ? »

Habitant de Saint-Sébastien (« Donosti » en basque), Inaki en reste tout surpris : « Ici, nous n'avons jamais fait de manifestation de cette force. » Egalement donostiarra mais, lui, membre du PNV (le Parti nationaliste basque, formation modérée), José-Mari Munoa, chargé de l'action extérieure du gouvernement basque, commente en voisin : « A la main tendue par les partis démocratiques réunis par notre président, José-Antonio Ardanza, Herri Batasuna vient de préférer la fuite en avant en se couvrant par foule interposée de sa complicité de fait dans l'assassinat de Miguel-Angel Blanco. Or, pour le Pays basque, il n'y a pas de voie possible en dehors de la démocratie, la paix et la réconciliation. »

Mari-Karmen et Kontx, elles, cherchent l'autocar qui doit les ramener à Portugalete, une banlieue industrielle de Bilbao : « Ce fut merveilleux. Nous étions unis et très forts », résumant ces deux sexagénaires en rangeant badges et autocollants dans leur sac. « Ce que nous voulons, c'est d'abord les



prisonniers ici, en Euskadi. Et après ? (à peine une seconde d'hésitation) : l'indépendance, naturellement, c'est-à-dire être nous-mêmes par nous-mêmes. La Slovaquie et les Tchèques y sont bien arrivés », assènent avec une assu-

rance tranquille ces deux novices qui viennent de se lancer dans l'apprentissage de la langue basque.

Vers Eibar, Baracaldo, Tolosa, Pampelune, Vitoria, les bus repartent. Les cadres allemands

ou anglais rangent les objectifs de leurs caméras : hier comme aujourd'hui, Herri Batasuna a su apprécier leur impact. Le « Boulevard » est rendu aux estivants et l'eau de la mer sur la Concha, la plage à deux pas, se devine délicate.

Un épisode paraît clos que, déjà, s'annoncent les traditionnels points chauds de l'été avec, en août, les fêtes de Saint-Sébastien et la Semana grande de Bilbao. Par le passé, ces deux événements furent l'occasion de divers incidents, dont « la guerre des drapeaux » menée par les indépendantistes contre la bannière espagnole. Par ailleurs, en octobre, la direction entière d'Herri Batasuna est convoquée par le juge à Madrid pour avoir facilité la diffusion d'une cassette faisant l'apologie de l'ETA. Mais pour l'heure, en ce dimanche, d'autres images font, elles, l'unanimité des manifestants et des téléspectateurs dans les bars : l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Élysées et la performance du champion local, Abraham Olano.

Michel Garicoix

Premier procès de militants de « Gazteriak » à Paris

Le tribunal correctionnel de Paris juge pour la première fois, lundi 28 juillet, deux membres du mouvement de jeunesse basque « Gazteriak », soupçonné d'être un des relais français des séparatistes de l'ETA. Didier Aguerre, vingt et un ans, et Jean Erdozaincy-Etchart, vingt-trois ans, comparaissent devant la 13^e chambre correctionnelle pour avoir jeté six cocktails molotov contre la brigade de gendarmerie d'Irissarry (Pyrénées-Atlantiques) dans la nuit du 21 au 22 septembre 1996. Incarcérés depuis le 8 février, ils seront jugés pour « destruction par explosifs, infraction à la législation sur les explosifs et association de malfaiteurs », le tout « en relation avec une entreprise terroriste ». Ils encouront dix ans de prison au maximum. L'attentat n'avait fait que des dégâts limités mais l'affaire, instruite par le juge antiterroriste parisien, Laurence Le Vert, est considérée par l'accusation comme un épisode de la violence urbaine pilotée par l'ETA en Espagne et en France. — (Reuter.)

conservateur. Avec sous le bras le quotidien Egin, qui reflète les points de vue de ce secteur de la société basque, hommes, femmes, couples avec la poussette, jeunes et retraités, gens d'âge mûr ont traversé Saint-Sébastien avec des slogans marqués par la détermination. L'interview, le matin même dans le quotidien El Mundo, de l'un des fondateurs de l'ETA, Julien de Madariaga, appelant l'organisation à une trêve unilatérale, ne paraît guère au centre des conversations. Le défilé

tuels comme « Les prisonniers à la maison ! », « Amnistie totale ! », « Pas de dispersion ! ». Et, en second lieu, quelques « Indépendance ! », « Vive l'ETA ! ». Le ton est donc à la fermeté, ce n'est pas une promenade dominicale mais une marche de militants. Herri Batasuna veut montrer qu'elle est toujours là, après les événements de la mi-juillet, et apparaître comme une force responsable en évitant tout débordement. Cette fois, on ne verra donc pas d'actives vagabondes dans le cortège et

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER

VENTES

Paris 3^e

RUE CHARLOT III^e
COMME UNE MAISON
159 m² + cour privative, 70 m²
Parfait état - 3 750 000 F.
AGENCE DU MUSÉE
01-42-78-08-02

Paris 4^e

QUAI BOUBON
Appt. en duplex, 127 m² dans
hôtel part. classé du XVII^e,
2 chbres, dble liv. + salon.
3 560 000 F - 01-45-67-84-24

Paris 6^e

ST-GERMAIN-DES-PRÉS, beau 3/4 P.
85 m², clair, calme, 5^e, asc.
parfait état, poutres, parquet,
imm. Directoire, chbr
2 750 000 F. 01-42-73-14-72

Paris 9^e

9^e, Liège, balcon, rue et cour
5^e, asc., 170 m², 4 chbres, PdT.
01-44-69-07-37 ou 07-51

9^e, Square Monecy, Pdt.,
3^e, asc., 155 m², 5 P., 3 chbres.
01-44-69-07-37 ou 07-51

6 P. Trinité 3 700 000 F
7 P. Trinité 3 900 000 F
2 P. Pigalle 510 000 F
Tél. : 01-49-95-06-74

Paris 11^e

11^e BASTILLE GD
STUDIO, stand., 7 ét., balc.
vue dégagée, s.-de bains et
cuis. équipées, séj. av.
alcôve, dressing, cave.
Urgent 530 000 F
L & D. 01-44-30-45-42

Paris 12^e

PROPRIÉTAIRE VEND
34 R. CLAUDE-DECAEN
TRÈS BEAU 5 P.
de 94 à 110 m²
de 1 345 000 F à 1 660 000 F.
Bureau de vente s/place,
du lundi au samedi 11 h/19 h.
Tél. : 01-43-43-89-68

Paris 16^e

SPONTINI
S/JARDIN
Beau studio 750 000 F
X'IMMO : 01-40-25-07-05

Paris 18^e

PARIS XVIII^e
Rue CHAMPIONNET
Imm. pierre de taille
5 P. EN DUPLEX
Dernier ét., asc., double liv.,
3 chbres, mezzanine, 2 s.
de bains, garage privé,
caves. 2 200 000 F
01-42-27-31-00

18^e Cavallotti, Pdt., 5^e, asc.,
130 m², 6 p., 3 chbres, balcon.
01-44-69-07-37 ou 07-51

Paris 20^e

20^e GAMBETTA.
Gd 5 P.
Vue s/parc arboré privatif,
sud, cave, park.
URGENT 1 800 000 F
L & D : 01-44-30-45-42

VAL-DE-MARNE (94)

ST-MANDÉ 695 000 F
Bel imm., 2 P., tt. cft., 62 m²
LACUÉE : 01-43-07-57-15

PORTE PARIS SUD
anc. imprimerie transformée
en loft, plateaux
à aménager.
LIVR. FIN SEPT. 97
BEAUX VOLUMES
A PART. DE 895 000 F
Tél. : 01-43-87-46-11

PROVINCE 06

NICE, sur port, 6^e ét.
85 m² + 30 m² terrasses
Vue imprenable
1 950 000 F
Tél. : Soir 01-47-43-14-12

PROPRIÉTÉS

Marseille, part. vd. propriété
provencale 12 ha. Site
d'exception : vallon, colline
et pins. Calme. Bâtisse
rustique 130 m² + studio
 indép., gd gar. 1,5 MF
Tél. : 04-91-45-35-38

MAISONS

PÉRIGORD, bourg ts com.,
maison de caractère. Charmant
jardin clos, 8 pièces, 240 m²,
belle rest., dépend.
1,2 MF. Propriété : 05-53-05-38-27

Ile d'Arz, golfe du
Morbihan, maison 1991
sur terr. 650 m²,
salle séjour,
salon, cheminée, 3 chbres,
cuis. équ., 2 s. de bains, gar.
1 250 000 F.
Tél. : 02-97-44-30-64

ACHATS

APARTEMENTS

Ach. 2 P., 40 m², 6^e, 4^e ou
1^{er} arrondit., dble exp., soleil, calme,
placards, cave, dern. ét. asc. ou
rez-de-jard. privatif, pr. métro,
comm., f. ch., tél-fax 01-45-24-23-71

LOCATIONS

OFFRES

VIDES

A louer 7 P., 140 m², calme,
lumineux, 3^e ét., asc. Possib.
park. et chbr de serv. bd
Malesherbes. Direct pptaire
01-40-23-94-34

A louer 80, bd Raspail
apt loc. prof. 112 m²
2^e étage, asc.
libre 1-09-97
Rens. : 04-70-43-32-07

QUAI NEW-YORK
Vue Seine, 7 P., 3/4 chbres,
3 s. de bains, serv., 2^e ét.
23 000 F CC. 01-42-67-79-79

Av. CHAMPS-ÉLYSÉES
Luxueux studio, 40 m², 4^e ét.
balcon sud. 5 800 F ch. comp.
01-42-67-79-79

OFFRES

MEUBLÉES

2 mn métros, 1^{er} s/cour
stud. 25 m², kitch., sb, WC
calme sécurisé, idéal étud.
3 500 F chauff. et ch. comp.
Tél. : 01-39-62-44-59 ap. 19 h.

« IMMOBILIER »

TOUS LES
LUNDIS DATÉS MARDIS
et
MERCREDIS DATÉS JEUDIS,

PASSER VOTRE ANNONCE AU
01-42-17-29-94

Les inondations se poursuivent en Allemagne et en Pologne

LES MINISTRES de l'intérieur allemand, Manfred Kanther, et polonais, Leszek Miller, ont parlé, dimanche 27 juillet, de « catastrophe nationale » à propos des inondations dues à la crue de l'Oder qui ravageait l'Europe centrale depuis bientôt trois semaines. Les deux hommes se sont rencontrés dans la ville frontalière de Slubice, fortement menacée par le fleuve - tout comme la ville allemande de Francfort-sur-l'Oder, située sur l'autre rive - pour faire le point d'une situation qui demeure très critique.

Dimanche, en fin d'après-midi, les 17 000 habitants de la ville de Slubice avaient ainsi été presque tous évacués. Cette ville, située dans une dépression par rapport au niveau du fleuve, pourrait être théoriquement submergée par une vague haute de 5 mètres. Alors que dans la plupart des zones sinistrées du sud du pays les eaux baissaient, dimanche, des niveaux alarmants ont été signalés sur des rivières du Sud-Est, dans les voivodies (préfectures) de Krosno et de Rzeszow, près de la frontière ukrainienne et slovaque.

Selon le dernier bilan, depuis le début des inondations, le 7 juillet, plus de 151 000 personnes ont été évacuées, dont quelque 50 000 n'ont toujours pas regagné leurs habitations. Cette catastrophe naturelle a fait à ce jour cinquante-cinq morts en Pologne, inondé 6 000 kilomètres carrés et provoqué des dégâts, se chiffrent sans doute par milliards de dollars.

Un grand nombre de sinistrés se plaignent de la mauvaise organisation des opérations de secours. Pour sa part, le préfet d'Opole, l'une des villes polonaises les

plus touchées, a annoncé, dimanche, qu'il allait porter plainte contre l'Institut de météorologie et d'économie fluviale, auquel il reproche de ne pas avoir mis en place à temps un système de surveillance des cours d'eau et d'avoir communiqué avec beaucoup de retard ses prévisions et ses avertissements.

DEUXIÈME CRUE ATTENDUE

Côté allemand, une troisième digue de l'Oder a cédé dimanche, entraînant l'inondation des villages de Brieskow-Finkenheerd et Wiesenau. Quelque deux cent quarante habitants des alentours avaient reçu l'ordre de quitter leurs maisons. Francfort-sur-l'Oder envisageait d'évacuer une partie de ses habitants, depuis qu'un barrage a cédé le long du lac de Brieskow dans la nuit de samedi à dimanche, en amont de la ville. Plusieurs autres digues de la zone risquent également de céder.

Au ministère de l'intérieur du Brandebourg, on se disait également inquiet pour les conséquences que cette montée de l'eau pourrait avoir dans une autre zone très exposée aux inondations, sur la plaine de l'Oderbruch au nord de Francfort-sur-l'Oder. Une deuxième crue est attendue au milieu de la première semaine d'août.

Le fleuve atteint des niveaux records tant au nord qu'au sud de Francfort-sur-l'Oder, ce qui pourrait conduire à l'évacuation de 19 000 personnes supplémentaires. Le gouvernement doit consacrer l'équivalent de 65 millions de francs à l'aide aux sinistrés. — (AFP, Reuter.)

En Belgique, le meeting aérien d'Ostende tourne à la tragédie : neuf morts

UN MONOMOTEUR XT-300 s'est écrasé, samedi après-midi 26 juillet à Ostende, au cours d'un meeting aérien. Huit spectateurs ont été tués et 55 autres blessés à la suite de l'accident, qui a entraîné également la mort du pilote. Deux Français, un père de famille et son enfant de vingt-deux mois, tous les deux originaires de la région de Dunkerque, figurent parmi les victimes. Trente-sept personnes étaient encore hospitalisées, dimanche, mais leurs jours n'étaient plus en danger selon les autorités belges.

L'appareil de voltige, de construction allemande, appartenait à la patrouille des « Faucons royaux » jordaniens, en démonstration à Ostende. Il s'est écrasé au sol à la suite d'un looping - le septième d'une série - pour des raisons encore indéterminées. L'avion a percuté le sol à proximité d'un poste de secours de la Croix-Rouge, près de la tribune principale située à une centaine de mètres du point d'impact. Les spectateurs qui s'étaient rassemblés à cet endroit ont été touchés par des pièces de l'appareil ou brûlés par des traînées de carburant. « Il y a eu une mer de flammes et une épaisse fumée noire », a raconté un témoin. Le programme de voltige avait rassemblé près de 10 000 personnes.

Avant l'exercice en solo qui s'est terminé de manière tragique,

le pilote, âgé de vingt-huit ans, avait effectué sans encombre un vol avec les cinq autres membres de la patrouille. Un pilote français qui avait croisé son homologue jordaniens avant son numéro aérien a indiqué qu'il l'avait trouvé « en pleine forme ». Le commandant en chef des forces aériennes jordaniennes, Mohamad Khair Ababneh, a précisé à Amman que ce pilote qui avait servi dans l'armée jordanienne avant d'intégrer la patrouille de voltige, il y a quatre ans, était « hautement qualifié » et qu'il « connaissait bien » l'exercice fatal. Il devait d'ailleurs participer au championnat du monde de voltige aérienne en solo avant de se rendre à un autre meeting en Turquie.

Une commission d'enquête tentera de déterminer les causes de l'accident : outre les ingénieurs du XT-300 et les autorités belges, elle comprendra les services techniques des forces aériennes jordaniennes. Avant d'être rapatrié dans son pays, le corps du pilote jordaniens devrait être soumis à une autopsie pour voir s'il a été victime d'un malaise. La série de figures, vrilles, tonneaux et boucles, enchaînées par l'avion soumettent les pilotes à de très fortes pressions.

L'avion en cause est considéré par les spécialistes comme un « excellent appareil de voltige, léger et très maniable », utilisé pour

les compétitions de haut niveau. De fabrication récente, ce monoplan a une puissance de 300 chevaux et il est doté d'un train d'atterrissage fixe. Au moment du drame, le temps était beau, mais il y avait quelques bourrasques.

Le ministre belge de l'intérieur, Johan Vande Lanotte, a indiqué à la radio belge que les consignes de sécurité « paraissent avoir été respectées » à l'aéroport d'Ostende. Mais la télévision belge RTBF a fait savoir, dimanche, que les responsables de cet aéroport étaient de façon générale opposés à la poursuite de l'organisation de ce meeting annuel sur ce site. Le roi Albert de Belgique et la reine Paola ont interrompu leurs vacances en Italie pour se joindre au premier ministre, Jean-Luc Dehaene, qui est allé s'incliner devant les corps des victimes rassemblées dans une chapelle ardente installée à l'hôpital d'Ostende.

L'accident de samedi n'a pas entraîné dans l'immédiat une remise en cause des meetings aériens en Belgique. Une autre manifestation s'est déroulée, dimanche, à Hechtel. Après une catastrophe similaire provoquée par un avion italien en 1988 à Ramstein, en Allemagne, et qui avait fait soixante-dix morts, les autorités allemandes avaient, quant à elles, décidé d'interdire les meetings aériens. — (AFP)

Les manifestations contre la politique néo-libérale se multiplient au Brésil

Tous les Etats sont touchés par les restrictions budgétaires

Des dizaines de milliers de « laissés-pour-compte » brésiliens ont manifesté, vendredi 25 juillet, dans la plupart des Etats du Brésil, pour

protester contre la politique néolibérale du gouvernement du président Cardoso et en faveur d'une réforme agraire. Dix mille manifestants,

selon la police, cinquante mille, selon les organisateurs, ont défilé dans le calme dans les rues de la capitale économique du Brésil, Sao Paulo.

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

Bien qu'elles n'aient pas mobilisé le nombre de participants espérés par leurs organisateurs, les manifestations antigouvernementales qui ont eu lieu vendredi 25 juillet ont réuni, selon la presse locale, environ quarante mille personnes dans vingt des vingt-six Etats brésiliens. Essentiellement motivées par des revendications salariales, ces protestations illustrent la dégradation sensible du climat social depuis que les policiers militaires, chargés du maintien de l'ordre, ont entamé, au mépris des dispositifs constitutionnels, un mouvement de grève légalement assimilable à une mutinerie. Au Brésil, la soldate moyenne d'un policier militaire en début de carrière avoisine 2 000 francs.

La révolte policière a débuté voilà près de trois semaines dans les Etats du Minas Gerais, dans le centre du pays, où un échange de coups de feu entre manifestants et forces de répression s'est soldé par la mort d'un policier gréviste. Après avoir fait appel à l'armée, qui a pris position en plusieurs points stratégiques de Belo Horizonte, la capitale de l'Etat, le gouverneur Eduardo Aze-

redo, allié politique du président Fernando Henrique Cardoso, a préféré opter pour l'apaisement en décrétant une augmentation des soldes de 48 %, proche de celle exigée par les chefs du mouvement. Le conflit ayant rapidement tourné à l'avantage de ces derniers, il n'en fallait pas plus pour qu'il fasse tache d'huile.

Rares sont les Etats qui n'ont pas connu, durant la semaine écoulée, des manifestations de policiers militaires, auxquels se sont souvent joints pour les mêmes motifs des représentants de la police en civil. Du Mato Grosso do Sul (Ouest) à l'Alagoas, au Paraíba et au Pernambuco (Nord-Est), c'est l'armée qui supplée actuellement les forces de l'ordre en grève dans la surveillance de certains édifices publics. Si ces débrayages insolites ne sont pas accompagnés, dans le reste du pays, d'une recrudescence notable de la criminalité, il en va tout autrement à Recife, la capitale du Pernambuco.

Du fait de l'insécurité grandissante exacerbée par l'assassinat récent d'un soldat en patrouille qui tentait de s'opposer à l'attaque à main armée d'une banque par un gang, de nombreux établissements

scolaires n'ont pas rouvert leurs portes. Ancien exilé politique et « monstre sacré » de la gauche brésilienne, le gouverneur Miguel Arraes a, semble-t-il, choisi l'épreuve de force en menaçant de limoger les grévistes, accusés de désertion. Une fois n'est pas coutume, des militants syndicaux ont défilé aux côtés de manifestants habituellement enclins à les matraquer.

L'économie est depuis peu ouverte à la concurrence étrangère

Parallèlement aux diverses démonstrations de mécontentement des policiers, d'autres catégories professionnelles sont descendues dans la rue pour vilipender le gouvernement. Les fonctionnaires fédéraux et les employés de la Petrobras (la compagnie pétrolière nationale) réclament un réajustement de leur

saire, gelé depuis deux ans. Les chauffeurs routiers bloquent les routes pour exiger le maintien de leur régime de retraite, menacé par un projet de loi.

Principale force d'opposition au président Cardoso, le Mouvement des « sans-terre » multiplie quant à lui ses actions en faveur de la réforme agraire. Les restrictions budgétaires dramatiques dans les Etats qui étaient guettés pour la plupart par l'asphyxie financière et la profonde mutation en cours de l'économie brésilienne, depuis peu ouverte à la concurrence étrangère, sont à la source de cette effervescence sociale. A Sao Paulo et dans sa grande banlieue (quinze millions d'habitants), le chômage affecte 16 % de la population active.

A Corumbá, dans le Mato Grosso do Sul, le président Cardoso a été hué par la foule alors qu'il participait, vendredi, à des cérémonies officielles. « Ces gens-là, qui sont toujours contre, sont aussi têtus. Ils feraient mieux de garder leur bile et leur rage chez eux », a-t-il déclaré en se référant aux « partisans du désordre ».

Jean-Jacques Sevilla

La famille du président argentin en pleine tragédie grecque

BUENOS AIRES

de notre correspondant

Deux ans et quatre mois après la mort du fils du président Carlos Menem, tué en hélicoptère le 15 mars 1995, la justice n'a toujours pas déterminé avec certitude s'il a été victime d'un accident. Zulema Yoma, l'ancienne épouse du chef de l'Etat, affirme que Carlitos Junior a été victime d'un attentat, contrairement à ce qu'avait conclu, dans un premier temps, l'enquête officielle.

Longtemps considérée comme une héroïne de vaudeville et une excentrique, certains comparent aujourd'hui l'ancienne première dame argentine, qui est séparée de son mari, à Hamlet ou à Antigone. La querelle juridique qui oppose Zulema Yoma et Carlos Menem a pris, depuis plusieurs jours, l'allure d'une tragédie grecque mettant en scène les passions de la famille présidentielle et les intrigues de palais. Zulema Yoma, qui avait été chassée manu militari de la résidence présidentielle en 1990 à la suite de fracassantes scènes de ménage, a réussi à relancer le dossier judi-

ciaire, lourd de 4 500 pages, et à semer des doutes sur les circonstances de la mort de son fils. Les experts ne sont toujours pas d'accord sur l'origine des perforations détectées sur les restes de l'hélicoptère.

MORT TROUBLE DE CINQ TÉMOINS

Certains affirment qu'il s'agit d'impacts de balles. « On ne peut pas conclure que l'hélicoptère ait reçu des balles, mais on ne peut pas non plus écarter cette hypothèse, en attendant les résultats définitifs des expertises », a déclaré laconiquement le juge. Les résultats de l'autopsie, pratiquée seulement un an et demi après la mort de Carlitos par treize médecins, sont également contradictoires. Les détails macabres ne manquent pas, et Zulema Yoma réclame le crâne de son fils qui aurait disparu.

Elle affirme qu'entre le jour de l'enterrement et l'autopsie la tombe de Carlitos Menem a été profanée et que son cadavre a pu être remplacé par un autre. Mais l'élément le plus troublant est sans

doute la mort en série de cinq témoins de la chute de l'hélicoptère, qui ont été tués ces deux dernières années dans des circonstances troubles.

Blonde et éplorée mais n'ayant rien perdu de son aplomb, Zulema Yoma s'est retranchée pendant trois jours dans une caserne de la gendarmerie de la province de Buenos Aires, pour exiger que le juge prenne en compte les dernières expertises. Elle reproche à M. Menem son silence et accuse des membres de l'entourage du chef de l'Etat de brouiller les pistes. L'ancienne épouse du président Menem ne précise pas, toutefois, quels pourraient être les auteurs d'un éventuel attentat.

« La mafia frappe là où c'est le plus douloureux », dit-elle en évoquant vaguement le trafic d'armes et de drogue. En dénonçant l'impunité, l'ancienne première dame argentine se retrouve de façon inédite dans le même camp que les simples citoyens qui se battent pour réclamer justice. En attendant les résultats définitifs de l'enquête qui pour-

rait être confiée à la Cour suprême de justice, la mort de Carlitos Menem s'ajoute à la longue liste d'affaires tragiques qui n'ont pas été éclaircies.

Les Argentins ne savent toujours pas qui a tué, en janvier dernier, le reporter-photographe José Luis Cabezas, ou encore, il y a déjà plusieurs années, le jeune conscript Omar Carrasco à Neuquen (Patagonie) et la collègue Maria Soledad à Catamarca (nord du pays). A chaque fois, l'enquête impliquant des hommes politiques, des policiers ou des militaires a tourné court. Les deux attentats meurtriers contre l'ambassade d'Israël, en 1992, et contre l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA), en 1994, qui ont provoqué plus de cent morts au total, restent impunis. On ignore qui est à l'origine des menaces et des agressions dont ont été récemment victimes des juges et des journalistes.

Le président Menem, dans une déclaration diffusée, samedi 26 juillet, par l'agence de presse officielle, estime que ces épisodes s'inscrivent dans un contexte international de violence et d'insécurité. Toutes ces affaires entraînent pourtant de fortes commotions dans la société argentine, qui s'inquiète de l'avenir de la démocratie.

Christine Legrand

Une polémique sur la nationalité du chef de l'Etat, Alberto Fujimori, renforce la crise au Pérou

LIMA

de notre correspondant

Alberto Fujimori est-il bien né au Pérou, comme l'affirme sa biographie, et comme l'exige la Constitution pour être élu à la présidence, ou a-t-il triché sur sa date et son lieu de naissance ? La revue péruvienne *Caretas*, dans une enquête minutieuse, met en doute non seulement le jour mais aussi l'année et le lieu de naissance de M. Fujimori. Malgré le démenti présenté, vendredi 25 juillet par l'avocat de M. Fujimori, Sandro Fuentes, qui a montré à la presse une copie de l'acte de naissance du président, selon lequel il est né le 28 juillet 1938 à Lima, le doute subsiste.

En provenance de l'île japonaise de Kumamoto, Mutsue, épouse de Naoichi Fujimori, a débarqué, en compagnie d'autres émigrés, au port de Callao, au Pérou, en 1934. Les Fujimori ne figurent pourtant pas sur la liste des passagers du bateau ayant accosté en décembre... mais les noms de quatre membres d'une même famille ont été grossièrement effacés au feutre noir. Mutsue a déclaré avoir deux enfants de moins de dix ans au bureau d'immigration. Le fait-elle en 1934 ou quelques années plus tard ? Aucun cachet n'en fait foi et l'original a disparu. Si Mutsue a eu cinq enfants, les deux aînés, Juana et Alberto, seraient-ils d'origine nipponne ?

Dans ce pays d'immigration qu'est le Pérou, ce détail n'aurait aucune importance si Alberto Fujimori n'avait été élu à la présidence de la République en 1990 et réélu en 1995. S'il l'a fait en violation de la Constitution, qui stipule que « seuls les Péruviens de naissance » sont autorisés à présenter leur candidature, la légitimité de son mandat est remise en cause.

UN PASSÉ ÉNIGMATIQUE

Depuis la campagne électorale de 1990, le lieu de naissance et l'âge réels d'Alberto Fujimori ont donné lieu à de nombreuses spéculations et les journalistes, qui ont patiemment mené l'enquête pendant toutes ces années, ne prétendent pas apporter autre chose que des indices méritant une investigation plus approfondie pour préciser un passé énigmatique que le chef de l'Etat a toujours entouré du plus grand secret.

Cette enquête, qui viole un tabou péruvien en s'attaquant au chef de l'Etat, a des effets de boomerang. Pour justifier l'expropriation des actions de la chaîne télévisée d'opposition *Frecuencia Latina*, un fonctionnaire du bureau de l'immigration a contesté la validité de la naturalisation de son directeur, Baruch Ivcher, d'origine israélienne - naturalisation acquise en 1984. Cette mesure a été prise en représailles parce

que cette chaîne n'a cessé de dénoncer les multiples affaires et « bavures » commises par les autorités péruviennes. De la destitution de membres du Tribunal constitutionnel aux tortures infligées à des agents des services secrets, en passant par l'espionnage téléphonique organisé au plus haut niveau de l'Etat, *Frecuencia Latina* a représenté une manière de contre-pouvoir.

L'épisode sur la nationalité de M. Fujimori vient s'ajouter à une série de péripéties qui exacerbent un climat de crise politique au Pérou. Au point que l'ambassadeur des Etats-Unis à Lima, Dennis Jett, a récemment estimé qu'il y avait actuellement « un sentiment persistant d'instabilité politique » dans le pays, soulignant que la démocratie « est un système d'institutions et non d'individus ».

Pour Francisco Loayza, chef de la campagne électorale du candidat Fujimori en 1990 et ex-membre du service renseignements, la découverte de ce secret d'Etat sur l'identité du président et les nombreuses falsifications de documents officiels commises pour le sauvegarder expliqueraient les énormes pouvoirs confiés à l'un des conseillers du chef de l'Etat, Vladimiro Montesinos, responsables des services de renseignements (SIN).

Nicole Bonnet

M. Waigel veut diminuer les versements allemands au budget européen

BONN. Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, entend ramener les versements nets de son pays à l'Union européenne (UE) de 0,6 % à 0,4 % du produit national brut (PNB), selon ses déclarations publiées dans l'édition du 27 juillet de *Bild am Sonntag*. Le ministre des finances, estimant que son pays pourrait alors économiser 7 milliards de deutschemarks (23 milliards de francs) par an, n'hésite pas à brandir la menace d'un veto à la réforme prochaine des fonds structurels européens. Il rappelle que l'Allemagne, réunifiée, n'est plus le pays le plus riche d'Europe et juge qu'« un système de financement de l'UE plus juste doit être trouvé au plus tard en l'an 2000. » M. Waigel rejoint ainsi le chef du parti social-démocrate, Oskar Lafontaine, et les dirigeants chrétiens-sociaux de Bavière, qui demandent eux aussi une diminution des contributions allemandes au budget européen. - (AFP)

Des millions de dollars d'aide à la Bosnie auraient disparu

LONDRES. Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, devait mettre en garde, lors de sa visite, lundi 28 juillet à Sarajevo, les dirigeants bosniaques contre la corruption, après la disparition de millions de dollars d'aide internationale destinés à la reconstruction du pays, selon le *Sunday Times*. « Nous sommes extrêmement préoccupés par le fait que des sommes d'argent que nous avons consacrées à la Bosnie n'ont pas été utilisées pour les objectifs visés », a déclaré M. Cook à l'édition dominicale du quotidien britannique.

M. Cook, qui doit se rendre en Bosnie et en Croatie, devait avertir les dirigeants bosniaques qu'ils risquent une suppression des aides à venir « si leur malhonnêteté continue », ajoute le journal qui écrit que des millions de dollars ont disparu vers les comptes bancaires de dirigeants corrompus et d'organisations privées. « Le niveau de fraude est probablement plus grand » du côté croato-musulman que du côté Serbe bosniaque, car 80 % du montant total des aides, estimé à 1,8 milliard de dollars, a été alloué en 1996 à la Fédération croato-musulmane. - (AFP)

Le président du Parlement serbe demande des observateurs à l'OSCE

BELGRADE. Le président du Parlement de la Serbie, Dragan Tomic, a appelé les pays membres de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à envoyer des observateurs pour les prochaines élections présidentielle et législatives en Serbie prévues pour le 21 septembre, a annoncé samedi 26 juillet l'agence officielle Tanjug. L'ex-président de Yougoslavie (RFY : Serbie et Monténégro), Zoran Ljilic, est le candidat du Parti socialiste serbe (SPS, au pouvoir) à la présidence de Serbie.

Par ailleurs, les autorités yougoslaves ont décidé de suspendre d'ici aux élections de septembre les mesures de fermeture des radios et télévisions locales privées ou « libres ». La présence d'observateurs internationaux et le libre accès aux médias étaient les principales revendications de l'opposition démocratique pour participer aux élections, après les fraudes survenues lors des municipales de novembre 1996, qui furent suivies de manifestations de masse à Belgrade. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **BIÉLORUSSIE : environ 5 000 opposants** au président biélorusse, Alexandre Loukachenko, ont manifesté, dimanche 27 juillet à Minsk. Ce rassemblement a eu lieu peu après une descente de la police au siège du Front populaire biélorusse, principal parti d'opposition. La démonstration était destinée à marquer le 7^e anniversaire de la déclaration unilatérale de souveraineté de Biélorussie en 1990, un an avant que Minsk ne devienne indépendante de Moscou. Le régime du président Loukachenko, élu en juillet 1994, fait l'objet de sévères critiques venues de l'étranger et des organisations de défense des droits de l'homme. - (AFP)

■ **GRANDE-BRETAGNE : le produit intérieur brut** britannique, à prix constants, a progressé de 0,9 % au deuxième trimestre 1997 par rapport au premier, après avoir augmenté de 0,6 % à la même époque de 1996, selon les chiffres provisoires publiés vendredi 25 juillet par l'Office national des statistiques. Hors énergie, la croissance britannique a atteint 1 % au deuxième trimestre, comme au premier, et 3,6 % en glissement annuel. - (Reuters)

■ **RUSSIE : Boris Govorin, le candidat proche de Boris Eltsine** a été élu, dimanche 27 juillet, gouverneur de la région d'Irkoutsk, en Sibérie, en battant le communiste dès le premier tour avec 50,34 % des voix. Le candidat soutenu par le général Lebed est arrivé en quatrième position, avec 7,2 %. Ce scrutin était considéré comme un test du soutien aux réformes engagées par le gouvernement central. - (AP)

PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE s'est établi à 40,9 MdF au 1^{er} semestre 1997 en hausse de 8,5% sur le 1^{er} semestre 1996.

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1997	1 ^{er} semestre 1996	% variation
Distribution Grand Public	22 169	21 005	+5,5 %
Distribution Professionnelle	15 583	13 616	+14,4 %
Commerce International	3 191	3 124	+2,1 %
TOTAL	40 943	37 745	+8,5 %

L'activité du **Pôle Grand Public**, en progression de 5,5%, a bénéficié du développement très soutenu du groupe Redoute, notamment à l'international, et de la Fnac.

La forte hausse du chiffre d'affaires du **Pôle Professionnel**, à +14,4%, provient pour l'essentiel de l'effet des acquisitions réalisées par Rexel en 1996 et 1997.

Un bon second trimestre marqué par le développement rapide de l'activité pharmaceutique a permis la progression de 2,1% du **Pôle Commerce International** à fin juin, alors que celui-ci affichait une baisse de 0,4% à fin mars.

Globalement, les effets de croissance externe et les effets de change ont

contribué respectivement pour 4,2% et 1,7% à la progression du chiffre d'affaires.

Ainsi, à périmètre et taux de change comparables, les variations semestrielles des pôles sont les suivantes : +4,3% pour la Distribution Grand Public, -0,1% pour la Distribution Professionnelle et +1,6% pour le Commerce International.

Le second trimestre 1997 a donc connu une progression de 4,4% du chiffre d'affaires comparable après une progression limitée de 0,4% au premier trimestre.

Les encours du **Pôle Crédit et Services Financiers**, ont progressé de 15,4% par rapport à la période correspondante de 1996.

CHIFFRE
D'AFFAIRES
DU 1^{ER}
SEMESTRE :
+8,5%

PARTI SOCIALISTE Les fabiusiens n'ont eu droit qu'à un strapontin dans le gouvernement de Lionel Jospin. Ils ont compensé cette exclusion en investissant les postes de comman-

dement à l'Assemblée nationale. Du haut du perchoir du Palais-Bourbon, Laurent Fabius surveille attentivement l'action de son ancien rival devenu premier ministre. ● LE CABINET

dont il s'est entouré à l'Hôtel de Lassay lui permet de suivre l'ensemble des dossiers traités par les ministres. Pour l'heure, il affiche un soutien sans nuance à toutes les décisions prises

par Matignon. ● LE CONGRÈS DU PS à Brest, à la fin du mois de novembre, mobilise son énergie. Alors qu'une partie des jospinistes rêvent d'en profiter pour minorer l'influence des fa-

busiens, ceux-ci souhaitent conserver leur expression autonome, tout en préservant le poids acquis la dernière fois qu'ils se sont comptés, lors du congrès de Rennes, en mars 1990.

De la présidence de l'Assemblée, M. Fabius surveille le travail de M. Jospin

Fort de l'amitié d'une petite centaine de députés socialistes et d'un cabinet solidement structuré, l'ancien premier ministre, tout en refusant d'être le patron de l'opposition interne, se place en position d'attente. Il s'efforce de garder ses positions au sein du PS

UN MOIS ET DEMI après son élection à la présidence de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius ne désire rien tant que le succès du gouvernement. Ses proches, en tout cas, n'ont cessé de l'assurer avec insistance. « Laurent est heureux à l'Assemblée. Il ne sera pas à Lionel ce que Séguin a été à Juppé », soulignent-ils. Ainsi, insistent-ils, l'hôtel de Lassay ne sera pas le lieu de distillations de petites phrases assassines, encore moins un Aventin d'où, en réserve de la République, l'on comptera, faussement placide, les points.

Pas un Aventin, mais peut-être une place forte... Une petite centaine de députés – soit un gros tiers des deux cent cinquante élus du groupe socialiste – peuvent revendiquer l'étiquette fabiusienne. Trente-sept se déclaraient comme tels parmi les nouveaux élus. A ce chiffre s'ajoute la très large majorité des sortants réélus. Quarante-dix sur cent députés fabiusiens : les pointages sont les mêmes, et dans l'entourage du

président de l'Assemblée nationale, et dans celui du président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault. Le vote du groupe socialiste pour départager les deux candidats au poste de rapporteur général du budget, mercredi 11 juin, a servi de référence unanime. Là, les amitiés se sont comptées. Didier Migaud, un proche du titulaire du perchoir, l'a emporté avec 95 voix contre 94 pour le rocardien Claude Evin.

A l'instar de leur chef de file, cette petite centaine de députés plaident la loyauté sans faille à l'égard du gouvernement. « Jospin et Fabius sont des hommes qui ont un passé, des blessures, mais qui, maintenant, peuvent être complémentaires et synergiques », affirme l'un. « Personne ne jouera la politique du pire », assure un autre, en notant que, « si on se plante cette fois-ci, il n'y aura plus de Fabius ni de Jospin ». « Les cloisonnements ont largement disparu », soutient un troisième.

Pour autant, l'« amitié » et la

« fidélité » conduisent les aficionados de M. Fabius, et en particulier certains nouveaux élus, à ne pas mésestimer le rôle que pourrait jouer, dans un proche avenir, le président de l'Assemblée. « Fabius a une expérience du pouvoir qui le met en situation d'exercer une magistrature d'opinion, de définir des orientations et de donner des conseils », note Bernard Cazeneuve (Manche). Philippe Duron (Calvados) indique que le président de l'Assemblée est « moins exposé » que certains ministres, et que son rôle est « plus important » en période de cohabitation. Expliquant l'intention exprimée par M. Fabius de « ne pas être le muet du sérail », Alain Néri (Puy-de-Dôme) souligne que le soutien des députés socialistes – et notamment fabiusiens – au gouvernement sera « d'autant plus actif et solide » qu'ils seront soucieux de « faire remonter » les éventuels mécontentements de l'opinion.

« Fabius a une capacité d'expression qui est directement liée à ce

que disent les députés », note un autre proche du président de l'Assemblée, qui reconnaît que les divergences entre les courants socialistes pourraient redevenir « plus aiguës » dans l'avenir. A l'unisson, les « fidèles », proches ou moins proches, soulignent, de façon générale, que la marge de manœuvre de Laurent Fabius dépendra des résultats obtenus par le gouvernement. « Si le gouvernement réussit, la marge sera étroite, mais, en cas de difficultés, il sera nécessaire de rassembler toutes les sensibilités », prévient ainsi M. Duron.

« INFORMÉ ET RENSEIGNÉ »

Même si, officiellement, les fabiusiens ne constituent en aucune manière un sous-groupe de députés socialistes, les « amis » de « Laurent » se sont réunis de manière plus ou moins formelle, notamment, une fois par semaine, avant les réunions de groupe. Parmi les sujets déjà évoqués : la mise en place du gouvernement, la réforme du mode de scrutin régio-

nal, en faveur de laquelle plaident les fabiusiens, et la répartition des postes à l'Assemblée. Trois présidences de commission sur six ont été obtenues par les proches de Laurent Fabius. À l'hôtel de Lassay, on souligne que c'est la conséquence logique de l'absence des fabiusiens du gouvernement. Dans la foulée, le président de l'Assemblée a porté un soin vigilant aux premières nominations à la tête des organismes extra-parlementaires. Il a notamment soutenu le candidat de la puissante fédération du Pas-de-Calais, Jean-Pierre Kucheyda, à la présidence du Conseil supérieur du gaz et de l'électricité, contre l'élu du Nord Michel Delebarre (Le Monde du 19 juillet).

Afin de ne rien laisser au hasard, Laurent Fabius s'est entouré d'une solide équipe de conseillers. Pas moins de dix-sept personnes ont été nommées à son cabinet, qui ressemble étrangement à un cabinet de premier ministre. Davantage que le nombre – son prédécesseur, Philippe Séguin, était

entouré d'une bonne douzaine de conseillers –, ce sont les attributions, particulièrement fines, qui retiennent l'attention : nouvelles technologies, agriculture, pêche, artisanat, commerce, tourisme, intérieur, outre-mer, Haute-Normandie, économie, budget, fiscalité... Pas un secteur ministériel qui ne soit couvert. Un signe de professionnalisme, selon son entourage, pour qui cette organisation témoigne de la volonté de la présidence d'« être informée et renseignée ».

En ce début de législature, le principal objectif de Laurent Fabius est manifestement de se montrer irréprochable. Matignon apporte le même soin précautionneux à éviter tout impair. « Lionel et Laurent ont l'un pour l'autre des précautions de vieux époux », indiquent les proches. Ce n'est pas une garantie absolue contre les scènes de ménage.

Caroline Monnot

Une question

« d'une gravité extrême »

Les amis de Laurent Fabius demandent avec fermeté une réforme du mode de scrutin régional, souhaitée par le Parti socialiste lors de sa convention sur la démocratie de juin 1996. Dès le 4 juillet, Jack Lang, reçu à déjeuner lundi 28 par Lionel Jospin, avait demandé à François Hollande, premier secrétaire délégué, de respecter une « promesse déjà ancienne ». Le PS a prolongé jusqu'à la fin août la mission confiée à Jean-Christophe Cambadélis, chargé, au secrétariat national, des relations extérieures et des fédérations, pour rapprocher les points de vue au sein de la majorité sur cette réforme. Mais M. Jospin a fait savoir qu'il n'y était pas favorable. Au bureau national du 27 juillet, M. Fabius a souligné qu'il s'agissait d'un problème « de première importance ». « Si on laisse le mode de scrutin tel qu'il est, a affirmé l'ancien premier ministre, on fait la courte échelle au Front national. C'est donc d'une gravité extrême. » M. Fabius se défend sur ce sujet de toute « question de tactique interne ».

28,84 % : les socialistes qui pensent au prochain congrès de Brest, du 21 au 23 novembre, ont le regard rivé sur ce pourcentage qui est celui obtenu par les amis de Laurent Fabius au congrès de Rennes, en mars 1990, le dernier où ils se sont comptés seuls. Les fabiusiens prendront-ils le risque, cette fois, de se compter ou tenteront-ils de maintenir leurs positions en s'alliant à la direction du Parti socialiste ? Tel est un des enjeux de Brest. Pour résumer la situation des fabiusiens, un proche du président de l'Assemblée nationale se réfère à... Fabius, dit Cunctator (le Temporisateur), un général romain qui, de 216 à 212 avant Jésus-Christ, avait harcelé les armées d'Hannibal.

Pour venir à bout des Puniques, ce Fabius de l'Antiquité avait fait appel à de vieux réservistes et à de jeunes recrues. Mais il avait surtout conceptualisé la guerre de position, visant à amoindrir progressivement l'adversaire, et la guerre de mouvement, ayant pour objet son anéantissement. « Jospin vis-à-vis de Fabius, explique ce proche de l'ancien premier ministre, est dans une guerre de position : il cherche à l'amoindrir et non à l'anéantir. Face à cette stratégie, Fabius résiste et veut défendre ses positions. » Depuis le 1^{er} juin, la cohabitation entre Lionel Jospin et Laurent Fabius se déroule sans accroches, malgré les réserves que ce dernier avait exprimées sur le programme socialiste ou la pression qu'il exerce, avec les rocar-

diens et les mauroyistes, pour une réforme du mode de scrutin régional.

Malgré la mise à l'écart de ses amis lors de la formation du gouvernement, à l'exception du seul Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, M. Fabius, qui a déjeuné en tête à tête avec le premier ministre le 2 juillet (Le Monde du 4 juillet), affiche sa loyauté et soutient totalement le gouvernement. Ni sur l'adoption du pacte de stabilité, ni sur la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, ni sur les premières décisions de M. Jospin, les fabiusiens n'ont fait entendre leur différence. Henri Weber, sénateur de Seine-Maritime, a seulement plaidé pour la réouverture du débat sur le « ni-ni » (ni nationalisations ni privatisations). Lors du renouvellement du secrétariat national, autour de François Hollande, premier secrétaire délégué, les fabiusiens se sont retrouvés à quatre au lieu de deux, en comptant Daniel Percheron, le très autonome premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, qui va quitter cette fonction. Au conseil national du 5 juillet, où M. Jospin a rappelé son parti à la solidarité, seuls Gérard Guibert et Gérard Fuchs se sont discrètement fait entendre.

De l'hôtel de Lassay, où il règne en maître à un poste qui ne le dispense pas de prodiguer ses conseils à M. Jospin, M. Fabius aimerait recueillir à Brest les dividendes de sa loyauté et non payer le prix de

l'affaiblissement de son courant, qu'annoncent à épisodes réguliers des jospinistes. Lors d'un dîner, le 3 juillet, les principaux responsables de la majorité jospiniste du PS ont lancé la préparation du congrès. François Hollande, Claude Allègre, Daniel Vaillant, Jean-Christophe Cambadélis, Vincent Peillon, Pierre Guidoni, Catherine Trautmann, Alain Bergounioux, Michel Sapin, Jean-Pierre Sueur, Pierre Mauroy, Bernard Roman, Jean-Pierre Bel et Manuel Valls ont commencé à débroussailler le terrain. Jospinistes, rocardiens, mauroyistes, proches de Martine Aubry ont esquissé une stratégie, sans les fabiusiens.

GRIGNOTER D'AUTRES COURANTS

MM. Cambadélis, Bergounioux et Peillon ont été chargés de préparer une contribution pour le congrès qui serait celle de la direction, que tous les membres du secrétariat, fabiusiens compris, seraient invités à signer. Dès lors, pour les amis de M. Fabius, la question est de savoir s'ils s'y rallient ou si, comme ils s'y préparent, ils présentent la leur, d'ici à la date limite du 2 septembre. Le président de l'Assemblée nationale est tenté par la contribution mais plus hésitant sur le dépôt d'une motion, texte sur lequel les militants votent et à partir duquel se répartissent, à la proportionnelle, les places des courants pour la moitié du conseil national. Ainsi, dans celui issu du dernier congrès de

Liévin, en novembre 1994, l'axe majoritaire d'alors (Emmanueli, Fabius, Poperen, Gauche socialiste) dispose de 131 sièges sur 204, contre 42 au « pôle rénovateur » (Aubry-Mauroy), 16 pour la motion 2 (Agir en socialistes) et 15 pour M. Jospin et ses amis.

Les jospinistes d'aujourd'hui figurent dans les quatre blocs dessinés en 1994. S'ils veulent accroître leur place autour de M. Hollande, futur premier secrétaire, ils doivent mathématiquement grignoter d'autres courants. La Gauche socialiste s'orientant vers une motion, les poperénistes, les mermaziens et Henri Emmanueli n'ayant pas encore fait leur choix, le compteur s'arrête aux 28,84 % des fabiusiens de 1990.

Face aux vellétés de quelques ultras anti-fabiusiens qui voudraient constituer un bloc majoritaire leur garantissant 51 % des places sans les amis de M. Fabius pour prévenir tout renversement de majorité, M. Hollande semble désireux de s'allier clairement et solidement, à travers une motion commune, avec les proches du député de Seine-Maritime. Un vœu qui ne peut que combler le président de l'Assemblée nationale, très soucieux de la place qui sera accordée aux amis de Martine Aubry si lui-même retrouve ses 28,84 %. A quelques décimales près.

Michel Noblecourt

La mutinerie socialiste de Marie-Thérèse Mutin

Une proche de Jean Poperen regrette la place faite aux alliés du PS

S'IL N'EN RESTE qu'une au Parti socialiste pour ne pas goûter aux délices de la majorité « plurielle » de Lionel Jospin, Marie-Thérèse Mutin sera celle-la. A cinquante-sept ans, cette proche collaboratrice de Jean Poperen, dont le courant risque d'éclater depuis que l'ancien ministre est souffrant, publie aux éditions Mutine, qu'elle a créées il y a deux ans, un pamphlet à l'intention de ses propres camarades : Au Parti socialiste aussi, changeons d'avenir. En trente-six pages, l'ancien maire de Cessey-sur-Tille (Côte-d'Or) ne se contente

pas de plaider en faveur de « comités pour l'initiative citoyenne », chers aux poperenistes pour retisser un « lien organique » entre la gauche et le mouvement social. Elle appelle de fait à une véritable mutinerie des minorités du PS.

Pour Mme Mutin, membre du bureau national du PS, « la gauche plurielle, c'est la traduction au gouvernement du type d'alliances qui permet à la majorité rocardo-jospiniste de gouverner avec des ministres communistes, verts et du MDC au détriment des « sensibilités » minoritaires dans le PS, souvent nette-

ment plus fortes que les alliés ». Elle voit dans cette alliance rouge-rose-vert « une victoire éclatante » de la Gauche socialiste de Jean-Luc Mélenchon alors que, pour elle, cette stratégie « porte en germe des dangers d'éclatement du Parti socialiste ».

A titre d'exemple, Mme Mutin note qu'« avec sept élus grâce au soutien du PS, le MDC a le ministre de l'intérieur », tandis que « avec le double, les poperenistes n'obtiennent même pas une vice-présidence d'une commission à l'Assemblée ». Aussi, pour elle, les poperenistes « ne feront partie de la "gauche plurielle" que lorsqu'ils auront fait sécession ». Conclusion provisoire : « Si, au lieu d'abandonner 75 circonscriptions à ses dangereux alliés, le PS avait présenté ses candidats, il serait majoritaire à lui seul. Et... la gauche serait toujours plurielle, car le PS, comme on voudrait nous le faire croire, n'est pas monolithique ».

Conclusion plus définitive : Mme Mutin prône un dépassement du PS dans un « grand rassemblement » à travers « un mouvement où pourraient se faire jour d'autres affinités et convergences ». Se demandant ce qui sépare Julien Dray de Dominique Voynet ou un communiste d'un popereniste, elle

rêve d'un « grand parti du mouvement ». Celle qui vient d'entrer au Parlement européen achève l'exposé de sa mutinerie par une question : « Qui sera le rassembleur de ces forces éparses ? Un homme ? Une femme ? La rue ? »

La stratégie d'alliance rose-rouge-vert « porte en germe des dangers d'éclatement du Parti socialiste »

Au passage, et dans son analyse historique de 1958 à 1997, elle épingle plusieurs fois Lionel Jospin, accusé d'avoir présidentialisé le PS et d'en avoir changé la nature, la politique devenant une « affaire de choix d'hommes et non plus de choix d'orientations politiques », à cause de l'élection des responsables par... le suffrage direct des militants.

M. N.

La hausse de l'impôt sur les sociétés

touchera une partie des profits de 1996

LE MINISTÈRE DES FINANCES confirme, lundi 28 juin, que la majoration exceptionnelle de 15 % de l'impôt sur les sociétés, décidée par le gouvernement pour 1997 et 1998, s'appliquera également, dans certains cas, à des profits réalisés en partie en 1996. A la suite d'informations publiées par le Financial Times, Bercy fait valoir que la décision a été prise en application du principe d'égalité des contribuables devant l'impôt. La majoration entre en vigueur pour toutes les sociétés dont l'exercice est clos en 1997, quelle que soit la date précise de clôture. Pour les sociétés dont l'exercice coïncide avec l'année civile et dont les comptes sont arrêtés au 31 décembre, la majoration porte sur les bénéfices réalisés en 1997. En revanche, pour les sociétés dont les comptes sont arrêtés en cours d'année, par exemple au 31 mars, la majoration s'appliquera aux bénéfices réalisés du 1^{er} avril 1996 au 31 mars 1997.

DÉPÊCHES

■ **EURO** : l'ancien premier ministre socialiste, Michel Rocard, interrogé dimanche 27 juillet sur Radio J, a estimé que l'euro est « le point absolu fondamental de toute la politique aujourd'hui » et a approuvé les mesures de redressement budgétaire prises par le gouvernement. Se félicitant de la « convergence vraie » qui existe sur ce sujet entre le premier ministre et le chef de l'Etat, il a invité la majorité à marcher « avec force et conviction en direction de l'euro ».

■ **OPPOSITION** : l'ancien ministre UDF, Charles Millon, vice-président de Démocratie libérale, estime que le RPR et l'UDF doivent fusionner et ne plus être des « écuries présidentielles », dans un entretien au Journal du dimanche du 27 juillet. Affirmant que l'UDF et le RPR n'ont plus que « des différences de tempérament », il indique que ces deux partis doivent donner naissance à « une formation unique de la droite républicaine comme il en existe dans toutes les grandes démocraties ».

■ **BASTIA** : Albert Calloni (PRS) a été élu maire de Bastia par le conseil municipal, samedi 26 juillet, en remplacement d'Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique et de la décentralisation, qui a dû abandonner son poste conformément à la limitation du cumul des mandats exigée par le premier ministre. M. Calloni occupait depuis 1989 la fonction de second adjoint qui a été, samedi, confiée à Emile Zuccarelli.

NOUVEAU

CONSULTEZ TOUS LES TARIFS AÉRIENS

Sur le MINITEL

Rubrique PROMO AVIONS

3615 LEMONDE

2,23 F/la minute

JEUNES La controverse sur les arrêtés municipaux interdisant la circulation des mineurs de moins de douze ans la nuit, pris par six maires au cours de ces dernières semaines,

a attiré l'attention sur la dégradation des relations familiales au sein des quartiers en difficulté. ● LES MULTIPLES personnes qui interviennent sur ce terrain, enseignants,

éducateurs, magistrats ou médecins, insistent sur l'hétérogénéité des situations qu'ils rencontrent. Les principaux problèmes posés s'expliquent par la précarité grandis-

sante des familles mais aussi parfois par des difficultés d'adaptation à de nouvelles normes d'éducation. ● A LA CITÉ de la Caravelle de Ville-neuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine),

les pères veulent conserver une certaine sévérité dans leurs relations avec leurs enfants, mais la vraie autorité est souvent incarnée par les grands frères.

La précarité économique fragilise l'autorité parentale

Enseignants, éducateurs, magistrats et médecins des cités dites « sensibles » tentent de lutter contre l'éclatement des foyers mis en lumière par la polémique sur les arrêtés municipaux interdisant la circulation des moins de douze ans la nuit

SURTOUT, se garder des généralités. Toutes les personnes quotidiennement confrontées à de jeunes fauteurs d'incivilités et à leurs familles insistent sur la grande hétérogénéité des situations.

Depuis les premiers cris d'alarme poussés, il y a vingt ans, par les acteurs sociaux, les premières réhabilitations de HLM, les plans d'action des collectivités locales et la multiplication des « zones » prioritaires, la prévention du délitement familial, constaté par tous, semble se heurter à un même écueil : à chaque famille son parcours, son passé.

Les agressions quotidiennes, les boîtes aux lettres dégradées et les crachats dans l'escalier ponctuent la vie de certains quartiers, mais « la vie ordinaire y est majoritaire », assure Pierre Prouvé, instituteur à l'école primaire et président du Frais-Vallon, dans le nord de Marseille. « Un des rares problèmes auxquels je suis confronté, confie l'enseignant, c'est que les enfants ne dorment pas assez. »

Les moins de quinze ans les plus « difficiles » ne forment qu'« une

minorité », confirme Benoît Delaunay, juge des enfants à Roanne (Loire) : « Ces jeunes sont relativement peu nombreux, mais il faut admettre que nous sommes très largement démunis face à eux. »

« LIVRÉS A EUX-MÊMES »

« Les tranches 10-12 ans commencent à apparaître, note pour sa part Claire Desplan, vice-présidente du tribunal pour enfants de Nancy (Meurthe-et-Moselle). Ce sont des enfants livrés à eux-mêmes, ne connaissant pas les limites, et dont les parents se désintéressent. » « Personne ne naît délinquant, modère-t-elle toutefois. La source essentielle du problème réside dans le comportement des parents, qui n'assument pas leur rôle. »

Les familles de jeunes mineurs impliqués dans des incivilités sont, la plupart du temps, éclatées : foyers recomposés avec beaux-parents et nombreuses fratries, ou femmes seules avec enfants.

« La caractéristique commune, c'est la précarité, indique Stéphane Recouvreur, éducateur dans une association départementale de prévention à Saint-Dizier (Haute-Marne). Ces familles vivent au jour le jour. Il est difficile de leur dire que leur enfant de six ans ne doit pas être dehors le soir, non pas parce que c'est forcément dangereux aujourd'hui, mais parce qu'à douze ans ce sera dur de lui faire comprendre qu'il y a des règles. » Selon lui, « si l'on voit des petits dehors, apparemment sans surveillance, en réalité les parents sont à la fenêtre et pensent les surveiller. »

A en croire Gilles Bayet, directeur de la mission locale de Saint-Dizier, « ceux qui posent problème sont souvent utilisés par les plus âgés pour leur rendre service dans des tâches illégales : transporter des petits paquets de stupéfiants, faire le guet, mettre le feu à des voitures. Car les petits ne risquent pas grand-chose au regard de la loi, alors que les plus grands... »

« Les cités vivent en dehors de l'économie normale, renchérit Gilles Barthélémy, éducateur auprès du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Ces jeunes gagnent en un jour ce qu'ils gagne-

raient en un mois de stage. Au début, les parents demandent d'où vient l'argent, après, ils ne posent plus la question. »

Il est très difficile de prévenir ces comportements, même si les « symptômes » d'agressivité peuvent apparaître très tôt.

« Nous sommes confrontés à des isolements importants, observe le docteur Didier Petit, pédo-psychiatre à Angers (Maine-et-Loire). Les enfants s'expriment comme des grands, parlent mal à leur parents, dès l'âge de deux ou trois ans. Les parents peuvent aussi parfois se conduire comme des enfants. L'enfant, parfois à un âge très précoce, devient le seul médiateur avec l'extérieur. » Dans d'autres cas, ajoute le psychiatre, « l'enfant devient un rival qui prend du temps, de l'énergie, de l'argent. »

Pour les travailleurs sociaux, le dialogue avec les parents se révèle extraordinairement complexe. « Certains parents ne possèdent pas le minimum de savoir-faire avec un enfant, souligne le docteur Petit. Pour d'autres, toute remise en question est considérée comme une intrusion intolérable. » Le réinvestissement de l'autorité parentale se heurte à de vraies réticences.

Dans le quartier angevin de la Roseraie, un « bistrot des pères » a pourtant permis de redonner la parole à des hommes, pour la plupart d'origine maghrébine, dont les enfants sont en « semi-délinquance ». « On demande beaucoup aux pères, et plus on les de-

« Conforter les parents dans leurs fonctions »

Dans le cadre du Pacte de relance pour la ville, l'ancien gouvernement d'Alain Juppé a adressé, le 13 février 1997, une circulaire interministérielle portant sur la prévention de la délinquance en milieu urbain, aux préfets, procureurs généraux, recteurs et inspecteurs d'académie. L'un des volets concerne « la responsabilisation des parents ». Les pouvoirs publics constatent que « les manifestations d'incivilité d'enfants de plus en plus jeunes traduisent une déficience des représentations d'autorité et un affaiblissement du sentiment de responsabilité de leurs parents ».

Préconisant de « conforter [les parents] dans leurs fonctions d'éducation », la circulaire propose, si le mineur a un comportement délictueux, de « recourir à la mesure de réparation qui associe très étroitement les parents et le jeune dans la prise de conscience du délit commis ». De même, les « incivilités (...) doivent recevoir aussi une réponse parentale dont la nature et les formes doivent être recherchées dans un cadre partenarial élargi », comme les conseils communaux de prévention de la délinquance.

A la cité de la Caravelle : « Je vois ma fille dehors ? Un coup de pied au cul... »

LA PHOTO représente le jeune N., pas encore douze ans, appuyé contre un arbre, seul devant la longue barre blanche de la cité de la Caravelle, à Villeneuve-la-Garenne

REPORTAGE

« Dès que mon fils s'est mis à sortir tard, ça ne m'a pas plu du tout. J'ai dit stop ! »

(Hauts-de-Seine). Au-dessus, on lit ce titre, « L'errance en culottes courtes... », ainsi qu'un texte où il est question d'« enfance en danger ». Quand le père de N. a découvert ce numéro de *Temps d'errance*, publication spéciale du conseil général des Hauts-de-Seine, il n'en a pas cru ses yeux : son enfant traînerait donc dans la cité. Vérification faite, la photo avait été prise alors que l'enfant, arrivé en avance, attendait l'ouverture du centre social. Résultat : le père a porté plainte, mais l'enfant a quand même été privé de sortie.

Les parents sont souvent plus durs que l'on ne croit, à la Caravelle. La cité, réputée difficile, est constituée d'une barre de 400 mètres de long, tout en blanc, en forme de crochet qui isole du centre-ville, pourtant très proche. Aux « Blancs » vivent 7 000 habitants, dont plus de 2 000 jeunes. Beaucoup de familles nombreuses, issues du Maghreb ou d'Afrique noire ; de forts taux de chômage et d'échec scolaire ; des relations

« conflictuelles » avec la police nationale.

Samedi soir 26 juillet, plusieurs groupes se sont formés dans les allées, suivant l'âge et l'origine ethnique. La Caravelle serait silencieuse s'il n'y avait un fond de musique raï sorti des appartements et du bruit de cette Mobylette qui tourne sans cesse. Paisiblement installés sous les arbres, des hommes discutent et se partagent leurs cigarettes. S'ils sont dehors à dix heures du soir, leurs enfants restent à la

Les mineurs face aux dispositifs judiciaires

● **La responsabilité parentale** : le code civil régit dans ses articles 371 et suivants l'exercice de « l'autorité parentale ». Il dispose que l'enfant « reste sous l'autorité [de ses parents] jusqu'à sa majorité ou son émancipation. L'autorité appartient aux père et mère pour protéger l'enfant dans sa sécurité, sa santé et sa moralité. Ils ont à son égard droit et devoir de garde, de surveillance et d'éducation. »

● **La justice des mineurs** : c'est une justice spécialisée, régie par l'ordonnance du 2 février 1945, affirmant la primauté de l'éducation sur la répression. Elle est rendue par les juges pour enfants, qui interviennent aussi bien auprès des enfants en danger (mesures éducatives) que des jeunes délinquants (sanction pénale).

● **Les mesures éducatives** : saisi

maison. « Je vois ma fille dehors ? Un coup de pied au cul et directement dans le balcon ! », imagine, avec le sourire, M., originaire d'Afrique du Nord. Puis il se durcit. « Le problème, c'est que les parents ne peuvent plus faire la loi chez eux. Je connais un père, il a corrigé son fils. Eh bien, le fils a porté plainte contre son père, qui a été condamné ! »

A côté de M., ses amis acquiescent. « C'est pareil pour les grands, dit l'un d'eux, ils n'osent plus gifler leurs petits frères ou leurs pe-

tités sœurs. » Chacun a sa petite explication sur les familles qui laissent leurs enfants dans la rue. « C'est comme un village, ici : les gens croient leur enfant en sécurité parce qu'il est juste en bas de la cage d'escalier. » « Il y a des cas de familles bigames : le père ne peut pas faire attention à tous ses enfants. » « Les logements sont petits, surtout pour les familles nombreuses, et c'est facile pour certains parents de se débarrasser des plus jeunes qui font du bruit. »



mande, plus on les voit, assure le docteur Petit. Ils sont davantage engagés qu'on ne croit. »

La diversité culturelle des familles et les relations communautaires compliquent encore la tâche des acteurs de prévention. « Chez les Comoriens, rapporte une assistante sociale des quartiers nord de Marseille, la mère est tout, les pères vont et viennent, ils ne sont pas attachés à une femme ou à une maison. Le manque de travail n'est pas dégradant socialement, et il existe une grande solidarité dans les familles. » Cette soli-

darité semble, selon elle, « en perdition » dans les familles maghrébines, chez qui « un père qui ne nourrit pas ses enfants est déclassé socialement ».

Nathalie Segré, assistante sociale à Paris (12^e arrondissement), constate de son côté que « le relogement de familles expulsées a énormément joué dans la dissolution familiale. Certains foyers ne savent plus ce que c'est de déjeuner, de dîner autour d'une table, tous ensemble. Quand on passe de une à cinq pièces, on perd ses repères dans l'espace et aussi ses repères affectifs. »

Les familles peuvent également se retrouver déboussolées, contraintes de choisir entre deux normes d'éducation. « Quand j'organise des réunions tard le soir dans les cités, raconte Ferdinand Ezembé, psychologue à l'association Afrique-Conseil, les parents africains demandent comment élever leurs enfants en France : « Quand on les tape, on nous dit qu'on les maltraite, quand on ne le fait pas, on nous dit qu'on est laxistes. Alors on fait quoi ? » En Afrique, les parents font confiance aux enfants mais, s'ils font une bêtise, la punition corporelle est terrible. »

Dans les quartiers, les bonnes volontés et les idées ne manquent

pas. Une phrase revient en leitmotiv dans tous les discours : « Être parent, c'est un métier qui s'apprend. » « Il faut réfléchir à des lieux d'écoute et de parole, à une sorte d'« école des parents » », suggère la magistrate de Nancy.

« On n'a pas de solution pour les 12-15 ans, reconnaît Catherine Masiuk, chargée des affaires sociales à la mairie de Saint-Dizier et vice-présidente du centre communal d'action sociale. Ils sont trop grands pour venir aux activités que l'on a mises en place pour les plus petits, trop jeunes pour pouvoir avoir accès à celles des grands. On devrait faire de la prévention primaire, dès la naissance, pour apprendre aux parents à le devenir. »

« RECRÉER DU LIEN »

Tous s'accordent sur la nécessité d'agir le plus en amont possible. « Il faut intervenir très tôt pour recréer du lien, estime ainsi Bruno Le Roux, maire (PS) d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Le volet répressif ne doit intervenir qu'en dernier recours. » L'élu raconte que beaucoup d'efforts ont été faits dans sa ville « pour la sortie des écoles et pour les vacances », mais il admet qu'« après 20 heures, à part quelques exceptions locales comme les correspondants de nuit à Rennes, on est absent ».

« Est-ce aux pouvoirs publics de s'organiser pour la nuit ?, s'interroge Xavier Dupont, directeur des services sociaux au conseil général d'Ille-et-Vilaine.

Il me semble qu'il faut d'abord restaurer la relation parents-enfants. Et si les enfants sont vraiment en danger, on a un dispositif qui fonctionne. »

Les modalités d'action auprès des familles butent finalement sur un éternel manque de moyens. Comme le dit Stéphane Recouvreur, « avoir accès aux parents demanderait un gros investissement, en temps et en personnel, mais serait très payant. Poser ce problème, c'est le seul mérite des arrêtés municipaux. On ne peut pas laisser les quartiers sans rien et puis, quinze ans après, leur envoyer la police. »

Enquête du service Société

● Les mesures éducatives : saisi

Vincent Hubé

PRÈS du Musée du Bardo, à Tunis, un Jules Ferry de bronze verdit mélancoliquement à la porte de Kassar Saïd, énorme pâtisserie architecturale construite au début du siècle. Le palais somnole, volets tirés. En attendant une rénovation qui tarde, le dédale de ses pièces obscures sert de dépôt à l'Institut national du patrimoine. C'est ici qu'est entreposée une partie du butin saisi par la police tunisienne dans une affaire qui a défrayé la chronique judiciaire et mondaine à la fois.

Le 23 novembre 1996, quarante-six inculpés, assistés de cinquante-deux avocats, se sont présentés devant le tribunal correctionnel de Tunis : parmi eux, le fils d'un ancien ministre, un ambassadeur à la retraite, un antiquaire renommé, un magistrat en exercice, mais aussi quantité de personnages plus obscurs, petits commerçants, employés d'hôtel, gardiens de sites archéologiques, plongeurs. Était également jugée, par contumace, une Française, consul honoraire des Seychelles. Le 26 décembre, le jugement était définitif : quarante-

RAZZIA SUR LES OBJETS D'ART

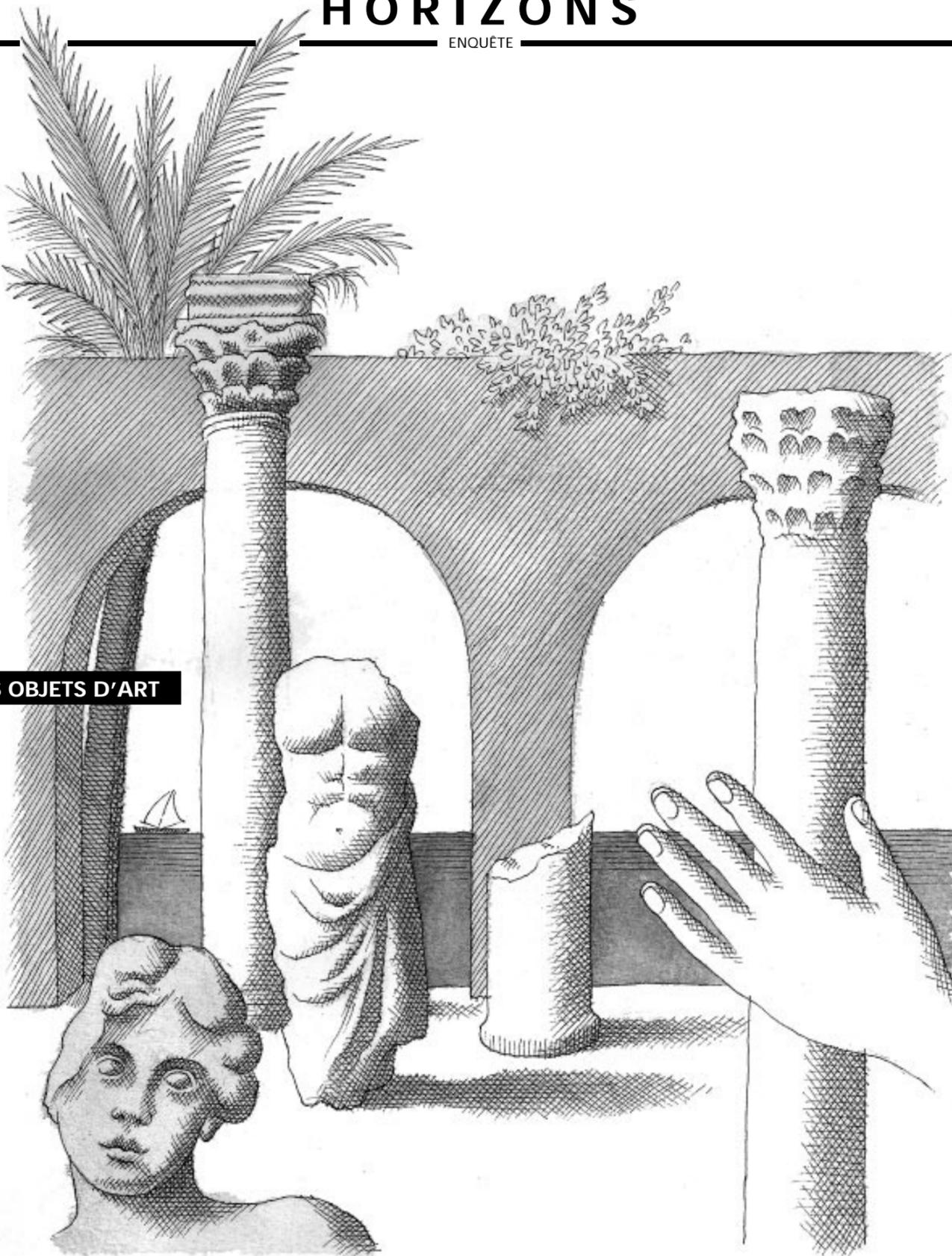
quatre condamnations, de la simple amende à la prison ferme. Si le procès a fait grand bruit, c'est qu'il constituait, en Tunisie, une première.

Que reprochait-on à cette assemblée disparate ? De s'être livrée à des « pillages de biens culturels ». On peut juger sur pièces, à Kassar Saïd. Dans une grande salle voûtée, on trouve, pêle-mêle, des colonnes de toutes tailles, des chapiteaux et linteaux sculptés, des pierres gravées de feuilles d'acanthe, ornées de croix byzantines, d'inscriptions puniques, latines ou arabes, des stèles sculptées de personnages ou de scènes religieuses. Dans une caisse, couché sur un lit de sciure, un poteau funéraire du XI^e siècle, en marbre, semble prêt à l'expédition. La statue d'un dignitaire romain décapité veille sur une boîte contenant une tête qui, visiblement, n'est pas la sienne, mais celle d'une divinité champêtre. Enveloppés dans du papier journal, des carreaux d'église en terre cuite, des lampes à huile, des éléments de frises en plâtre peint, des céramiques en vrac : les unes sans grande valeur, d'autres plus précieuses, comme ces vases sigillés du III^e siècle. Dehors, en plein air, des sarcophages, d'énormes pierres à moulin d'époque romaine et des fûts de colonnes. Il a fallu des camions pour les transporter.

Toutes les pièces saisies, plus de mille deux cents, ne sont pas ici. Certaines ont été déposées au Musée du Bardo. D'autres sont intégrées dans la construction de luxueuses villas d'où il est difficile de les arracher. « Pendant des années, on a pu acheter ces vestiges ouvertement, indique l'archéologue Sadok Ben Baaziz. Un chapiteau se négociait en Tunisie autour de 500 dinars (environ 3 100 francs) et une stèle sculptée pouvait monter jusqu'à 8 000 dinars (environ 50 000 francs). »

Pourquoi, après des années de laxisme, « la foudre est-elle tombée », selon l'expression d'un magistrat ? Un bon observateur du microcosme tunisien explique que, dans ce pays en voie de développement, encore largement soumis à l'arbitraire et au népotisme, on assiste à « une légère avancée de la légalité. Il y a trente ans, tout le monde se servait sur les sites antiques, dans l'indifférence générale. Mais il y a eu une généralisation de ces pratiques. Des musées de province ont commencé à être pillés. Des archéologues, comme Aïcha Ben Abed, ont alerté les autorités à plusieurs reprises. Et puis les gens qui se livraient à ce trafic ont perdu la tête. Ils se sont crus intouchables sans se rendre compte de l'évolution des mentalités. »

Longtemps, l'Etat tunisien s'est désintéressé d'un patrimoine qui semblait inépuisable. Carthage, Rome et Byzance – sans parler de l'islam – avaient laissé tant de traces aux quatre coins de la Tunisie ! Dans les années 60, les villageois, à proximité des sites antiques, El Jem, Dougga, Thuburbo Majus, Bulla Regia ou Tabarka, offraient ou vendaient pour quelques dinars des objets (lampes, monnaies, poteries) ramassés en



La foudre à Hammamet

2

surface. Avec l'arrivée massive des touristes, ce commerce modeste, limité, se déplace vers la côte. Des pièces plus importantes sont réclamées. Des fouilles clandestines sont entreprises. Les clients, qui appartiennent à la bourgeoisie tunisienne et à la société européenne fortunée, possèdent des résidences à Hammamet ou à Sidi Bou Saïd. Un véritable marché se met en place.

AVEC les années 80, les antiquaires commencent à s'exporter discrètement en dehors du pays. En 1992, des vols systématiques sont signalés dans plusieurs musées de province : à Bulla Regia, à Dougga, à Lanfida. En 1993, on vole des statuettes à Utique. Et, à Rouhiya, six stèles du III^e siècle disparaissent d'une réserve. En 1996, dix-neuf effractions sont constatées sur le site d'El Jem. Le procès de Tunis met en évidence un circuit qui hésite encore entre l'amateurisme mondain et le professionnalisme, mais qui n'en est pas moins efficace.

Au sommet, on trouve Khais Giga. C'est le fils d'un ministre de l'intérieur de Bourguiba, empri-

sonné puis exilé pour n'avoir pas été assez énergique dans la répression des émeutes de la faim en 1983-1984. Il a pu revenir en Tunisie, discrètement, après la chute du Combattant Suprême. Khais est l'aîné de ses trois fils. C'est un bon vivant, charmeur, « intelligent, drôle, intrépide, mais flibustier dans l'âme », dira un de ses amis. Il mène grande vie, traversant plusieurs fois l'Atlantique à la voile (c'est un excellent marin), sans que l'on sache exactement d'où il tire ses revenus. De notoriété publique, il « fait dans les antiquités ».

Les personnes désireuses d'en acquérir – et toute villa dans le vent se doit d'avoir ses vestiges romains ou puniques – passent volontiers par Khais Giga. La rumeur tunisienne lui attribue – sans aucune preuve – des trafics d'œuvres d'art en provenance de Libye. De la même manière, son nom a été évoqué, au début des années 90, lors de la disparition d'une grande mosaïque de Nabeul, finalement retrouvée abandonnée.

En 1991, il a été condamné à payer une amende – modeste : 500 dinars – pour un dépôt d'antiquités trouvé chez lui. D'ailleurs, le

juge du tribunal de Grombalia, Abbas Bel Khiria, n'a rien à refuser à ce fils de famille. Le magistrat bloque d'autant plus facilement les enquêtes que le souvenir de l'ancien ministre est encore vivant chez lui, comme chez beaucoup de policiers. Khais se croit donc assuré d'une totale impunité. Quand on le met en garde contre ce « négoce » qui prend des proportions inquiétantes, il répond en riant : « Tout le monde fait ça. »

Ce personnage à la Pagnol, fort en gueule, est bien vu de la population d'Hammamet, trop souvent spoliée par les protégés du pouvoir. En 1994, il décide de se faire construire une maison à Jebel El Faoura, une hauteur qui domine la baie d'Hammamet. C'est un site archéologique et une zone forestière, doublement inconstructible. Khais n'a pas non plus de permis de construire, mais qui s'en soucie vraiment à Hammamet ? Cette résidence, raconte Tahar Ghali, l'archéologue qui a expertisé les lieux, « est une sorte de puzzle archéologique. La façade est faite à partir d'un monument venant vraisemblablement du site de Gightis, près de Djerba : deux pilastres et un fronton

sur lequel on peut lire une inscription en latin – "A la Concorde". A l'intérieur, on trouve de tout : un reliquaire paléochrétien, le claustra d'une ancienne église, des éléments de fontaines antiques, un sarcophage monté en baignoire. On ne compte plus les stèles, les chapiteaux et les colonnes qui ont été employés dans la construction. Dehors, il a fait élever à l'aide d'éléments antiques un véritable petit amphithéâtre. »

CET exhibitionnisme irrite. D'autant que le patrimoine est dans le collimateur du pouvoir. Pour faire pièce à l'intégrisme, le président Ben Ali, après Bourguiba, met en avant l'histoire de la Tunisie, « plus ancienne que l'islam ». De plus, l'économie touristique, essentielle pour le développement du pays, a besoin de se diversifier : la Tunisie n'est pas seulement un rivage ensoleillé, c'est aussi un riche champ d'exploration culturelle. Encore faut-il que ce gisement soit mis en valeur et ne soit pas pillé. « Il y a une mobilisation au plus haut niveau de l'Etat pour sortir le patrimoine de sa situation d'abandon », explique Abdelaziz Daoulatli, directeur de l'Institut national du patrimoine.

Aussi un nouveau code de protection du patrimoine a-t-il été promulgué en février 1994. Toute personne détenant des pièces antiques est obligée de les déclarer. Rares sont ceux qui ont pris cette demande au sérieux. Pourtant, la société civile suit : des dizaines d'associations de défense du patrimoine voient le jour. C'est dans ce contexte que les autorités tunisiennes décident de donner un coup de semonce.

A partir de février 1996, les inculpations et les perquisitions se succèdent. Avec Khais Giga tombent le juge de Grombalia et un certain nombre de ses fournisseurs, en particulier un bijoutier de Sbeitla, surnommé « le Romain »

en raison de son activité, qui avait monté un réseau local assez efficace. Un autre groupe est arrêté du côté de Kasserine. Est également poursuivi un antiquaire d'origine italienne, Folco Evangelisti, qui a longtemps eu un magasin dans le bas de la Medina de Tunis. Il achevait de se faire construire une maison à proximité de celle de Khais Giga. Chez lui, on a trouvé trois cents objets non déclarés, certains « réemployés », ici aussi, dans l'architecture de sa villa. Une stèle figurait dans un inventaire du Musée de Kairouan.

Avec Folco Evangelisti, on retrouve le microcosme de la société d'Hammamet et de Sidi Bou Saïd : un frère et le cousin de Khais Giga, expert-comptable, propriétaire d'une maison au Jebel El Faoura, Brahim Turki, un ancien diplomate, et Luciano Mulazzoni, un homme d'affaires italien, qui plaident la bonne foi. Le cas de Claude Bauzil et de sa sœur Karine Enriquez est plus compliqué. Les deux femmes sont originaires de Nabeul. Claude a épousé un marchand d'armes français, Jean Bauzil (décédé en 1991), qui s'était fait construire, en 1981, face à la mer, une splendide villa abritée derrière un haut mur blanc. Ici, les antiquités ne manquent pas non plus. On en a recensé plus de trois cents. Claude Bauzil, dont la résidence principale est à Londres, soutient qu'elles ont toutes été achetées par son mari.

LORS d'une perquisition, en février 1996, la police a pour- tant exhumé dans son jardin, en présence de l'archéologue Aïcha Ben Abed, plusieurs stèles enterrées sous un massif de fleurs. Machination, rétorque Karine, qui vit entre Rome et Paris : « Nous avons comme tout le monde en Tunisie quelques antiquités qui ont été intégrées dans la construction ou qui servaient de bases à des meubles. Depuis 1994, la loi tunisienne oblige à déclarer les antiquités que l'on possède. Nous n'avons pas fait cette déclaration, mais ma sœur a indiqué qu'elle était prête à y souscrire en remontant à 1981. En une semaine, la maison a été vidée de toutes ses antiquités. Pour moi, c'est une spoliation déguisée, comme toutes celles qui ont eu lieu à Hammamet et à Sidi Bou Saïd. Pourquoi ? Parce que le président Ben Ali s'est fait construire une résidence à Hammamet et que son entourage veut acquérir des maisons à proximité. Le dossier ne comporte aucune preuve, sinon les déclarations du gardien de l'hôtel voisin, avec qui nous étions en procès. » La présence des stèles enterrées reste inexplic- quée.

La maison Bauzil, face à la mer, est le décor rêvé pour un roman policier. Elle a effectivement servi de base à des feuilletons fantaisistes, relayés par la presse locale. On y parlait de trafic international organisé à partir de bateaux sortant la nuit pour livrer des cargaisons d'antiquités en haute mer. « Ces épisodes n'ont pas été évoqués pendant le procès, remarque un avocat qui a suivi toute l'affaire. Sans doute planait-il dans le prétoire un parfum d'exportation, mais aucune preuve n'a été apportée dans ce domaine, même s'il semble certain que Folco Evangelisti ne se soit pas contenté du marché local. Il n'y a eu aucune machination contre M^{me} Bauzil. L'Etat a voulu simplement marquer un coup pour asseoir sa loi sur le patrimoine. »

Khais Guiga a écopé de trois ans de prison ferme, Folco Evangelisti de vingt-quatre mois, le juge de Grombalia de dix-huit mois. Claude Bauzil a été condamnée à vingt et un mois de prison par défaut. Les simples « collectionneurs » ont eu à payer des amendes – de 500 à 3 000 dinars – et leurs « trésors » ont été saisis. Quel a été le résultat de ce coup de semonce ?

« Une trentaine de personnes sont venues faire des déclarations spontanées », indique Abdelaziz Daoulatli. « On a assisté à une chute des vols sur les sites et dans les musées », affirme Yacine Ettaieb, le commissaire chargé de la répression du trafic des œuvres d'art. Pour combien de temps ? Un jour prochain, les amateurs risquent d'être remplacés par de vrais professionnels.

Roland-Pierre Paringaux et Emmanuel de Roux

Dessin : Pierre le Tan

PROCHAIN ARTICLE
Les cavaliers du Niger

Les origines de la démocratie

par Manuel de Diéguez

L'ÉCHANGE de vues que *Le Monde* a publié entre M. Le Roy Ladurie et M. Lourau sur le calvinisme et le jansénisme est bien révélateur des difficultés de méthode que rencontrent les historiens de l'imaginaire. C'est que l'on ne saurait rendre compte des grandes options théologiques entre lesquelles le christianisme s'est divisé sans fonder une anthropologie religieuse réellement scientifique. Si l'on s' imagine, par exemple, que « les protestants n'ont eu qu'à léguer » saint Augustin à « Jansénius et ses disciples », on rendra inintelligible l'incompatibilité d'humeur entre l'augustinisme de Port-Royal et de Calvin. Avoir une « bonne connaissance de la généalogie des grands systèmes religieux et politiques » commence par une bonne connaissance des clés proprement historiques d'une théologie.

Car ce n'est pas l'augustinisme de Calvin qui a bouleversé le paysage historique de l'Occident, mais la révolution inouïe de nier le prodige de la présence physique du dieu immolé sur l'offertoire. Calvin est d'abord le Copernic de la théologie qui refusa de faire dévaler du haut du ciel la chair vivante et le sang frais du dieu sacrifié. Sa fureur religieuse retrouve celle d'Isaïe, qui, le premier, exprima sa colère et son dégoût pour le sang qui giclaient alors sur les propitiatoires. Calvin déclare tout net qu'il refuse de tuer Jésus à nouveau et il accuse les prêtres d'assassinat. Il répète sans relâche qu'il est hypocrite de prétendre que le sacrifice répétitif de la messe ne serait pas sanglant.

Au colloque de Poissy, en 1561, les dignitaires de l'Eglise et toute la cour sont profondément impressionnés par l'exposé magistral de la doctrine de Calvin que leur présente Théodore de Bèze. Mais, quand l'orateur rappelle que Jésus est au ciel et qu'il n'en descend plus, la tempête éclate avec une violence inouïe, et le colloque est par terre. « Madame, avez-vous oui ce blasphème ? », tonne le cardinal de Tournon en se tournant vers la Régente. Marie de Médicis ne peut que répondre qu'elle mourra dans la religion de ses pères. La même question centrale s'est posée à Lu-

ther : les yeux obstinément fixés sur un morceau de pain qu'il a placé devant lui, il répète : « Ceci est mon corps ».

Ce qui fait un devoir d'honnêteté intellectuelle à l'historien de l'imaginaire de placer les révolutions de l'autel au cœur de la compréhension des théologies chrétiennes, c'est que la démocratie occidentale n'est précisément pas née de la théologie de la « prédestination augustinienne » qui aurait marqué Calvin « au fer rouge », mais des conséquences psychologiques et politiques immenses de la suppression de la chair et du sang de la divinité, parce que, depuis Homère, la croyance se fondait sur des célestes dotés de corps. Comment se fait-il qu'un miracle aussi fantastique soit cru vrai par des millions d'esprits dotés de tout leur bon sens ?

Calvin est d'abord le Copernic de la théologie qui refusa de faire dévaler du haut du ciel la chair vivante et le sang frais du Dieu sacrifié

C'est qu'un pouvoir politique fondé sur la croyance en la présence corporelle d'un dieu immolé dispose d'un médiateur d'une tout autre nature que celle d'un dieu figuré, parce que l'obéissance publique est fondée sur la vénération d'un chef doté d'os et de viscères. On croit que le roi est roi en sa chair ; si l'on ne s'imaginait pas qu'un personnage est proprement historique à titre physiologique, on découvrirait que tout pouvoir est constitué d'un symbole abusivement concrétisé.

Aussi la théologie chrétienne s'est-elle divisée entre l'« évangélisme » fondé sur la « scriptura sola » et la « gratia sola » - qui conduira à l'utopie par la mutation lente du messianisme christique à l'idéologie rédemptrice -, et la théocratie, qui est connaturale à un pouvoir religieux fondé sur la gestuelle descendante ou descendante de la bénédiction, symbole d'un souverain qui exige l'agenouillement de ses vénérateurs devant

un sacré réputé incarné. Le monde moderne vit encore de ces deux options fondatrices du pouvoir politique : celle, paulinienne, du *Sermon sur la montagne*, qui exalte la liberté des « enfants de Dieu », et celle de la tiare et de la pourpre. C'est cette scission anthropologique qu'exprime l'extraordinaire coup d'Etat théologique de Calvin.

La modernité est fondée sur la rupture du cordon ombilical entre le symbole et la chair, le fait et la métaphore, le réel et ses figures. C'est pourquoi la démocratie ne saurait s'« incarner ». Aucun corps constitué ne substantifie la liberté. La République n'est que représentée, donc symbolisée par des hommes-signes. La « volonté du peuple » confère des pouvoirs étroitement délimités à des personnages abstraits dotés de titres convenus,

qui seuls exercent une puissance. Le suffrage universel lui-même n'est nullement un corps réel, mais seulement une entité politique élevée à la souveraineté et proclamée infaillible par un décompte arithmétique.

C'est la ruine du fondement matériel qui a enfanté le monde moderne. La démocratie brise le lien entre la « vérité » et les corps. Du coup, les valeurs et les idéologies ne se communiquent que d'esprit à esprit, par le relais de codes de communication cérébraux. Le concept de « loi de la nature » n'était qu'une métaphore juridique censée légaliser le mutisme du monde.

Calvin n'a fondé que de surcroît le mélange de la vaillance avec l'angoisse qui caractérise les démocraties ; car, bien plus profondément, si aucune vérité ne saurait se substantifier, donc s'incarner en tant que vérité, toute intelligibilité est nécessairement une construction humaine dont il faudra scruter les

finalités et les motivations - d'où un approfondissement vertigineux, mais angoissant à ce titre, de la conscience de soi.

Le réformateur est de son siècle : il croit qu'il existe un ciel cosmologique dans lequel un créateur de l'univers et son fils seraient assis côte à côte et il juge légitime de brûler les sorcières. Mais c'est depuis Calvin que l'homme rencontre dans le cosmos le plus encombrant des interlocuteurs : lui-même ; et, se sachant responsable, il se propose de rendre enfin pédagogique la politologie...

Quand M. Le Roy Ladurie emprunte, sans me nommer, sa comparaison entre le communisme et l'Eglise à mon entretien avec François Furet paru dans *Commentaire* de septembre 1995 et au second article que j'ai consacré au *Passé d'une illusion* dans le numéro de septembre 1996 des *Temps modernes*, il témoigne de ce que ses efforts pour théoriser quelque peu les relations d'une théologie avec l'Histoire trahissent ma pensée, mais en démontrant qu'il ne suffit pas de m'emprunter quelques vues générales et un schéma conceptuel pour porter la méthode historique à la rigueur logique que requiert un sujet aussi immense et aussi inexploré que l'imaginaire religieux de l'Occident. En réfutant la « présence réelle », ce prolongement logique du mythe de l'Incarnation, c'est toute l'articulation entre le Golgotha et l'Histoire que Calvin rejette.

Deux principes de la méthode historique s'appliquent à l'interprétation de l'imaginaire religieux. Le premier est d'observer que c'est au niveau de son ultime fondement qu'une théologie s'articule avec l'Histoire. Le second est de se réjouir de ce que le cœur d'une théologie conduite au plus secret de l'Histoire. S'il est légitime de raconter l'histoire de la marine à voile ou du canon sans se livrer à une psychanalyse des navigateurs et des canonnières, il n'est pas possible de rendre intelligible l'histoire d'une religion sans descendre au plus profond de l'homme.

Manuel de Diéguez est écrivain.

Le mark attaqué, l'Europe dévaluée

Suite de la première page

Les entreprises allemandes préférèrent investir à l'étranger (à un rythme actuel d'environ 60 milliards de francs par trimestre). Enfin, les deux points forts traditionnels de l'économie allemande, sur lesquels le mark avait forgé sa réputation, ont disparu. Fortement excédentaire avant la chute du mur de Berlin (56 milliards de dollars en 1989), la balance des opérations courantes est devenue déficitaire (14 milliards de dollars en 1996). L'Allemagne, enfin, n'a plus le monopole de la maîtrise de l'inflation. Au mois de juin, phénomène historique, l'indice des prix italien a été inférieur à celui enregistré outre-Rhin (1,4 % contre 1,7 %).

L'Allemagne a également perdu, aux yeux des investisseurs, la réputation de pays bien géré. Les erreurs de politique économique et les cafoillages se sont succédé au cours des dernières années. La première a été la décision, contestée par la Bundesbank, du chancelier Helmut Kohl de fusionner le mark de l'Est au mark de l'Ouest au taux de un pour un, dont l'Allemagne continue aujourd'hui encore à payer le prix. La mauvaise gestion se reflète surtout dans l'incapacité du gouvernement à contenir le dérapage des finances publiques. Selon toute vraisemblance, le déficit budgétaire dépassera cette année la barre des 3 % autorisés par le traité de Maastricht. Bonn risque de faire moins bien, dans ce domaine, que Rome !

Pis : après avoir tancé ses partenaires européens qui utilisaient des artifices budgétaires pour réduire leurs déficits, le ministre des finances Theo Waigel a cru astucieux, au début du mois de juin, de réévaluer le stock d'or de la banque centrale, une pratique qu'aucun autre pays européen n'avait osée. Il a fallu l'opposition résolue de la Bundesbank pour que le projet soit abandonné. Les marchés sont surtout déçus par l'inaptitude de la coalition au pou-

voir à mettre en œuvre les grandes réformes de structure de l'économie annoncées en grande pompe : la vaste refonte fiscale promise est pour l'instant restée dans les cartons. Il y a quatre ans, le chancelier Kohl avait solennellement averti que l'Allemagne n'était « un parc de loisirs ». Les opérateurs ont le sentiment que rien n'a vraiment changé depuis.

Intimidés par le prestige du mark, les investisseurs n'osaient pas l'attaquer, en dépit des difficultés économiques croissantes de l'Allemagne. Cette déférence n'est plus de mise. Le mark devient une monnaie comme une autre, jugée à l'aune de ses seules performances économiques. Les gestionnaires préfèrent placer leurs capitaux là où la situation économique et financière est meilleure, ce qui leur offre un large choix.

PERTE D'INFLUENCE

La Bundesbank elle-même ne parvient plus à tenir les spéculateurs en respect. La chute de la monnaie allemande marque aussi la perte d'influence et d'aura de la banque centrale. Il y a peu de temps encore, une déclaration de son président suffisait, sur les marchés, à inverser les tendances. Ce n'est plus le cas. Le dernier appel à un repli du billet vert lancé par Hans Tietmeyer a provoqué... une envolée de la monnaie américaine ! L'image de la Bundesbank s'est ternie au fur et à mesure que l'Allemagne s'enfonçait dans la crise économique. Au hit-parade des banquiers centraux, Hans Tietmeyer a dû céder la place à Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, tout auréolé des succès de l'économie américaine.

Comment la Bundesbank aurait-elle pu prétendre conserver son statut de banque centrale de référence alors que le chômage s'envolait outre-Rhin et que l'Allemagne se faisait dépasser par l'Italie dans la course vers la monnaie unique ? Comment aurait-elle pu continuer à imposer sa loi monétaire au monde entier alors qu'elle disparaît dans moins de dix-huit mois ?

La crise du modèle allemand n'est toutefois pas la seule explication à l'envolée du dollar. Le billet vert progresse au même rythme face au franc ou au florin néerlandais. Il

gagne le même terrain par rapport à toutes les devises européennes appelées à se fondre, dès le 1^{er} janvier 1999, dans la monnaie unique : ce n'est pas un hasard si la livre sterling, qui n'appartient pas au premier groupe, se trouve épargnée. Le mark est aujourd'hui faible parce que l'euro de demain, qui le remplacera, s'annonce faible.

Selon certains analystes, les investisseurs internationaux s'inquièteraient à l'idée que les pays d'Europe du Sud, qui possèdent des devises de faible réputation, rejoignent dès l'origine l'Union monétaire. La future monnaie commune, parasitée par la lire et la peseta, s'annoncerait par conséquent moins forte que le mark ou le franc. Cette interprétation ne fait pas l'unanimité : l'Italie et l'Espagne se montrant aujourd'hui plus vertueuses sur le plan budgétaire que l'Allemagne ou la France, on voit mal pourquoi leur entrée dans l'Union monétaire serait de nature à affaiblir l'euro. C'est bien plutôt l'impuissance de Bonn et de Paris à engager les réformes de structure de leur économie et à assainir leurs finances publiques qui font anticiper aujourd'hui un euro mou.

Mais ce sont peut-être davantage les incertitudes entourant l'Union monétaire qui expliquent la dépréciation précoce de la future monnaie européenne. L'euro pourra-t-il survivre en l'absence d'union politique et de création d'une Europe fédérale ? Quelle forme prendra le gouvernement économique européen censé contrebalancer le pouvoir de

RECTIFICATIF

RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX

Dans l'article consacré à la crise financière de la Réunion des musées nationaux (*Le Monde* du 24 juillet), nous avons écrit que cet établissement public a créé onze espaces commerciaux « qui se sont avérés souvent des gouffres financiers, comme l'Espace Mode-Méditerranée, à Marseille, aujourd'hui fermé ». En l'occurrence, c'est la boutique de la RMN (librairie, produits dérivés) installé dans l'Espace-Mode qui a fermé, et non l'Espace lui-même.

la future banque centrale ? Qui sera le responsable de la gestion du taux de change ? Le pacte de stabilité, que le premier ministre Lionel Jospin n'a accepté que contraint et forcé, sera-t-il appliqué ? Les Français et les Allemands parviendront-ils à aplanir leurs divergences de fond sur l'utilisation de l'euro, les premiers le voulant faible pour en faire un instrument commercial, les seconds le souhaitant fort dans une optique patrimoniale ?

Les gestionnaires internationaux doutent que toutes ces questions trouvent une réponse avant le 1^{er} janvier 1999. Ils ne sont pas rassurés à l'idée de détenir une monnaie dont ils ne savent pas ni par qui, ni comment elle sera gérée et qui, si les choses tournent mal, risque de se désintégrer après seulement quelques mois d'existence. Les opérateurs ont « la perception que le processus de l'UEM est maintenant déterminé par la politique plutôt que par des considérations économiques sérieuses », vient de résumer Eddie George, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, commentant les récents mouvements de change. La dévaluation avant l'heure de l'euro est d'abord la sanction, par les marchés financiers, des incohérences et des insuffisances du projet monétaire européen, de la primauté du politique sur l'économique qu'il leur paraît contenir. Parce qu'ils prévoient que l'euro sera une monnaie politique, les opérateurs en déduisent qu'il sera faible.

Pierre-Antoine Delhommais

PRÉCISION

IMMIGRATION

La lettre ouverte critiquant la démarche gouvernementale à propos de la réforme des lois sur l'immigration et la nationalité a été signée par Act up-Paris, le Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale, Droits devant !, la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, le Groupe d'information et de soutien des immigrés et le Syndicat de la magistrature, et non seulement par ces trois dernières organisations, comme nous le mentionnions dans *Le Monde* du 19 juillet.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La guerre du feu

LE plus impressionnant dans le gigantesque incendie qui a ravagé 3 500 hectares de garigues et de pinèdes, transformant le nord et l'est de Marseille en une zone uniformément noircie et calcinée, tient au fait qu'il n'y a eu aucune victime humaine et quasiment aucun dégât aux habitations. Au milieu de cet océan de cendres, les villas et les lotissements, nombreux dans la périphérie marseillaise, n'ont pas brûlé. Le feu, qui dévorait tout sur son passage, s'est arrêté à quelques mètres des habitations. Comme par miracle.

Il n'y a pourtant pas eu de miracle. Si, au-delà de la destruction de la végétation - « un désastre écologique », selon le préfet des Bouches-du-Rhône -, maisons et bâtiments sont restés indemnes, on le doit uniquement à l'action des hommes, en l'occurrence les marins-pompiers de Marseille et les sapeurs-pompiers venus en renfort de nombreux départements. Une fois qu'il est apparu que l'incendie leur échappait, à cause du fort mistral, les « soldats du feu » ont su intelligemment réorienter leur stratégie, concentrer leurs moyens sur la protection des lieux habités plutôt que se battre de front contre un ennemi qui était temporairement plus fort. Ils l'ont fait avec le professionnalisme, le courage et l'efficacité qu'on leur connaît. La lutte contre le feu a accompli d'immenses progrès en France. Malgré les images spectaculaires de Marseille, le phénomène estival des feux de forêt est en très net recul depuis quelques années : une moyenne de 10 000 à 20 000 hectares détruits chaque année

contre 50 000 à 75 000 hectares au cours de la décennie précédente. Il faut y voir le résultat d'une politique volontariste des pouvoirs publics qui, malgré la tendance à la baisse des dépenses de l'Etat, ont accepté de doter la sécurité civile des moyens nécessaires. On a su mettre de l'argent là où il fallait, dans l'équipement technique et le matériel lourd (en particulier une nouvelle génération d'avions Canadair). On a su aussi mettre en œuvre une stratégie de prévention qui passe par un réseau serré de surveillance, l'entretien des sous-bois et le débroussaillage. Prévention d'autant plus nécessaire que la dispersion de l'habitat urbain expose de plus en plus d'habitations au risque d'incendie.

Mais on ne sait toujours pas lutter contre le vent et la bête humaine. Le mistral reste et restera l'ennemi juré dans le sud-est de la France. On n'y changera rien. En revanche, les comportements humains peuvent changer. Peut-être pas ceux, pathologiques, qui conduisent des individus à allumer des incendies pour le plaisir (environ 20 % des départs de feu). Mais au moins ceux qui relèvent de l'imprudence. Plus d'un incendie sur deux tient en effet à l'inconscience ou à l'irresponsabilité. Du mégot jeté en pleine forêt aux travaux d'entretien agricole sous le vent, c'est une longue chaîne de gestes individuels qui mettent en péril la sécurité collective. Des gestes qu'il est possible d'apprendre à bannir, dès l'enfance, dans le cadre de l'« apprentissage du civisme » et du « respect de la chose publique » auxquels le premier ministre a convié l'école de la République lors de son discours de politique générale, le 19 juin.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomet, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelwicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre

Directeur artistique : Dominique Roynette

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,

Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

« La route et le devoir » du RPF

APRÈS Bruneval, Strasbourg et Lille, voici Rennes. Quatre discours du général de Gaulle, mais aussi quatre étapes d'une pensée à chaque fois mieux formulée et d'une action à chaque fois mieux éclairée. Après l'énigme d'une invitation à se rassembler faite en avril dernier à la masse immense des Français ; après l'acte de naissance présenté à Strasbourg d'un futur rassemblement du peuple français, voici en pleine lumière « la route et le devoir » du Rassemblement du peuple français.

C'est l'unité qui cette fois est le souci n° 1 du général de Gaulle. C'est l'unité parce que le communisme, « l'étrange parti, le parti séparatiste » lui semble être aujourd'hui l'ennemi n° 1 qui veut, pour les asservir, disposer de l'âme et du corps de la France. Le discours tout entier est un procès,

un réquisitoire que le général de Gaulle n'abandonne un moment que pour un plaidoyer sincère en faveur de lui-même, du « jeu » qu'il a joué avec les communistes et du pacte qu'il a signé avec les Russes. C'est un procès des buts et des moyens du Parti communiste et de l'URSS. C'est une condamnation.

Et c'est un appel au rassemblement anticommuniste. Par-delà, par-dessus, le gouvernement et le Parlement, il ouvre, il poursuit, il assemble un dialogue passionné avec le communisme. Il tend à réduire le devenir politique au seul jeu de deux forces, celle que représentent son message, sa gloire et l'uniforme qu'il n'avait pas quitté hier, et celle qu'il se donne pour mission de combattre.

Jacques Fauvet

(29 juillet 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

DISPARITIONS

William Benjamin Hogan

Le premier golfeur moderne

ON L'APPELAIT « le Faucon » ou « le Petit Coq ». Sa casquette blanche et son éternel pantalon de flanelle gris clair ont permis de le repérer entre cent dans les club-houses pendant un gros quart de siècle. Ben Hogan n'a pas seulement été un grand, sinon le plus grand, golfeur moderne. Avant qu'il ne s'éteigne, vendredi 25 juillet, vaincu tout autant par un cancer du côlon que par la maladie d'Alzheimer, il était déjà un personnage légendaire de ce sport dont la tradition attribue l'apanage tantôt aux princes tantôt aux bergers.

C'est à cette seconde catégorie, celle des moins favorisés, qu'appartenait William Benjamin Hogan. Il est né le 13 août 1912 à Dublin, une bourgade du Texas dont son père, Chester, était le forgeron. Neuf ans plus tard, celui-ci se suicidait sous les yeux de son fils. Peu après, sa mère Clara décida d'installer toute la famille à Fort Worth. Ben avait douze ans quand il dut commencer à gagner sa vie comme caddie au *Glen Garden Country Club*. Cela revenait à porter le sac de cannes des joueurs fortunés. C'est là qu'il apprit à lire un parcours comme personne ne saura le faire ni avant ni

après lui. Il apprit aussi à taper dans la balle. A quinze ans, il terminait deuxième du championnat des caddies.

Deux ans après, Ben Hogan devint « pro ». En clair, il rafistolait pendant des heures le matériel des membres du club en attendant qu'un riche Texan demande une leçon. C'était l'époque où les seuls « pros » admis dans les club-houses étaient ceux qui gagnaient des tournois. A dix-neuf ans, Ben Hogan arrêta de donner des leçons pour disputer des compétitions à plein temps. Pendant sept ans il allait littéralement crever de faim. Ce fut tout le temps qu'il lui fallut pour vaincre une calamité, le « hook », c'est-à-dire une propension désastreuse à expédier les balles vers la gauche.

Comment parvint-il à se guérir de ce qui est pire pour un golfeur qu'avoir un serpent à sonnette dans la poche ? Ce fut le « secret » de Ben Hogan, qu'il a emporté avec lui. Était-ce parce qu'il fut le premier à s'entraîner comme un forcené, répétant un à un avant chaque parcours tous les coups qu'il entendait réaliser ? Était-ce parce qu'il restait d'une concentration ex-

trême, disant juste « *Thank you* » à son caddie après quatre parcours ? En tout cas il remporta son premier tournoi en 1938, le *Hershey Four-Ball*, et soixante-deux autres victoires allaient suivre, jusqu'à la dernière, en 1959, au *Colonial Invitational*, avec une perfection du swing qui força l'admiration de tous.

UN HÉROS

Avec ce palmarès, Ben Hogan n'est que troisième joueur de tous les temps, derrière Sam Snead (81) et Jack Nicklaus (70) pour le nombre de victoires, et derrière Jack Nicklaus (18) et Walter Hagen (11) pour le nombre de tournois majeurs dans lesquels il a connu 9 succès. Au-delà des chiffres, qui le situent à un niveau exceptionnel, Ben Hogan est devenu un héros à la suite d'un terrible accident de voiture, le 2 février 1949.

Alors qu'il roulait de nuit, il percuta de plein fouet un autobus. Il en réchappa par miracle. Il avait eu le bassin, un fémur, une cheville et plusieurs côtes fracturés. Les chirurgiens qui le rafistolèrent pensaient qu'il ne serait plus capable de jouer au golf. En juin 1950, Ben Hogan leur apporta un démenti formel : il

bouclait l'open de Los Angeles en 280 coups, soit 4 en dessous du par, ne laissant la victoire à Sam Snead qu'en play-off. Cette performance fut acquise en dépit d'une terrible douleur à la jambe gauche, qui n'allait plus le lâcher. Un tel courage émut Hollywood. En 1951, Glenn Ford fut chargé de camper le personnage de Hogan dans un film intitulé *Follow the Sun*.

Ben, qui avait remporté trente-sept tournois entre sa démobilisation en août 1945 et son accident en février 1949, allait devoir ralentir singulièrement son activité, ne pouvant disputer plus de six ou sept tournois par an. La qualité des résultats suppléa à la quantité : des neuf tournois majeurs dont il prit le départ après son accident, il en remporta six. Et il traversa 1953 comme un rêve : il aligna les Masters, l'Open des Etats-Unis et l'Open de Grande-Bretagne. Seul un problème de chevauchement de calendrier l'empêcha de disputer le tournoi de l'Association des golfeurs professionnels (PGA). Une victoire supplémentaire dans cette épreuve qu'il avait gagnée en 1946 et 1948 aurait fait de lui le premier (et toujours le seul) joueur à réaliser

le mythique Grand Chelem golfeur.

Ben Hogan joua ainsi un golf voisin de la perfection pendant vingt ans, en tirant sur une cigarette, dans un mutisme presque absolu. La musique de son swing, ce claquement du bois contre la balle sur le tee, était inimitable. La fermeté de son grip, cette façon de saisir l'extrémité du club, était incroyable. Ce fut un modèle pour tous les champions qui allaient suivre : « *Nicklaus a regardé Hogan s'entraîner, a-t-on rapporté. Hogan n'a jamais regardé Nicklaus.* » Et pourtant ce joueur qui fuyait les honneurs assura dans une des rares interviews qu'il consentit à donner : « *Frapper droit une balle est impossible. On n'y arrive que par hasard.* » Mais comment croire ce grand taiseux ? Pour sa dernière participation aux Masters, à cinquante-quatre ans, il réussit un birdie à chaque passage sur le trou qui est le cauchemar du parcours d'Augusta, celui où les meilleurs firent et font le deuil de leurs espoirs de victoire, ce casse-tête justement dénommé *Amen Corner*.

Alain Giraud

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Martine CLÉMENT
et
Marc HEIMANN

sont très heureux d'annoncer la naissance de

Raphaël,

le 24 juillet 1997.

Mariages

M. Louis DEVY

et
M^{me} Béatrice LANCETTE

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu, dans la plus stricte intimité, le 28 juin 1997, à Paris.

49, boulevard du Souverain,
1160 Bruxelles (Belgique).

Décès

« *Mon bien-aimé s'en est allé emportant mon cœur désolé.* »

Chantal Goyau-Arrive,
Gaëlle, Guillaume,
ont l'immense chagrin de faire part du décès de

Jean-Paul ARRIVE,

le 24 juillet 1997, à Paris.

On se réunira au crématorium du Père-Lachaise, le mercredi 30 juillet, à 14 h 30.

74, rue Ordener,
75018 Paris.

— La direction,
Et le personnel de la **Télévision suisse romande**,
ont le profond chagrin de faire part du décès de

M. Christian DEFAYE,
journaliste,

époux de sa collaboratrice,

M^{me} Claudette DEFAYE-COTTAGNOUD.

Ses collègues et amis garderont le meilleur souvenir de ce professionnel de grand talent, producteur de « Spécial cinéma ».

— M. René Bidard,
chevalier du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,
son époux,

Dominique, Yves-Patrick et Pascale Mac'Avoy,
ses enfants,

Ariane Levey, Leila Mac'Avoy,
Gwénoïlé Le Moaligou,
ses petits-enfants,

Et ses nombreux amis,
font part du rappel à Dieu de

M^{me} René BIDARD,
veuve de **Edouard MAC'AVOY,**
née **Anne COQUEBERT de NEUVILLE,**

survenu le jeudi 24 juillet 1997, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 juillet, à 11 heures, en l'église Saint-Julien-le-Pauvre, 79, rue Galande, à Paris-5^e, suivie de l'inhumation au cimetière du Vaudoué (Seine-et-Marne).

12, rue Bonaparte,
75006 Paris.

— Le Seigneur a rappelé à Lui, le dimanche 20 juillet 1997,

M^{me} Jacques BOUNIN,
née **Geneviève, Zénoïde THOMAS DE BARBARIN,**
chevalier de la Légion d'honneur,

dans sa quatre-vingt-treizième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Ses obsèques ont eu lieu à Nice, où elle repose désormais à côté de sa fille,

Mary,

décédée en 1945, à l'âge de douze ans.

Un service religieux en sa mémoire se tiendra à Paris, au début de l'automne.

194 bis, rue de Rivoli,
75001 Paris.
24, chemin des Poissonniers,
06130 Grasse.

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

— Hervé et Anne,
ses frère et sœur,
Catherine et Denis,
ses parents,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur d'annoncer la mort de

Hugues CAILLET,

le 22 juillet 1997, à l'âge de vingt ans.

Une célébration à laquelle vous pourriez vous associer par la pensée ou la prière aura lieu le mardi 29 juillet, à 15 heures, en l'église Saint-Merri, 78, rue Saint-Martin, Paris-4^e.

Merci de ne pas envoyer de fleurs.

5, rue de la Ferronnerie,
75001 Paris.

— Sa vie s'est arrêtée le 24 juillet 1997.

André GIRER

agrégé de philosophie,
professeur à la retraite.

De la part de :
M^{me} André Girer,
Le docteur Alain Girer et M^{me},
Olivier,
Isabelle et Anne-Cécile,
M. et M^{me} Michel Girer,
Laurent, Marion et Julie,
Françoise et Alain Mouttham,
Nathalie et Laurence,
Des familles Balanche et Courtial.

Rendez-vous au cimetière de la Croix-Rousse nouveau, le mercredi 30 juillet, à 14 h 30.

Ni fleurs ni couronnes. Condoléances sur registre. Dons à la Ligue contre le cancer.

Nous remercions le docteur Jean-Pierre Martin et son équipe.

« *Nos morts ne sont pas morts. Les morts gouvernent les vivants.* »
Auguste Comte et Alain.

185, rue Duguesclin,
69003 Lyon.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Le président du Groupe Banques populaires,

Les membres du conseil syndical,
Les collaborateurs de la Chambre syndicale des Banques populaires et de la Caisse centrale des Banques populaires,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur président d'honneur,

Jean MARTINEAU,

commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
président du groupe Banques populaires de 1983 à 1990.

A sa femme et à sa famille, ils adressent leurs sincères condoléances.

Groupe Banques populaires,
Le Ponant de Paris,
5, rue Leblanc,
75511 Paris Cedex 15.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean MARTINEAU,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
conseiller d'Etat honoraire,
président honoraire
du tribunal de commerce de Paris,
président d'honneur
du groupe Banques populaires,
président d'honneur des Associations
Mutuelle le Conservateur.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le mardi 29 juillet, à 11 heures, suivie de l'inhumation, dans le caveau de famille, au cimetière de Boussac (Creuse).

— Esther Martinez-Aranda,
son épouse,
Ses enfants et petits-enfants,
Sa famille,
Ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Antonio MARTINEZ-PAGAN,
ancien magistrat
de la République espagnole exilé,
écrivain.

26, avenue Krüger,
91800 Brunoy.

— Christian Giudicelli,
Les familles Verdier, Ferrari et Faravel,
Tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Claude VERDIER,
artiste peintre,

survenu le 24 juillet 1997, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu mardi 29 juillet, à 17 heures, en l'église de Goudargues (Gard).

— Le Seigneur a accueilli dans Sa Paix

M. Maurice Vlieghe,
président fondateur
de l'Institut européen interrégional
de la consommation (IEIC),

décédé à Lille, le 25 juillet 1997, dans sa soixante-dixième année.

La messe de funérailles sera célébrée mercredi 30 juillet, à 10 heures, en l'église Saint-Paul, à Hem (Nord).

De la part de :
M^{me} Maurice Vlieghe-Vanloot,
son épouse,
Ses enfants,
Et petits-enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

115, avenue de la Marne,
59510 Hem.

Anniversaires de décès

Marcel-Paul SCHÜTZENBERGER,
membre de l'Institut,
professeur de l'université
Denis-Diderot-Paris-VII,

nous a quittés le 29 juillet 1996.

Il est présent dans le cœur et l'esprit de sa famille et de ses amis.

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE
2,23 F la minute

■ **LE GÉNÉRAL SAW MAUNG,** mort jeudi 24 juillet à l'âge de soixante-neuf ans des suites d'une crise cardiaque, était un ancien chef de la junte militaire au pouvoir au « Myanmar », nom actuel de la Birmanie. Le 18 septembre 1988, il avait participé à la fondation du Slorc (Conseil pour la restauration de la loi et de l'ordre) avant de se retirer de la scène politique en 1991 pour des raisons de santé. Né à Mandalay, dans le nord du pays, en 1929, le général Maung avait fait toute sa carrière dans l'ombre du fondateur du régime de parti unique, le général Ne Win, dont il était l'un des plus proches collaborateurs. Il fut nommé ministre de la défense en juillet 1988, après avoir occupé divers postes de commandement, et notamment celui de chef d'état-major des forces armées, en 1984. C'est lui qui avait pris la tête de la junte militaire à la suite du sanglant putsch de septembre 1988. Ce coup d'Etat avait mis fin à de violentes manifestations estudiantines en faveur de la démocratie que l'armée avait noyées dans le sang dans la capitale, Rangoun.

A nos lecteurs

Le Monde publiera, dans un supplément spécial avec son édition du lundi 4 août daté 5, les résultats des agrégations (concours externes) et les admissions dans les grandes écoles.

Avis de recherche

— Les amis de

René RICHTERICH

qui l'aurait vu ou aurait de ses nouvelles depuis le 15 juillet 1997 sont priés de téléphoner en France, à
D. Coste : 01-49-09-95-32
ou en Suisse, à
B. Suter : (0) 26-66-83-324.

Admissions

Ecole nationale supérieure de la nature et du paysage Blois

Admission en 1^{re} année

Cédric Antier (16), Marie Baldet (2), James Bouquard (4), Stéphane Bruley (7), Sylvie Cantot (5), Noémie Chabert (13), Yasmine Chaumeille (21), Cécile Commandré (18), Anne Dano (25), Charles Delcourt (23), Jérôme Duffier (9), Florimont Gauvin (17), Agathe Gresset (11), Emmanuel Guerton (22), Laurent Juhel (14), Lucie Julien (1), Vincent Lague (29), Eva Ledecky (26), Bertrand Masse (19), Johan Mardinli (8), Frédéric Momenceau (28), Florent Morisseau (24), Dewi Nenert (27), Bertrand Pitrignani (20), Marie Pire (6), Hugo Receveur (15), Jérémie de Saint Albin (3), Magali Stablo (12), Arnaud Talmant (30), Nicolas Triboit (10).

Admission en 3^e année

Marie Demont (2), Hélène Egels (4), Alexandre Humbert (3), Juliette Mahalin (1).

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05

Renseignements :

01-42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur : **01-42-17-21-36**

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Thèse étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

ÉQUIPEMENT Jean-Claude Gaysot, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a confirmé, vendredi 25 juillet, aux dirigeants de la Fédération nationale

des travaux publics la volonté du gouvernement de réaliser le canal à grand gabarit Seine-Nord. ● L'ACCORD pour la réalisation du creusement de cette voie fluviale, qui met-

tra en relation le bassin de la Seine, à partir de l'Oise, et les canaux du nord de la France, devrait être donné vers la mi-septembre. ● CONTRAIREMENT AU RHIN-RHÔNE, le canal

Seine-Nord ne soulève pas de polémiques. Tout le monde s'accorde à penser qu'il absorbera une partie appréciable du trafic routier de marchandises et qu'il ne porte pas at-

teinte à l'environnement. Son coût semble également plus raisonnable. ● TROIS TRACÉS sont possibles pour l'ouvrage, et c'est à ce niveau que les opinions divergent.

Le gouvernement donnera son feu vert au canal Seine-Nord en septembre

« Chaînon manquant de l'Europe fluviale », la nouvelle voie d'eau reliera l'Oise au réseau du nord de la France, permettant aux péniches de concurrencer le transport routier. A la différence du canal Rhin-Rhône, son principe ne soulève pas de réserve économique ou écologique

LILLE

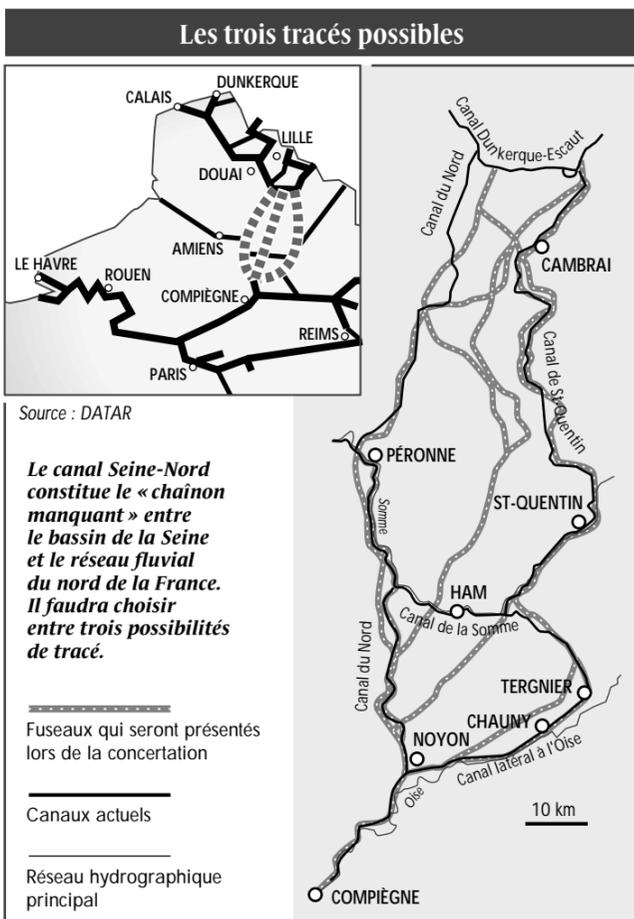
de notre correspondante

« Je me prononce clairement pour un rééquilibrage entre les différents modes de transport. Cela signifie, au-delà de l'arrêt du projet Rhin-Rhône, que je suis partisan d'une politique de développement de la voie fluviale. Nous allons ainsi relancer et activer le projet Seine-Nord. » A plusieurs reprises déjà, Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, a réaffirmé ce principe : le gel du projet Rhin-Rhône ne signifie en rien l'abandon d'une politique fluviale. Et la liaison à grand gabarit Seine-Nord, « l'un des chaînons manquants de l'Europe fluviale », dont on parle depuis des décennies, et qui doit permettre, en reliant l'Oise - affluent de la Seine - au canal de Dunkerque-Escaut, de créer un nouvel axe pour le transport de marchandises entre l'Ile-de-France et le nord de la France, et au-delà l'Europe du Nord, pourrait être réalisée dans les années à venir.

On en ignore encore le tracé définitif (longera-t-il le canal du Nord ou celui de Saint-Quentin ou empruntera-t-il un tracé intermédiaire ?), ainsi que les modalités de financement. Mais le projet suit son chemin - c'est actuellement le projet d'infrastructure fluviale le plus avancé à l'échelon national -, comme M. Gaysot l'a encore confirmé au président de la Fédération nationale des travaux publics, vendredi 25 juillet, et il va franchir une nouvelle étape dès le 15 septembre avec le lancement de la procédure de concertation sur le choix définitif du tracé.

Inscrit au schéma directeur national des voies navigables depuis avril 1984, puis au schéma directeur européen en octobre 1993, le futur canal vise à relier le bassin de la Seine à celui du Nord en assurant une continuité entre deux grands réseaux navigables français. Car, pour l'heure, entre le canal à grand gabarit Dunkerque-Escaut d'une part, la Seine et l'Oise d'autre part, il n'existe que deux voies inadaptables, « un peu comme si une série d'autoroutes étaient reliées par des chemins de terre », selon une expression imagée de François Bordry, président de Voies navigables de France (VNF). A l'est, le canal de Saint-Quentin, conçu au siècle dernier, ne peut accueillir que des péniches de 350 tonnes ; à l'ouest, le canal du Nord, vieux d'une trentaine d'années, est limité à des gabarits de 800 tonnes.

Long d'une centaine de kilomètres, le nouveau canal permettra donc de relier l'Oise à hauteur de Compiègne au canal Dunkerque-Escaut aux environs de Douai et Valenciennes, en traversant la Pi-



cardie et le Nord-Pas-de-Calais. Et il sera conçu pour permettre en toute sécurité l'acheminement régulier de péniches de 2 500 tonnes et pouvant atteindre 4 400 tonnes, soit l'équivalent de 220 camions de 20 tonnes ou de 110 wagons de 40 tonnes.

RESSORTI DES CARTONS

Depuis que le projet a été ressorti des cartons au fond desquels il somnolait au début des années 90, plusieurs étapes ont été franchies dans la longue procédure qui pourrait mener à sa concrétisation. Son utilité économique a été démontrée : d'après les études effectuées en 1991 par le ministère de l'équipement, le trafic total de marchandises sur l'axe concerné est en moyenne de 30 millions de tonnes, dont 22 millions par la route (essentiellement par l'autoroute A 1), 5 millions par le train et 3 millions par la voie d'eau. Si le canal existait aujourd'hui, il supporterait un trafic d'environ 8 millions de tonnes, soit deux fois et demie plus que n'en supporte la voie d'eau actuellement. Près de 90 % du trafic transféré proviendrait de la route, soit 225 000 camions de 20 tonnes

en moins ou encore 5 % du trafic total de camions empruntant chaque année l'A 1 ; de quoi alléger une infrastructure en voie de saturation. A terme, la prévision glo-

bale du trafic pour Seine-Nord est de 13 millions de tonnes par an, dix ans après sa mise en service.

Sur le terrain, comme l'a laissé apparaître la première phase de concertation (novembre 1993-novembre 1994) menée sous l'autorité du préfet de la région Picardie, coordonnateur du projet, la liaison fait l'objet d'un assez large consensus de la part des acteurs locaux. A la différence du canal Rhin-Rhône, il n'y a pas de contestation économique et écologique. Le Seine-Nord semble pouvoir récupérer une partie du trafic des camions et ne perturbe ni fleuve ni vallée.

VARIANTES

Les points de vue divergent cependant quant aux tracés possibles. Si la section Compiègne-Pont-L'Évêque, au sud de Noyon (une bande de 15 kilomètres le long de l'Oise), ne permet que peu de variantes, au-delà, jusqu'au canal Dunkerque-Escaut (soit une bande de 90 kilomètres de long sur 35 kilomètres de large), le nouveau canal pourrait emprunter trois chemins différents. L'un, proche du canal du Nord, par Péronne (Somme) - défendu depuis des années les écologistes, Marie-Christine Blandin, présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, en tête ; un autre au niveau du canal de Saint-Quentin - qui a davantage les faveurs des acteurs politiques et économiques du Saint-Quentinois et du Cambésis ; et un dernier, intermédiaire.

Les études préalables, menées sous la maîtrise d'ouvrage de VNF de septembre 1995 à juin 1996, ont permis de dégager pas moins de vingt et un fuseaux possibles, répartis en trois grandes familles. Si

tous les fuseaux envisageables ont été étudiés de près, neuf d'entre eux - les plus pertinents - ont fait l'objet d'une analyse très poussée. Au terme de cette analyse, les conclusions de VNF sont claires : c'est l'un des fuseaux proches du canal du Nord qui, tous critères confondus, réunit le plus grand nombre d'avantages, ce qui réjouit le conseil régional de Nord-Pas-de-Calais. Ce tracé est en effet le plus court - 89 kilomètres au lieu de

sociation Seine-Nord, Seine-Est - née en septembre 1995, elle regroupe bon nombre de décideurs politiques et économiques des régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie, Ile-de-France et Champagne, pour la promotion d'une voie d'eau française et moderne -, tout en étant persuadé que le projet sera largement soutenu.

Rien n'est joué. Ce n'est qu'à l'issue de la phase de concertation qui s'ouvrira le 15 septembre que le

Un coût deux fois inférieur à la liaison Rhin-Rhône

A ce jour, le coût de la liaison Seine-Nord est estimé à environ 15 milliards de francs. Un montant relativement modeste si on le compare à celui de la liaison Rhin-Rhône (estimé à une trentaine de milliards). Mais, contrairement au projet Rhin-Rhône, Seine-Nord ne dispose pas de financement propre. La réalisation devrait donc être financée en partie par des fonds européens (à hauteur de 10 % environ), par les collectivités territoriales dans le cadre des contrats de plan Etat-région, et par des crédits d'Etat grâce au Fonds d'investissements des transports terrestres et des voies navigables (FITTVN) créé par la loi d'aménagement du territoire du 4 février 1995. Ce fonds, alimenté par des taxes prélevées sur les péages d'autoroutes et l'électricité hydraulique, dispose aujourd'hui de 3 milliards de francs par an. Actuellement, seuls 350 millions de francs sont attribués à la voie d'eau via Voies navigables de France.

115 kilomètres pour certaines variantes -, le moins pénalisant du point de vue de son impact sur l'environnement humain et naturel, le plus performant en termes de gain de transport - 12 heures au lieu de 15, voire 18 heures pour des tracés plus à l'est -, mais aussi et surtout le plus économique - un coût estimé à moins de 15 milliards de francs contre 18 milliards pour d'autres variantes.

« Quel que soit le tracé retenu, il y aura des mécontents », explique, philosophe, un responsable de l'as-

tracé choisi sera connu. Le ministre de l'équipement devrait probablement faire connaître sa position au cours du premier semestre 1998. Il pourrait alors donner son feu vert à la réalisation des études préliminaires préalables à la déclaration d'utilité publique (DUT). Si tout se passe comme prévu, cette DUT pourrait aboutir vers l'an 2000, et les travaux débuteraient fin 2001 pour une mise en service du canal, au plus tôt, vers 2006.

Nadia Lemaire

Biarritz met son patrimoine sur liste rouge

BIARRITZ

de notre correspondant

Presque cent cinquante ans après le début du tourisme dans cet ancien port de pêche à la baleine, Biarritz vient de franchir une étape importante dans la préservation de ses richesses immobilières. Une « zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager » (ZPPAUP) vient d'être définie, qui concerne pas moins de 230 villas et 600 autres constructions.

« Quand on voit les dégâts causés par un urbanisme non maîtrisé dans de grandes stations de la Côte d'Azur ou de la Costa del Sol, on peut dire sincèrement qu'il était temps de dire stop », assure Didier Borotra, le maire, sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UDF-Force démocrate). Dès l'élection municipale partielle qui marque la victoire de son équipe et de ses alliés, le 17 mars 1991, la question immobilière prend place au centre des débats biarrots. La cité balnéaire autrefois rendez-vous des cours européennes est menacée par les rénovations,

marinas et résidences tout béton : on parle un moment de raser le casino municipal, édifice art déco un peu décrépi du bord de mer, et la construction de la pyramide futuriste dénommée « Victoria Surf », jurant avec des façades néo-basques, prête pour le moins à discussion.

« En arrivant aux affaires en 1991, nous avons trouvé une ville à la fois sous-équipée, sous-animée et sous-administrée », déclare Didier Borotra en introduction à un premier bilan de son mandat. Le précédent maire, Bernard Marie (RPR), se le tient pour dit. Toujours est-il qu'en six ans les chantiers se sont succédé à vive allure avec un objectif central : refaire de Biarritz une grande station moderne, ce qui passe, en particulier, par l'accueil de congrès pour la rendre active toute l'année.

Depuis 1992, quelques opérations spectaculaires ont ainsi vu le jour, telles la restructuration du casino, achevée à l'été 1994, le confortement des falaises attaquées par la mer, la cession de 40 hectares au Conservatoire du littoral ou encore la création d'un

parc, cet été, autour du lac Marion. Jugées de prestige par certains, ces réalisations bénéficient aujourd'hui de la sauvegarde de la ZPPAUP.

Lancée par le conseil municipal en décembre 1995, la mise sur pied du périmètre protégé est passée par deux étapes. Sur le fond, il s'agissait de préserver le patrimoine et les bâtiments intéressants, pour eux-mêmes et par respect de l'esprit des lieux. Un inventaire complet de la ville a été effectué pour délimiter la zone. Puis l'ensemble du plan d'occupation des sols a été remis à plat.

Au total, 830 habitations et leur environnement seront donc protégés et toute modification sera examinée et encadrée par la commune et les Bâtiments de France. La chapelle impériale, l'Hôtel du Palais, la gare du Midi mais également toutes les villas hispanisantes et néogothiques resteront ce qu'elles sont. Biarritz restera Biarritz.

Michel Garicoix

PRIVATISATIONS La semaine sera décisive pour les privatisations des groupes financiers. Le gouvernement Jospin a annoncé qu'il poursuivrait les opérations de dénationalisa-

tion à cause des adossements nécessaires, des alliances européennes (comme pour Thomson-CSF) et des engagements pris à l'égard de la Commission de Bruxelles. Un qua-

trième argument compte l'impossibilité pour l'Etat de renflouer les groupes déficitaires. ● **DANS LE SECTEUR financier**, le cas du GAN-CIC est le plus urgent. Le dossier est à l'ordre du jour

de la dernière réunion, le 30 juillet, de la Commission européenne. ● **LE PLAN DE SAUVETAGE** du Crédit Lyonnais sera transmis avant le 31 juillet à Bruxelles. ● **UNE MISE EN BOURSE** de

la Caisse nationale de prévoyance semble écartée au profit d'une augmentation de capital de 2 à 3 milliards qui pourrait être souscrite par la Caisse des dépôts.

Paris et Bruxelles bouclent les plans de sauvetage des groupes financiers

La Commission européenne doit se prononcer sur le dossier du GAN et recevoir celui du Crédit Lyonnais. La CNP devrait bénéficier d'une augmentation de capital de 2 à 3 milliards de francs

L'ARRIVÉE des socialistes au pouvoir est trop récente et la volonté d'examen approfondi des dossiers trop affichée pour les conduire à des décisions hâtives. Pour autant, le proche départ en vacances de la Commission de Bruxelles, dont dépend le sort d'un certain nombre d'entreprises publiques françaises, provoque une accélération naturelle des dossiers. La dernière réunion de la Commission doit se tenir le 30 juillet, la suivante n'aura lieu que le 3 septembre. La DG4, la direction générale qui s'occupe de concurrence, doit examiner une vingtaine de cas d'aides d'Etats, dont le plus important est celui du GAN-CIC, à qui le gouvernement français a promis 20 milliards de francs.

Considéré comme le plus urgent, le cas du groupe public de bancassurance n'est qu'un dossier parmi ceux dont a hérité l'équipe Jospin. Le Crédit Lyonnais, le Crédit foncier de France, la Caisse nationale de prévoyance (CNP), la banque Hervet, la Société marseillaise de crédit: les tentatives du gouvernement d'Alain Juppé, deux ans durant, ont échoué à cause d'erreurs politiques ou de mauvaises préparations des dossiers. Les équipes de Lionel Jospin en héritent avec, comme unique acquis, l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire et, comme difficultés supplémentaires, la déstabilisation des entreprises concernées - propre à toute entité qui ne connaît pas clairement son avenir - et le traumatisme des salariés ignorants du sort qui leur

sera réservé. Dans son discours de politique générale, le premier ministre a dégagé trois thèmes s'agissant des entreprises publiques: les adossements nécessaires, les alliances européennes et les engagements pris à l'égard de la Commission de Bruxelles. Un quatrième a émergé ensuite rapidement: la réduction de l'hémorragie financière de l'Etat.

Au fil des semaines, et le plus souvent en totale rupture avec les propos du candidat Jospin et en contradiction avec les termes de la plate-forme commune PS-PC publiée le 2 mai, les orientations du gouvernement se sont infléchies par touches successives, les réalistes - il est vrai qu'il y a beaucoup de rocardiens à Matignon comme à Bercy - prenant peu à peu le pas sur les politiques. Le 26 juin, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, laissait entrevoir « des privatisations au cas par cas ». Le 3 juillet, Lionel Jospin rappelait que « l'Etat n'a pas vocation à sans cesse renflouer les institutions financières en difficulté ». Le premier ministre a précisé la nouvelle philosophie gouvernementale sur le secteur public jeudi 24 juillet, à l'occasion de l'installation du Conseil d'analyse économique: « Il me semble qu'il n'y a pas de modèle qui puisse s'appliquer de façon universelle, a-t-il déclaré. (...) L'évolution du secteur public doit être envisagée en fonction des impératifs que sont l'intérêt national, la satisfaction des missions de service public, l'ouverture à un partenariat européen.

Il convient d'être attentifs aux intérêts financiers et patrimoniaux de l'Etat. Ceci peut conduire à des choix très différents selon les secteurs, qui ne se résument ni au statut quo ni à la privatisation systématique. »

Le pragmatisme et la concertation prônés par le chef du gouvernement excluent toute précipitation. Chaque entreprise publique dont le statut, le capital, la stratégie même sont appelés à évoluer devra néanmoins être éclairée sur les grandes orientations du gouvernement Jospin la concernant.

Les dossiers qui font l'objet d'un examen peuvent être classés en trois catégories: ceux dont une partie du sort dépend de Bruxelles, compte tenu des aides d'Etat annoncées - c'est le cas du GAN-CIC (20 milliards) et du Crédit lyonnais (3,6 milliards); ceux qui, comme le Crédit foncier de France, mis sous tutelle de l'Etat via la Caisse des dépôts, doivent impérativement trouver un reprenneur; enfin, ceux dont l'Etat des fonds propres nécessite une augmentation de capital, comme la Caisse nationale de prévoyance.

● GAN-CIC

Les négociations entre le gouvernement et la Commission de Bruxelles sur les contours du plan de sauvetage du GAN touchent à leur fin. Pour permettre au nouveau gouvernement de prendre contact avec la Commission européenne sur ce dossier, l'assemblée générale de l'assureur, prévue le 30 juin dernier pour arrêter les comptes 1996, a été repoussée. Le

tribunal de commerce de Paris a donné son autorisation pour un report au plus tard le 15 septembre. Compte tenu des délais légaux nécessaires pour convoquer les actionnaires, un courrier doit leur être adressé dans les tout premiers jours d'août. Il est impensable que la Commission prenne le risque de provoquer un nouveau report de l'assemblée. Le

plication ni le cahier des charges ne sont encore rédigés. La liste des candidats s'allonge de jour en jour. Après les AGF, Allianz et Eureko, la Macif pourrait se mettre sur les rangs.

La privatisation du groupe bancaire CIC pourrait pourtant intervenir avant celle de sa maison mère. Sa vente ne sera pas facile. A l'automne dernier, les parle-

puis plus d'un an sans fonds propres. « Il convient de veiller à ce que la durée de cette étape de recherche soit suffisante pour lui donner toutes chances de succès sans pour autant pérenniser une situation dont chacun mesure aujourd'hui le caractère transitoire », précisait M. Rouvillois. La banque d'affaires Deutsche Morgan Grenfell a été mandatée au printemps pour remplir cette tâche. Le nouveau gouvernement n'a pas encore donné officiellement son feu vert pour la poursuite de cette procédure. Le dossier devrait également évoluer cette semaine.

● CAISSE NATIONALE DE PRÉVOYANCE

Le premier assureur-vie français espère son introduction en Bourse depuis plus de deux ans. Cette mise sur le marché, qui n'est pas synonyme de privatisation, a pour préalable le règlement du statut du millier de fonctionnaires détachés à la CNP, qui bataillent pour conserver leurs avantages dans une structure capitalistique en évolution.

Lors de l'assemblée générale qui s'est tenue le 30 juin, l'Etat, qui détient 42,5 % du capital de la CNP, a fait part de son souhait de « mener avec la Caisse des dépôts (30 %) et en liaison avec La Poste (17,5 %) et les caisses d'épargne (10 %) une réflexion sur l'évolution à moyen terme de la CNP ». Compte tenu de la croissance de l'assurance-vie et de la nécessité de respecter les règles prudentielles de la profession, la CNP a pourtant besoin de renforcer ses fonds propres. Le principe d'une augmentation de capital de 2 à 3 milliards de francs a été arrêté. Exit la mise en Bourse. Elle pourrait être souscrite partiellement ou en totalité par la Caisse des dépôts.

● SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

L'Etat a injecté dans la banque publique près de 3 milliards de francs en quatre ans, dont 850 millions de francs en 1996. Le coréen Daewoo ainsi que la Caisse d'épargne de Provence-Côte d'Azur ont manifesté leur intérêt. Le dossier est socialement et donc politiquement très sensible. En avril, l'intersyndicale avait demandé à Jean Arthuis la nomination d'un médiateur « en raison de la dégradation du climat social ». En juin, elle a demandé à son successeur, Dominique Strauss-Kahn, « la remise à plat du dossier ». Faute de trouver une solution consensuelle, le gouvernement n'a pas fait du dossier de la SMC l'une de ses priorités.

Babette Stern

BP est accusée de violation des droits de l'homme en Colombie

BOGOTA

de notre correspondante

Un documentaire diffusé dans le cadre du programme World in Action de la chaîne ITV, en Angleterre en juin et plusieurs articles dans la presse britannique accusent BP (British Petroleum) d'avoir financé des groupes paramilitaires et d'avoir transmis des informations aux forces armées colombiennes qui auraient, après une grève, entraîné de graves représailles contre des leaders paysans. Ainsi accusée de violer les droits de l'homme en Colombie, la multinationale réfute catégoriquement les accusations et a demandé une enquête judiciaire concernant les faits qui lui sont reprochés.

De nombreuses enquêtes sont en cours, qui n'ont encore donné aucun résultat définitif. Mais l'embaras est grand tant du côté de BP que des autorités.

La compagnie britannique a découvert, il y a cinq ans, dans le département du Casanare, au nord-est du pays, ce qu'elle a appelé « le plus grand gisement découvert dans l'hémisphère occidental depuis vingt-cinq ans ». Un contrat d'exploitation a été signé en associa-

tion avec le français Total, l'américain Triton et avec la compagnie nationale colombienne Ecopetrole pour 23 ou 25 ans. Les réserves sont estimées à 2 milliards de barils (1,5 milliard à Cusiana et 500 millions à Cupiaga). Le premier champ, Cusiana, permet de produire déjà 230 000 barils par jour et devrait atteindre 500 000 barils par jour en 1998. Le second, Cupiaga, est encore en phase de construction. C'est dans cette région que sont survenus tous les problèmes.

Toutes les compagnies pétrolières exploitantes en Colombie doivent affronter une véritable situation de guerre. Dans ses derniers communiqués publics, l'ELN (Armée de libération nationale, un des deux principaux groupes de guérilla colombiens) annonce que leurs installations et leurs employés sont considérés comme des « objectifs militaires ». Les attentats contre les oléoducs se sont multipliés depuis le début de l'année. La multinationale américaine Occidental a dû cesser pendant huit jours la production de son champ de Cano Limon pour raison de « force majeure » au mois de juillet. Un attentat contre un hélicoptère qui amenait des

troups pour aider à la réparation d'un oléoduc a aussi causé en juillet la mort de vingt et un soldats.

Dans ce contexte, 30 % de l'armée colombienne sont affectés à la protection des exploitations d'hydrocarbures. Pour sa sécurité, BP emploie une compagnie privée et paie des contributions à la police et à l'armée colombienne. Depuis 1991, les compagnies subissent un « impôt de guerre », qui dans le cas des pétroliers est équivalent à 1,25 dollar par baril extrait.

Dans ces régions, la population se plaint de la surmilitarisation et d'exactions commises par les forces de l'ordre. Peu de dénonciations officielles existent, car partout en Colombie l'impunité et la terreur font encore aujourd'hui force de loi. Plusieurs leaders de l'Association nationale des paysans (ANUC) ont été assassinés après des mouvements sociaux sans que les coupables aient été arrêtés. Leurs compagnons soupçonnent des membres des forces de l'ordre ou des paramilitaires.

Anne Proenza

TF 1 doit réagir à l'érosion de sa part de marché publicitaire

La démission de Corinne Bouygues correspond à une période délicate pour la chaîne qui, en perte d'audience, est confrontée à une concurrence exacerbée sur le marché de la publicité télévisée

Selon les chiffres de la société d'études Secodip concernant les investissements publicitaires à la télévision, TF 1 serait passée sous la barre des 50 % de parts de marché de recettes publicitaires au cours du premier

semestre, avec 49,7 % contre 51,4 % pour la même période de 1996. Ce recul est la conséquence de la baisse d'audience générale à laquelle la chaîne privée est confrontée depuis 1991. Après le départ de Corinne

Bouygues, directrice générale de TF 1 Publicité, Patrick Le Lay devra adapter la stratégie commerciale de sa chaîne à la concurrence de plus en plus forte de l'autre chaîne privée hertzienne, M 6, et surtout à celle de

France 2 et France 3, les deux chaînes de la télévision publique étant condamnées à accroître leurs ressources publicitaires pour compenser la diminution des financements publics.

LE DÉPART de Corinne Bouygues de TF 1 (*le Monde* du 25 juillet) coïncide avec la fin d'une période dorée pour la première chaîne, dont le mariage d'amour et d'argent avec les annonceurs donne des signes d'usure. L'ancienne directrice générale de TF 1 Publicité symbolisait ces années fastes pour les recettes publicitaires, qui résistaient vigoureusement à la baisse continue de l'audience générale de la chaîne. En 1996, TF 1 n'attirait plus que 35,4 % des téléspectateurs français, contre 42,1 % en 1991, mais les bénéfices nets du groupe continuaient malgré tout à augmenter (de 160 à 550 millions de francs entre 1988 et 1996) grâce à une politique commerciale agressive. L'an dernier, la publicité représentait 7,5 milliards de francs dans un chiffre d'affaires record de 9,4 milliards.

Or, la donne a changé depuis deux ans. Les efforts de France Télévision, le dynamisme de l'autre chaîne privée, M 6, et la concurrence des nouvelles thématiques, s'ajoutant à la dégradation de l'image de TF 1, ont écorné la domination de la Une sur le marché publicitaire. Alors que, selon les données de la société d'études Secodip, elle attirait 52,5 % des investissements publicitaires télévisés en 1995, sa part de marché est passée à 51,6 % en 1996, pour descendre sous la barre symbolique des 50 % (49,7 %) sur les cinq premiers mois de cette année. Le tas-

sement serait sans doute plus significatif si TF 1 n'avait bénéficié, lors du renouvellement de sa concession par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), en 1996, de l'allongement de la durée des coupures publicitaires des films et des fictions longues (six minutes au lieu de quatre).

Selon les calculs de ses concurrents - les régies de Canal Plus et de France Télévision -, cette libéralité aurait permis à TF 1 de diffuser 326 minutes de publicité supplémentaires depuis janvier, soit un surplus de recettes brutes de 148 millions de francs.

TENDANCES INQUIÉTANTES

Longtemps, TF 1 a cru pouvoir compenser sa baisse d'audience globale en concentrant ses efforts sur les cibles les plus efficaces pour les annonceurs, telles que la fameuse « ménagère de moins de cinquante ans ». En 1996, la Une a d'ailleurs attiré 56 % des investissements publicitaires consacrés à l'alimentation, l'entretien et la toilette-beauté. Pourtant, la très courtisée « ménagère » commence aussi à faire des infidélités à TF 1. Selon MédiaPolis, les programmes de la Une n'ont attiré que 37,7 % de cette catégorie de téléspectatrices en 1996, contre 41,9 % quatre ans plus tôt.

Ces tendances inquiétantes ne sauraient être contrebalancées par la progression spectaculaire des activités de diversification, qui restent marginales, malgré un chiffre d'affaires global de 2 milliards de francs réalisé en 1996

(dont 1,1 milliard pour le pôle édition-distribution que présidait Corinne Bouygues). Claude Cohen, qui dirigeait « en tandem » avec Corinne Bouygues la régie publicitaire de TF 1, aura la responsabilité de mettre en œuvre à la rentrée la nouvelle politique de ventes d'espaces qui s'appliquera en 1998. Sa réussite conditionnera en grande partie les résultats d'une chaîne qui a investi parallèlement dans la coûteuse aventure de la télévision numérique en devenant l'opérateur du bouquet de programmes Télévision par satellite (TPS). Or, sur un marché de la télévision hertzienne en faible croissance, devenu de surcroît féroce concurrentiel, le leader a plus à perdre qu'à gagner.

M 6, grâce à une stratégie éditoriale originale, ne cesse de grappiller des parts de marché : 16,1 % du gâteau publicitaire en 1995, 16,4 % l'an dernier, près de 17 % sur le premier semestre de 1997. Il

est vrai que son audience auprès des moins de cinquante ans, cible stratégique des annonceurs, progresse (16,9 %), alors que son audience générale stagne depuis quatre ans entre 11 % et 12 %. Mais la plus forte pression sur le marché publicitaire a été exercée, ces derniers mois, par France Télévision, dont les deux chaînes ont franchi la barre des 30 % de PDM au premier semestre de 1997 (17,6 % pour France 2, 12,4 % pour France 3).

La conquête publicitaire est devenue vitale pour la télévision du secteur public, dont le CSA a exploré, vendredi 25 juillet, « la diminution des financements publics ». La loi de finances ayant privilégié les « ressources propres » (publicité et parrainage) dans le budget de France 2 et de France 3, la part de ces recettes dans le chiffre d'affaires de ces chaînes est passée respectivement de 47 % à 48 %, et de 29 % à 30 %. D'où un durcissement de la

compétition entre secteurs public et privé, puisque, remarquent les « sages », « seule la part de marché publicitaire des chaînes publiques assure à l'heure actuelle la croissance de leurs financements ».

Or, le champ de bataille de la publicité télévisée n'est pas sans limite. En 1996, les chaînes hertziennes ont réalisé un chiffre d'affaires de 22,6 milliards de francs, soit une hausse de 7,6 %, très éloignée des taux à deux chiffres des années 80. Et le marché devrait se stabiliser dans les années à venir, si l'on en croit la situation des autres pays européens. En Grande-Bretagne, la part de marché du média télévision est même en régression.

De surcroît, la foi du charbonnier que les annonceurs affichaient à l'égard de la publicité télévisée commence à s'effriter. Certaines études montrent que l'efficacité des campagnes n'est pas garantie. Si les marques y gagnent souvent en notoriété, les retombées sur les ventes à court terme ne sont pas systématiques. La société Marketing Scan, qui examine en permanence les comportements d'achat d'un panel de téléspectateurs de la région d'Angers, vient de rendre public le résultat de ses études entre octobre 1996 et avril 1997 : quatre campagnes télévisées sur dix sont restées sans effet sur les ventes. La fin des certitudes ne guette pas seulement TF 1.

Jean-Jacques Bozonnet

Le bon point du CSA aux chaînes publiques

Après avoir examiné les bilans des télévisions du secteur public et avoir entendu tous les responsables de chaînes, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est félicité, vendredi 25 juillet dans un communiqué, que « dans un contexte de concurrence très vive », les chaînes publiques « ont su consolider leur audience (à l'exception de certaines stations de RFO) tout en maintenant une offre de programmes de qualité et en respectant leurs obligations ». Mais le CSA s'inquiète de « l'évolution de leur financement, notamment de la part provenant du produit de la redevance en réduction ces dernières années ». Pour compenser cette précarité, le CSA estime que « les entreprises publiques de télévision devraient pouvoir bénéficier d'une prévision budgétaire pluriannuelle ».

La concurrence entre CanalSatellite et TPS profite d'abord aux abonnés

IL S'AGIT d'un cas unique en Europe : depuis sept mois, quatre offres de programmes, - Canal Plus, CanalSatellite, Télévision par satellite (TPS) et AB Sat - se disputent le marché français de la télévision à péage. Partout ailleurs, sur le Vieux Continent, un seul bouquet numérique s'emploie à rassembler des abonnés. Comme l'avait prédit Rupert Murdoch, la France fait partie, comme sans doute l'Italie et l'Espagne, des terres vierges pour les opérateurs de télévision à péage.

Lancé le 17 décembre 1996 avec l'objectif de rassembler 175 000 souscripteurs à fin 1997, TPS compte plus de 160 000 abonnés à la fin juin. Patrick Le Lay, président du bouquet et de TF 1, vise toujours 300 000 abonnés à la fin de l'année. Mais le succès de TPS n'affecte pas le tableau de marche de son concurrent CanalSatellite. Le bouquet thématique de Canal Plus continue d'enregistrer des souscripteurs. A la mi-juin, il comptait plus de 500 000 abonnés, dont 384 000 à la version numérique et environ 35 000 à Canal Plus numérique. Le bouquet numérique de la chaîne

cryptée table sur 650 000 souscripteurs à la fin de l'année.

Sur les six premiers mois de concurrence, TPS, bénéficiant de l'effet de lancement, a attiré plus de 160 000 abonnés contre un peu moins de 90 000 pour CanalSatellite. Le grand bénéficiaire de cette bataille de titans est le consommateur : outre l'accroissement notable de l'offre de programmes, les tarifs, sous l'impulsion de TPS, se sont nettement orientés à la baisse. Une telle compétition pourrait provoquer des reclassements entre les différents protagonistes. Fort d'un portefeuille de plus de 4,2 millions d'abonnés, Canal Plus, pionnier de la télévision à péage, domine largement et pour longtemps encore, le marché. Toutefois, les années fastes de la chaîne cryptée semblent appartenir au passé. En 1997, Canal Plus a prévu de recruter moins de 100 000 abonnés supplémentaires. Preuve de l'âpreté de la compétition entre les opérateurs, la chaîne s'est offert, pour la première fois, une campagne de communication « hard selling », incitant directement à s'abonner à Canal Plus.

Fin mars, la chaîne cryptée an-

nonçait un gain modeste de 5 000 nouveaux abonnés. « L'arrivée d'un concurrent a pu perturber les consommateurs et les pousser à l'attentisme. Nous en avons constaté les effets en février et mars », explique Bruno Delecour, directeur général des activités commerciales et PDG de CanalSatellite. Selon lui, les efforts de promotion de Canal ont toutefois permis de relancer les souscriptions. « La reprise a eu lieu en avril et en mai », signale le directeur général. Le taux de désabonnement à Canal Plus serait stable. »

COURSE DE LONGUE HALEINE

Sur le terrain, la compétition est rude. Distributeurs et revendeurs de matériels et d'abonnements découpent le premier semestre de 1997 en deux périodes : un premier trimestre favorable à TPS, puis un retournement de tendance. Canal Plus et CanalSatellite sont revenus dans la course fin avril ou début mai.

Après avoir connu des pointes à plus de 2 500 abonnements par jour, TPS est retombé à 300 souscriptions quotidiennes dès l'arrêt de son offre promotionnelle et de

sa campagne publicitaire. Cette baisse de régime aurait provoqué « l'inquiétude » de la direction du bouquet dirigé par TF 1. Pour les professionnels, le repli de TPS était aussi dû aux longs délais d'attente de livraison des décodeurs numériques. Découragée, une part non négligeable de la clientèle aurait renoncé ou reporté son choix sur CanalSatellite dont le boîtier est immédiatement disponible. TPS a retenu la leçon : le délai d'attente a été d'abord réduit à moins d'une semaine avant d'être totalement résorbé à la fin juin.

Pour rester compétitif, CanalSatellite a adopté les recettes de TPS : campagne de publicité agressive, offre simple et bas tarifs. Un important distributeur signale « la réaction positive à l'offre CanalSatellite étoile » à 130 francs, soit le même prix que TPS à son lancement. En juin, le bouquet de la chaîne cryptée et TPS faisaient jeu égal avec environ 900 abonnements quotidiens pour chacun.

La concurrence entre bouquets de programmes est une course de longue haleine. La prochaine étape se disputera à la rentrée, où les

deux opérateurs proposeront des promotions fortes pour atteindre leurs objectifs de fin d'année.

Cyrille Du Peloux, directeur général de TPS, vise toujours les 300 000 abonnés à fin 1997. Un optimisme à peine entamé par le retrait prévisible de l'exclusivité des chaînes publiques. TPS estime que cette perte ne devrait pas modifier fondamentalement la compétitivité : CanalSatellite aura le renfort de France 2, France 3 et d'Arte/La Cinquième, mais devra se passer de TF 1 et M 6.

Ses abonnés ne recevront toujours pas l'intégralité des chaînes généralistes. Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), ne s'y est d'ailleurs pas trompé.

A l'occasion des vœux du CSA, en janvier, il avait réclamé la reprise, non pas des chaînes publiques, mais des « chaînes nationales » par tous les bouquets. Un cadeau que les deux chaînes privées ne semblent pas prêtes à accorder à leur concurrent numérique.

Guy Dutheil

Les actionnaires de Boeing et McDonnell approuvent la fusion

CONVOQUÉS simultanément, vendredi 25 juillet, à Seattle et à Saint Louis, les actionnaires des constructeurs aéronautiques américains Boeing et McDonnell Douglas ont approuvé le projet de fusion des deux compagnies qui leur a été présenté. Le même jour, le comité consultatif de l'Union européenne avait approuvé cette fusion, la Commission ayant donné un feu vert « de principe » mercredi. « Dans l'attente d'informations précises sur les concessions de dernière minute présentées par Boeing pour répondre aux objections émises par la Commission (...), nous ne ferons aucun commentaire dans l'immédiat », a indiqué un porte-parole d'Airbus Industrie vendredi.

DÉPÊCHES

■ **FRANCE TELECOM** : Michel Delebarre démarre ses rencontres avec les représentants du personnel de l'exploitant téléphonique. Il recevra, mardi 29 juillet, la CGT et FO. M. Delebarre a été chargé par le gouvernement de convaincre le personnel de France Télécom de la nécessité d'opérer la mise en Bourse prévue par le précédent gouvernement.

■ **INTEL** : le fabricant américain de semi-conducteurs a annoncé, lundi 28 juillet, l'acquisition, pour environ 384 millions de dollars, de Chips & Technologies (circuits intégrés pour le traitement graphique).

■ **VODAFONE** : l'opérateur britannique de téléphonie mobile s'apprête à conclure un accord avec la société Energis afin d'offrir également du téléphone fixe classique, selon le *Financial Times* du 28 juillet.

■ **TAKEDA** : le groupe pharmaceutique japonais a indiqué lundi 28 juillet qu'un tribunal de Barcelone a interdit à son concurrent espagnol Boral Quimica de produire et commercialiser l'un de ses produits, le Lansoprazole, un anti-ulcéreux.

■ **EMPORIO ARMANI** : le groupe italien a indiqué le 28 juillet que son magasin à Saint-Germain-des-Près, à Paris, ne devrait ouvrir qu'en janvier 1998, en raison de recours contre le permis de construire.

■ **JAPON** : l'autorité japonaise de la concurrence, la Japanese Fair Trade Commission (JFTC), veut pouvoir se prononcer sur les fusions d'entreprises étrangères, et pas seulement de sociétés nipponnes, et rédigera un projet de loi qu'elle espère soumettre au Parlement l'année prochaine, a rapporté, lundi 28 juillet, le *Nihon Kenzai Shimbum*.

■ **TÉLÉVISION** : la plate-forme de télévision numérique espagnole Canal Satellite Digital, filiale de Canal Plus Espagne, a porté plainte, samedi 26 juillet, devant la Commission européenne, contre la loi sur le football, qui empêche la transmission cryptée de certains matches du championnat espagnol (*Le Monde* du 31 mai).

RÈGLEMENT MENSUEL



LUNDI 28 JUILLET

Liquidation : 22 août
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 10h15

+0,27%
CAC 40 : 3034,11

Table of stock market movements for French companies, including B.N.P., Renault, Air Liquide, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including Lincindus, L'Oréal, LVMH, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including Unibail, Union Assur-Fdal, Usinor, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including Abn Amro, Adecco, Adidas, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including American Express, Anglo American, Amgold, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including Arjo Wiggins, Arjo, Arto, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including Bayer, Vereins Bank, Commerzbank, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including Fiat, Gevaert, Gold Fields, etc.

Table of stock market movements for various international companies, including Kubota, Montedison, Olympus, etc.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 10h15
LUNDI 28 JUILLET

Table of bond market movements (OBLIGATIONS) including Nat. Bq. 9% 91-02, CEPME 9% 99-00, etc.

Table of stock market movements for French companies (ACTIONS FRANÇAISES) including Arbel, Baccarat, Balins, etc.

Table of stock market movements for various international companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Francarep, France SA, From. Paul-Renard, etc.

Table of stock market movements for various international companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Elyo, Finaxa, Gaillard, etc.

Table of stock market movements for various international companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Bayer, Vereins Bank, Commerzbank, etc.

Table of stock market movements for various international companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Fiat, Gevaert, Gold Fields, etc.

Table of stock market movements for various international companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Kubota, Montedison, Olympus, etc.

Table of stock market movements for various international companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Fiat, Gevaert, Gold Fields, etc.

Table of stock market movements for various international companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Kubota, Montedison, Olympus, etc.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 10h15
LUNDI 28 JUILLET

Table of stock market movements for French companies (VALEURS) including Acial, AFE, Aigle, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including GLM, Grandoptic, Gpe, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including Pochet, Poujoulat, Radial, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including Pochet, Poujoulat, Radial, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including Pochet, Poujoulat, Radial, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including Pochet, Poujoulat, Radial, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including Pochet, Poujoulat, Radial, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including Pochet, Poujoulat, Radial, etc.

Table of stock market movements for various international companies (VALEURS) including Pochet, Poujoulat, Radial, etc.

SICAV et FCP

Une sélection Cours de clôture le 25 juillet

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

Table of mutual fund movements (VALEURS) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 10h15
LUNDI 28 JUILLET

Table of stock market movements for French companies (VALEURS) including Applegue, Belvedere, BVRP, etc.

HORS-COTE

Une sélection Cours relevés à 10h15
LUNDI 28 JUILLET

Table of stock market movements for French companies (VALEURS) including Eridania-Béghin, Crédit Gén.Ind., etc.

BANQUES POPULAIRES

Table of bank movements (BANQUES POPULAIRES) including Nat. Court Terme, Natio Epargne, etc.

BRED BANQUE POPULAIRE

Table of bank movements (BRED BANQUE POPULAIRE) including Moneiden, Oblig. tes caté., etc.

CDC-GESTION

Table of bank movements (CDC-GESTION) including Livret Bourse Inv. D., Nord Sud Dévelop., etc.

INDOCAM

Table of bank movements (INDOCAM) including Amplia, Atout Amérique, etc.

CNCA

Table of bank movements (CNCA) including Atout Futur C., Atout Futur D., etc.

CIC BANQUES

Table of bank movements (CIC BANQUES) including Francic, Francic Pierre, Francic Régions, etc.

CIC PARIS

Table of bank movements (CIC PARIS) including Associc, Cicamonde, Convertic, etc.

CREDIT LYONNAIS

Table of bank movements (CREDIT LYONNAIS) including Euroco Solidarité, Lion 2000 C., etc.

LEGAL & GENERAL BANK

Table of bank movements (LEGAL & GENERAL BANK) including Sécurité, Stratégie Actions, etc.

CAISSE D'ÉPARGNE

Table of bank movements (CAISSE D'ÉPARGNE) including Écur. Act. Futur D. PEA., Écur. Capitalisation, etc.

LA POSTE

Table of bank movements (LA POSTE) including Amplitude Amérique, Amplitude Europe, etc.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT

Table of bank movements (SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT) including Actimonnaire C., Actimonnaire D., etc.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS

Table of bank movements (FONDS COMMUNS DE PLACEMENTS) including Favor D., Sogeliance D., etc.

SYMBOLES

Table of bank movements (SYMBOLES) including Favor D., Sogeliance D., etc.

ABRÉVIATIONS

Table of bank movements (ABRÉVIATIONS) including B = Bordeaux, Li = Lille, Ly = Lyon, etc.

SYMBOLES

Table of bank movements (SYMBOLES) including Favor D., Sogeliance D., etc.

ABRÉVIATIONS

Table of bank movements (ABRÉVIATIONS) including B = Bordeaux, Li = Lille, Ly = Lyon, etc.

SYMBOLES

Table of bank movements (SYMBOLES) including Favor D., Sogeliance D., etc.

TOUR DE FRANCE 1997 La Grande Boucle s'est achevée, dimanche 27 juillet, par l'arrivée sur les Champs-Élysées, enlevée par l'Italien Nicola Minali (Batik-Del

Monte) après qu'Abraham Olano (Banesto) eut emporté le contre-la-montre de Disneyland-Paris, samedi 26 juillet. Mais l'événement du Tour, c'est l'avènement du jeune et im-



pressionnant Jan Ullrich (Telekom), premier Allemand à gagner l'épreuve. Bernard Hinault lui prédit un avenir en jaune jusqu'à l'an 2000, mais certains se demandent s'il aura

les épaules assez solides. De quoi entretenir la hargne du Français Richard Virenque (Festina), deuxième, qui, à la grande joie du public, n'a jamais désarmé face au maillot jaune.

Jan Ullrich donne à l'Allemagne sa première victoire dans le Tour

Champs-Élysées. Le Tour de France 1997 a révélé un nouveau champion. A vingt-trois ans, le timide Allemand, natif de l'Est, a dominé l'épreuve d'une manière qui laisse présager d'autres victoires. Pour certains, le leader de l'équipe Telekom est de la trempe des Anquetil, Merckx, Hinault ou Indurain

CE SOIR-LÀ, Jan Ullrich rentra à l'hôtel la conscience troublée. Comme toujours en pareil cas, il s'adressa à Rudy Pevenage, son « manager » au sein de l'équipe Telekom : « Dis-moi, Rudy, je n'ai rien fait de mal en suivant Virenque ? » Quelques minutes plus tôt, à Loudenvielle, première escale pyrénéenne, le 84^e Tour de France venait de marquer sa préférence. Ullrich le Jeune plutôt que Riis-l'Ancien. Un an après son couronnement, en ces mêmes lieux, le Danois avait courbé l'échine. Une affaire de secondes, mais un parfum de passation de pouvoirs. Or le futur maillot jaune nourrissait quelques scrupules.

N'aurait-il pas dû rester auprès de son « maître », de ce « phénomène » qu'il regarde, chaque jour, avec béatitude ? La logique sportive s'était exprimée, mais elle ne correspondait pas à la morale du champion de l'Est. « C'est incroyable, dira Jan Ullrich, à la sortie des Alpes, je n'ai que vingt-trois ans, je n'en suis qu'à ma troisième saison chez les professionnels, à mon deuxième Tour, et le grand Riis travaille pour moi. » Des mots sincères d'un garçon simple, élevé dans le respect de l'autorité. Au risque de passer pour primaire, Jan Ullrich ne biaise jamais, tout simplement parce qu'il ne sait pas. « Jan est incapable de méchanceté », croit Mickael Streck, journaliste du magazine allemand *Stern* et proche du coureur.

RARES COLÈRES

Rudy Pevenage met un bémol à l'appréciation : « Si Jan se rend compte que quelqu'un dans l'équipe joue sa carte personnelle, croyez-moi, il devient vite méchant. » Ce fut le cas à l'occasion du Tour de Suisse, au mois de juin, quand Udo Bölts partit en contre-attaque derrière le fidèle équipier Rolf Aldag, en route pour une victoire-récompense. Après l'étape, Jan Ullrich ne s'était pas gêné pour signifier à Udo Bölts – malgré toute sa considération pour le vainqueur du Dauphiné libéré 1997 – que ce qu'il avait fait n'était « pas bien ». A Loudenvielle, l'Allemand se demandait donc s'il avait vraiment le droit de s'asseoir sur le trône du roi.

Au premier jour, déjà, il s'en

était voulu de ne pas avoir attendu Bjørn Riis après sa chute. Le prodige avait alors invoqué pour sa défense la préparation du sprint d'Erik Zabel. Un bel alibi, s'était-on dit. Mais Walter Godefroot, le directeur sportif de Telekom, avait dû, ensuite, convaincre son poulain qu'il n'avait commis aucune faute et surtout qu'il devait « faire sa course ». Tuer le père, en somme. Sans le vouloir, tel Œdipe. De quoi passer des nuits blanches quand votre géniteur vous a abandonné à l'âge de trois ans.

Ne jamais se fier à une première impression. Jan Ullrich est un jeune homme sans charisme, mais pas sans états d'âme. Son Tour fut celui de tous les tourments. « Je n'en ai pas profité une seconde », confiait-il, jeudi 24 juillet, à Montbéliard, après un dîner avalé au lance-pierre et en solitaire, aux environs de 22 heures.

MAUVAISE SURPRISE

Aujourd'hui, un vainqueur du Tour ne s'appartient plus. Une très mauvaise surprise pour ce timide : « Je ne me sens pas star. Je veux une vie normale. » Dès l'année dernière, M. Tout-le-Monde fut invité à apposer sa signature dans le livre d'or de la mairie de Bonn, à côté de celles de Charles de Gaulle et de John Fitzgerald Kennedy. Et,

cet hiver, on ne vit que lui sur les écrans d'outre-Rhin. La norme selon Jan Ullrich s'est longtemps située en Poméranie occidentale, une des régions les plus pauvres d'Allemagne (la mère du coureur perdit son emploi de secrétaire au lendemain de la chute du mur, elle

rents de Gaby, la compagne du champion. Jan Ullrich imaginait faire son métier comme le lui avait appris Peter Becker, l'instructeur désormais entraîneur personnel. Première leçon : tu prendras le temps de bien récupérer de tes efforts. Jan l'assimila parfaitement,

Un phénomène de précocité

Premier Allemand vainqueur du Tour de France, Jan Ullrich participait à l'épreuve pour la deuxième fois. A vingt-trois ans, il est un des plus jeunes lauréats de la course. Il a remporté deux étapes de l'édition 1997 : à Andorre, en montagne, et à Saint-Etienne, dans un contre-la-montre individuel. Dans le Tour 1996, qu'il avait fini deuxième derrière son coéquipier Bjørn Riis, il s'était également imposé dans un contre-la-montre, à Saint-Emilion.

Né le 2 décembre 1973 à Rostock, dans l'ex-Allemagne de l'Est, Jan Ullrich (1,83 m, 73 kg) s'est illustré dans les rangs amateurs en revêtant le maillot de champion du monde en 1993. Passé professionnel en septembre 1994 au sein de l'équipe Telekom, il devient champion d'Allemagne contre la montre (1995), puis en ligne (1997). Il obtient également des places d'honneur au Tour du Limousin (2^e en 1996) et au Tour de Suisse (3^e en 1997).

recommence seulement à travailler dans l'agence de voyages qu'elle a récemment ouverte à Rostock). Puis il est allé se fonder quatre ans dans le moule de l'Ecole des sports de Berlin. Aujourd'hui, il habite un appartement mansardé, à Merdingen, dans le Bade-Wurtemberg, en attendant de s'installer chez les pa-

qui, durant le Tour, se faisait masser chaque soir une heure et demie. Mais se mettait à table quand ses coéquipiers rejoignaient leur chambre. « La dernière semaine, lorsque je me levais, rapporte le maillot jaune, je n'avais qu'un espoir : pouvoir retrouver mon lit avant minuit ! »

Le Tour ou les travaux forcés.

Le nouveau héros fait l'unanimité outre-Rhin

LA VICTOIRE de Jan Ullrich, la première d'un Allemand dans le Tour de France, et celle de l'équipe Telekom ont ému tout le pays. Le chancelier allemand Helmut Kohl a adressé, dimanche 27 juillet, un télégramme de félicitations au jeune champion et à ses coéquipiers. « De tout mon cœur, je vous félicite pour votre victoire souveraine, écrit le chef du gouvernement allemand. Je suis enthousiasmé par la performance que vous avez réalisée dans les difficiles étapes de montagne, mais aussi dans les épreuves contre la montre et dans la plaine. Grâce à votre talent de coureur cycliste, mais aussi par votre esprit volontaire et votre sportivité, vous avez gagné de nombreux amis au cyclisme. »

Prochaines élections législatives, en septembre 1998, obligent Oskar Lafontaine, le président du Parti social-démocrate (SPD), principale formation de l'opposition à la démocratie-chrétienne au pouvoir, à lui aussi adressé ses félicitations à Jan Ullrich. Et, sur

place à Paris, sur les Champs-Élysées, chacun était représenté : le chancelier Kohl par son ministre à la chancellerie, Friedrich Bohl, et le SPD par le président de son groupe parlementaire, Rudolf Scharping, lui-même cycliste amateur, auteur d'un billet quotidien sur le Tour dans le quotidien populaire *Bild*.

« ULLRICH KULT »

Dans le public (près de 40 000 personnes avaient fait le déplacement), de nombreux spectateurs allemands sacrifiant à l'« Ullrich Kult », parmi lesquels une centaine de concitoyens du maillot jaune venus tout exprès de Merdingen (Bade-Wurtemberg). Ils s'étaient installés aux premières loges, au rond-point des Champs-Élysées, dès 7 h 30. « Nous chantons, nous pleurons, nous sommes heureux », dira Anita, postée sous une immense banderole « Merdingen souhaite la bienvenue à Jan Ullrich ». A l'arrivée d'une équipe de la télévision allemande, les

supporteurs coiffés de casquettes roses « Deutsche Telekom » lèvent leur verre et hurlent des hurrahs à la gloire de leur champion.

En Allemagne, pas moins de trois chaînes de télévision ont retransmis l'événement ; tandis que, lundi 28 juillet, la presse nationale faisait un parallèle entre le triomphe de Jan Ullrich et la première victoire du joueur de tennis Boris Becker à Wimbledon, qui était devenu, le 7 juillet 1985, le plus jeune vainqueur du prestigieux tournoi.

Un enthousiasme qui pousse Deutsche Telekom à « continuer à investir dans le cyclisme », comme l'a annoncé, dimanche, le président du directoire de la société. Un enthousiasme qui ouvre d'autres appétits puisque, selon le quotidien *Bild*, le fabricant de textile S. Oliver, sponsor du club de football du Borussia Dortmund, va proposer à Jan Ullrich un contrat de trois ans représentant 3 millions de DM (environ 11 millions de francs). – (AFP)

de rien », admet-il volontiers. A le voir, samedi 26 juillet, lors de sa conférence de presse à Disneyland, réagir comme un gosse aux facettes de Walter Godefroot, un petit lion du maillot jaune dans les bras, on pouvait encore s'interroger sur le sujet. « Si on l'avait écouté il y a deux ans, sourit Rudy Pevenage, Jan aurait pourtant déjà couru le Tour. »

Ullrich le timide s'était bizarrement senti tout de suite à son aise chez Telekom. Rudy Pevenage se souvient de cette fête d'avant-saison, au cours de laquelle le médaillé de bronze du Mondial du contre-la-montre avait légèrement abusé du bon vin : « Avec Walter, on s'était dit : « S'il pédale aussi bien qu'il boit, ça va faire mal. » Car, lorsqu'il est en confiance, Jan sort de sa coquille, parle, s'amuse, comme tous les garçons de son âge. »

« NE PAS DÉCEVOIR LE PAYS »

Depuis, les circonstances ont changé. « Aujourd'hui, souligne l'intéressé, tout mon pays m'attend, et je ne dois pas le décevoir. » Il en aura tremblé jusqu'à Paris, pour preuve ses signes de croix en chapelet. « J'ai eu très peur de tomber en montagne. Il a fallu prendre de tels risques, cette année. En bas de la dernière descente, j'ai ressenti comme une liberté. » Jan Ullrich a-t-il les épaules assez solides pour « gagner le Tour jusqu'en l'an 2000 », comme le prédit Bernard Hinault ? Et si cette fébrilité, entrevue dans les Vosges, était inhérente au personnage ?

Peter Becker raconte que, à la veille de participer à sa première course à l'étranger, le cadet Jan Ullrich avait été pris de fièvre. Ignorant la raison de cette soudaine montée de température, le médecin s'était opposé à ce que le gamin prenne le départ de l'épreuve, ce qui avait suffi à le guérir. Et il avait été le meilleur Est-Allemand de la compétition. A quelques heures des Champs-Élysées, Jan Ullrich se portait, en tout cas, volontaire pour aider Bjørn Riis à remporter un deuxième Tour de France en 1998, envisageait d'aller se cacher avec Gaby et disait avoir besoin de silence.

Nicolas Guillon

Les éloges de la presse allemande

PAR LA VOIE de la presse, Jan Ullrich est élevé au rang de héros national. *Die Welt*, dans son édition de lundi, ne tarit pas d'éloges : « Telekom et Ullrich ont dominé la course sur presque chacun des 3 840 kilomètres. Le dernier jour n'était qu'une formalité, un plaisir, une cerise sur le gâteau pour le professionnel de 23 ans, qui devient le premier Allemand vainqueur de la plus importante course du monde. Il fait tourner la roue du temps dans une nouvelle dimension. »

Pour le *Süddeutsche Zeitung*, « Ullrich aurait aussi bien pu marcher hier après-midi jusqu'à la victoire, il était déjà à cent lieues de tous les autres. » Le titre de l'article est sans équivoque : « Avec la plus grande avance depuis 1984, le tacticien Jan Ullrich est loin devant ses concurrents et est en train de devenir un homme riche »

La légende accompagnant le

cliché du sportif, résume assez bien l'euphorie allemande : « Chapeau, monsieur Ullrich. »

Le *Welt am Sonntag* du 27 juillet se montre aussi élogieux : « Le souvenir qu'il nous restera de la victoire de Jan Ullrich au Tour sera sa légèreté. L'élégante fluidité de son coup de pédale, encore dans les plus abruptes montées des Alpes et des Pyrénées. C'est ça, le style du tout grand du sport cycliste. »

Le quotidien prend des paris sur l'avenir : « Personne, dans le monde du sport cycliste, ne considère que Virenque est un adversaire à la taille d'Ullrich pour l'avenir. Nulle part on ne peut trouver un tel coureur ; la même situation qu'en 1991, quand Indurain entama ses cinq années de règne sur le tour. Merckx, Indurain, Anquetil, et même Coppi, seuls les plus grands peuvent être comparés à Ullrich. »

Deutsche Telekom invite France Télécom

Le groupe Deutsche Telekom affirmait au début de la saison 1997 être prêt à financer avec France Télécom son équipe cycliste. L'opérateur téléphonique allemand était alors à la recherche d'un allié susceptible de partager le ticket d'accès au peloton professionnel. Ron Sommer, président du directoire de la société, espérait « pouvoir rencontrer Michel Bon [son homologue de France Télécom] au prochain Tour de France », afin de « développer une culture commune » entre deux groupes qui ont créé une société commune, Global One, pour s'implanter sur les marchés internationaux. France Télécom qui, avant le Tour de France, n'avait aucun projet d'équipe cycliste, pourrait peut-être réviser son jugement.



Km 57 : des champions de toutes les couleurs

LE TOUR de France 1997 est fini. Avant de monter sur le podium des Champs-Élysées, les vainqueurs des trois classements individuels ont roulé de conserve sur les routes de Seine-et-Marne. Jan Ullrich porte le maillot le plus convoité, le jaune. A vingt-trois ans, il est le premier Allemand à gagner

le Tour de France. A ses côtés, Richard Virenque a conservé, pour la quatrième année consécutive, la tunique à pois du meilleur grimpeur. Eric Zabel, roi du sprint cette année avec trois victoires d'étape confirmées, a décroché le maillot vert du classement par points, comme en 1996. Comme les autres coureurs, l'Italien Luca Scinto peut rêver de les accompagner, mais pas de les dépasser.

TOUR DE FRANCE 1997



TROPHÉE

Un lion en peluche très convoité

VOILÀ le seul accessoire vraiment indispensable aux cyclistes du Tour de France : le lion en peluche que les hôtesses du Crédit Lyonnais (partenaire officiel de l'épreuve) remettent chaque jour au maillot jaune. Tous en rêvent, mais ils sont peu à le brandir, souriants, sur le podium démontable des arrivées d'étapes. L'animal est une production de la société française Nounours, sise à Châtillon-en-Vendelais (Ille-et-Vilaine). Un lion, c'est 32 pièces découpées à la main – y compris la crinière –, assemblées à la machine à coudre avec un fil invisible, et brodées manuellement. L'ensemble de ces opérations demande 45 minutes de travail, dont 15 minutes pour le seul piquage. Six matières différentes sont utilisées pour sa fabrication : du skaï pour son nez ; de la fourrure synthétique orange pour son corps ; du velours ocre pour le dessous de ses yeux ; de la feutrine apprêtée pour ses sourcils ; des pupilles de synthèse importées d'Italie ; 600 g de fibre polyester siliconée provenant du Japon. Deux types de fils de couleur renforcent l'expression de la bouche et du regard. Les mensurations du roi des animaux en peluche ne provoqueraient pas la jalousie de la poupée Barbie mais, tout de même, notre animal a une taille de guêpe : 45 cm pour 828 g. A raison de 21 étapes et d'un prologue, en trois semaines de course, le maillot jaune brandit donc, à bout de bras, 18 kg de lion. Le Crédit Lyonnais fait chaque année l'acquisition de 1 000 trophées de ce genre. Une grande partie est distribuée sur le Tour de France, le reste sert à la décoration des agences qui en font la demande. Une initiative qui permet au plus grand nombre d'admirer « en vrai » la mascotte des champions puisqu'elle n'est pas commercialisée en l'état.

M. Da.



Tour d'honneur pour les 139 rescapés

« OUF », comme dirait Laurent Jalabert. Le Français de l'équipe ONCE n'avait qu'un mot, qu'une envie, à l'heure de quitter le royaume de Mickey dimanche matin 27 juillet. Voir les Champs-Élysées et « oublier rapidement ce Tour de France ». A quelques mètres de là, une poignée de supporters allemands entonnaient le même air, sur un mode plus joyeux, celui de Joe Dassin : « Aux Champs-Élysées/nous conduirons/le peloton/du Tour de France/lalala ». Chantèrent-ils pour accompagner Jan Ullrich vers la banderole de départ de l'ultime étape.

Pendant trois semaines, tous les coureurs n'avaient pas lu le même feuillet ; tous n'avaient pas pu, pas su, s'illustrer dans le grand rôle : « Vainqueur d'étape du Tour de France ». Avant de quitter Rouen, le 5 juillet, 198 as du guidon s'étaient accrochés à cette douce chimère...

« DEUX ÉQUIPES VAMPIRES »

Ils n'étaient plus que 139 à espérer au moment d'entrer dans Paris, dimanche 27 juillet. Ils ont quitté Main Street au ralenti, à la vitesse d'un groupe de potaches guère pressés d'abandonner la colonie. Embrassés avec le public, facéties, tours de piste avec les drapeaux nationaux : rien n'était trop beau pour savourer l'idée jubilatoire de savoir Paris en fête pour eux.

Le peloton est parti piano, il a approché la Bastille *allegro*. Dix-huit hommes lui avaient faussé compagnie. Il y avait là quelques assoiffés

de victoires, équipiers en quête de notoriété immédiate, coureurs réputés en quête de rachat. Voilà Pascal Chanteur, le grimpeur français de Casino qui, d'habitude, dans la plaine, occupe son temps à distiller quelques blagues salaces à ses amis du peloton ; voilà l'Ukrainien Sergei Outschakov (Polti), le vainqueur déclassé de Perpignan ; voilà Erik Dekker et Patrick Jonker, deux rouleurs néerlandais de Rabobank qui voulaient éviter à leur équipe de rentrer bredouille, tout comme le russe Viatcheslav Ekimov (US Postal) ; voilà l'Italien Luca Scinto (MAG), qui avait promis d'embrasser les pavés parisiens s'il parvenait jusqu'aux Champs-Élysées...

Mais derrière, à une minute des fuyards, Festina et Telekom avaient encore quelques comptes à régler,

Abraham Olano enfin

Faute de bouleverser le sommet du classement général, le deuxième contre-la-montre, disputé samedi 26 juillet autour du parc d'attractions Disneyland-Paris, a permis d'arbitrer la bataille d'Espagne. Fernando Escartín (Kelme), 4^e avant l'épreuve chronométrée, a reculé d'une case au profit de son compatriote Abraham Olano (Banesto), 5^e jusque-là. Le successeur désigné de Miguel Indurain s'est adjugé le meilleur temps : il a devancé le maillot jaune Jan Ullrich (Telekom) de 45 secondes. L'avant-dernière étape a également été marquée par l'incroyable déveine du Danois Bjarne Riis : après une glissade à la sortie de son hôtel, il a chuté en descendant de son vélo devant le podium de départ, puis son parcours a été interrompu par une crevaisson, puis par un saut de chaîne ! Dans sa colère, le vainqueur du Tour 1996 a jeté son vélo sur le bas-côté de la route. Il a terminé à la 93^e place, à 9 min 12 s d'Abraham Olano, mais a conservé sa 7^e place au classement général.

Les grandes heures de la première victoire du roi Jan

L'HOMME posa un jour un engin spatial sur la planète Mars. C'était l'année de la première victoire de Jan Ullrich dans le Tour de France, en 1997. Pas âme qui vive sur ces clichés historiques, pas le moindre calicot en l'honneur de Richard Virenque qui démontrerait la présence de vie humaine. Le seul Martien repéré au cours de ce mois de juillet l'aura donc été sur les routes de l'Hexagone : il était jaune, et non vert.

En 1957, l'URSS expédiait son Spoutnik dans l'espace, et Jacques Anquetil remportait son premier succès. En 1969, l'homme marchait sur la Lune, et Eddy Merckx entraînait par la grande porte dans le Tour de France.

Jan Ullrich a triomphé sur les Champs-Élysées avec la plus confortable avance sur le deuxième répertoriée depuis 1984 : c'est là un signe pour terre à terre qui plaide aussi pour un règne prolongé.

● **Son jeune âge** autorise à l'Allemand l'espoir d'un long bail dans le cyclisme. Jacques Anquetil et Felice Gimondi se révélèrent dans le Tour respectivement à vingt-trois et vingt-deux ans. On ignore encore si le nouveau champion poussera aussi loin la liste de ses succès que le Français, ou s'il restera sur cette première comme l'Italien.

Les organisateurs avaient d'ailleurs choisi la ville de « Maître Jacques » comme point de départ de sa 84^e édition. Rouen accueillait le prologue d'une boucle de 3 870 kilomètres et, après la retraite de Miguel Indurain, les paris étaient ouverts comme jamais.

● **Les neuf premiers jours** n'allaient guère éclairer les chandelles, sinon en éliminant quelques candidats. Sur les routes de Normandie et de Bretagne, le peloton faisait montre d'une extrême nervosité : 198 coureurs filant comme des molybdes (Jan Ullrich aura couru les trois semaines à 39,237 km/h de moyenne) créent forcément des turbulences.

Les Suisses Tony Rominger (Cofidis) et Alex Zülle (Once), le Russe Evgueni Berzine (Batik), l'Italien Ivan Gotti (Saeco, vainqueur du dernier Giro) étaient ainsi contraints à l'abandon, victimes des vilains tangages de ce bateau ivre.

L'unité de mesure de cette première partie fut le boyau. Au Puy-du-Fou, Nicola Minali (Batik) l'emporta de 4 mm sur Frédéric Moncassin (Gan). A Pau, Erik Zabel (Telekom), Nicola Minali et Jeroen Blijlevens (TVM) furent départagés par la photo-finish. A Marennes, la dernière ligne droite fut l'occasion d'une querelle de chiffonniers, avec coups de tête, jet de bidon et noms d'oiseau. Erik Zabel, le premier de l'étape, fut déclassé, et le Belge Tom Steels (Mapel) fut congédié sur-le-champ. Cette journée mouvementée s'acheva par l'annonce du contrôle positif

de l'Ouzbek Djamoliddine Abdoujaparov (Lotto).

● **La descente vers les Pyrénées** se déroula donc dans un encombrement permanent. Une fois pourtant, un homme parvint à se singulariser. Entre Chantonnay et La Châtre, Cédric Vasseur fit triompher l'idée que le cyclisme peut se pratiquer seul. Une échappée de 147 km lui apporta victoire d'étape et maillot jaune. Successeur de Chris Boardman et Mario Cipollini, le Nordiste conservera la précieuse flanelle jusqu'à la dixième étape.

Entre Luchon et la montée d'Arcalis, en Andorre, un jeune homme brillant mais timide se persuada qu'il était grand.

Dans la dernière ascension de ce 15 juillet, Jan Ullrich s'en alla changer de maillot. En homme d'honneur, il avait attendu d'être délivré de son serment d'allégeance à Bjarne Riis, vainqueur en 1996. Dans la montée du port d'Envalira, Walter Godefroot, directeur sportif de Telekom, hissait sa voiture à la hauteur de ses deux hommes. « Dans Arcalis, faites votre course », leur dit-il. Etait pro-

Les vainqueurs d'étape

Prologue : C. Boardman (GB., GAN)

1^{re} étape : M. Cipollini (Ita., SAE)

2^e étape : M. Cipollini (Ita., SAE)

3^e étape : E. Zabel (All., TEL)

4^e étape : N. Minali (Ita., BAT)

5^e étape : C. Vasseur (Fra., GAN)

6^e étape : J. Blijlevens (Fra., TVM)

7^e étape : E. Zabel (All., TEL)

8^e étape : E. Zabel (All., TEL)

9^e étape : L. Brochard (Fra., FES)

10^e étape : J. Ullrich (All., TEL)

11^e étape : L. Desbiens (Fra., COF)

12^e étape : J. Ullrich (All., TEL)

13^e étape : M. Pantani (Ita., MER)

14^e étape : R. Virenque (Fra., FES)

15^e étape : M. Pantani (Ita., MER)

16^e étape : C. Mengin (Fra., FDI)

17^e étape : N. Stephens (Aus., FES)

18^e étape : D. Rous (Fra., FES)

19^e ét. : M. Traversoni (Ita., MER)

20^e étape : A. Olano (Esp., BAN)

21^e étape : N. Minali (Ita., BAT)

noncé à l'acte d'émancipation de l'Allemand, pour valoir ce que droit. Sans jamais se lever de sa selle, l'homme libre distança ses concurrents, remporta l'étape et endossa le maillot jaune qu'il gardera jusqu'au bout.

● **La veille, lundi**, à l'issue de la première étape de montagne qui s'achevait à Loudenvielle, Walter Godefroot, rompu à l'art de l'essouffement, maintenait encore que son équipe battait pavillon danois, contre les évidences de cette journée où Bjarne Riis avait montré ses limites. L'Allemand avait été savamment exfiltré vers son hôtel, afin de lui éviter des questions embarrassantes. Vendredi, au soir du contre-

la-montre qu'il remportait à Saint-Étienne, Jan Ullrich distançait son principal rival, Richard Virenque, de six minutes et le Tour de France était déjà joué.

Deux hommes mégotaient pourtant cette victoire : Richard Virenque, qui ne pouvait avouer sa défaite devant son public, et Marco Pantani, trop longtemps enchaîné à son lit par de graves blessures pour se laisser impressionner à peine remonté sur un vélo. Le grimpeur italien a été le seul à lâcher deux fois le maillot jaune, d'abord dans la montée de l'Alpe-d'Huez, puis, ensuite, dans le col de Joux Plane qui menait à Morzine, remportant chaque fois la victoire d'étape.

● **Matamore à pois rouges**, Richard Virenque a mis sa fougue à réaliser le même dessein. Mais il n'est jamais parvenu à décambrer Jan Ullrich dans le formidable *mano a mano* qui a opposé les deux tempéraments entre Bourg-d'Oisans et Courchevel. Avec l'appui de l'Armada Festina, notre Tartarin attaquera sans répit jusque dans les derniers contre-forts des Vosges. Il parviendra à faire douter son jeune adversaire, mais jamais celui-ci ne pliera.

● **Derrière les trois vibrions**, on accusait le coup. Bjarne Riis notamment, dominateur il y a un an, martyrisait sa grande carcasse sans parvenir à suivre le mouvement. Malade, le Danois abandonnera même l'idée de figurer sur le podium entre Morzine et Fribourg, victime d'un jour sans. Lors du dernier contre-la-montre disputé autour de Disneyland-Paris, cet homme placide jettera son vélo détraqué dans le fossé, ivre de rage. Ce n'était pas son Tour. Le ministère du tourisme se devrait pourtant de lui octroyer une médaille, tant le héros national a drainé de compatriotes parés de rouge et de blanc sur les routes de France.

● **On a déjà parlé des sanctions** prises à Marennes. Les coupables ne les avaient pas tout à fait volées. Mais les juges se sont illustrés par des décisions plus discutées. A Perpignan, le Russe Sergueï Outschakov, à Dijon, le Néerlandais Bart Voskamp ont, entre autres, été rétrogradés par les commissaires pour n'avoir pas, à bout de fatigue, tenu leur ligne dans le sprint. Trois déclassements de vainqueur, cinq exclusions : les gardiens du règlement ont sévi durement et parfois sans discernement, de l'avis même du directeur général de l'épreuve, Jean-Marie Leblanc. Les scrutateurs ne trouveront heureusement rien à redire, ce dernier dimanche : Nicola Minali mena son sprint victorieux avec la rigueur d'un Saint-Cyrien défilant sur les Champs-Élysées. Pour Jan Ullrich, restait alors à effectuer le tour d'honneur. Celui-ci durait en fait depuis trois semaines.

Benoît Hopquin

Michel Dalloni

Philippe Gaumont, courageux dernier de cordée

« JE SUIS tranquille, j'ai quinze minutes d'avance sur l'avant-dernier ! » Samedi à Disneyland-Paris, Philippe Gaumont, lanterne rouge de ce Tour de France, montrait qu'il avait gardé le sens de l'humour. Parti le premier du contre-la-montre, il figura longtemps en tête du classement, ce qui aurait pu lui faire craindre de perdre son trophée, sans ce précieux quart d'heure qui le séparait de son « dauphin » français, Stéphane Cueff.

Le coureur nordiste, qui nous confiait au départ de Rouen tout à la fois ses craintes et ses joies à l'idée de se lancer pour la première fois dans le Tour (*Le Monde* du 5 juillet), ne regrette pas cette épopée du malheur. « Oh oui, j'ai failli abandonner, et des dizaines de fois, mais j'ai toujours serré les dents en pensant notamment aux coureurs de l'équipe qui n'ont pas eu la chance d'être sélectionnés pour le Tour. En voyant aussi ces milliers de gens qui se déplacent pour nous applaudir, je me disais que je n'avais pas le droit de mettre pied à terre. »

Le Tour d'une lanterne rouge, kermesse héroïque sur les routes de France, n'est en fait qu'une longue empoignade entre un homme seul et le temps. La douleur n'est pas récompensée par son écot de gloire, mais par un lot de minutes qui s'ajoutent dans une froide addition, jour après jour, sur la feuille de route. « J'ai eu mon compte de chutes dans les premières étapes », explique Philippe Gaumont, tombé une dizaine de fois en une semaine. *J'ai perdu, en tout, près d'une heure.*

C'est au Puy-du-Fou que Philippe-le-courageux se retrouva pour la première fois dans les limbes du classement, en terminant bon dernier d'une étape qu'il avait pourtant animée, caracolant en tête pendant près de 100 km. Le coup de grâce lui fut très exactement donné à La Boissière-de-Montaigu, au km 184. Avalé par le peloton, Philippe Gaumont fut ensuite rejeté comme un intouchable et termina bon dernier de l'étape, à plus de 11 minutes du vainqueur. « Certains m'ont dit que j'avais eu tort de brûler ainsi mes cartouches, mais je crois qu'ils ont tort. Il faut toujours attaquer quand on en a les moyens. C'est vrai, j'ai mis deux jours à me remettre de mon effort, mais je ne le regrette

pas. » Tout juste le temps de se requinquer et la montagne, l'ennemie mortelle de Philippe Gaumont, pointait son sale visage. « A chaque fois que la route commence à monter, je me demande comment je vais porter mes 78 kg en haut du col, ironise Philippe. Le plus dur, c'est de voir les panneaux qui indiquent la distance à parcourir avant le sommet ». Philippe a l'air de souffrir encore en évoquant la vision d'enfer qu'il a eue à Aix-Les-Thermes : « Sommet d'Envalira, 34 km ! »

« J'AI BEAUCOUP APPRIS »

Philippe découvre alors la solidarité des humbles : « Dans le gruppette, on s'aide tous les uns les autres, pour ne pas être éliminés. Il n'est plus question de compétition entre nous. On est tous dans la même galère. »

« J'ai beaucoup appris dans ce Tour, physiquement et moralement » admet le vainqueur de Gand-Wevelgem 1997. Et puis, inattendue comme un cadeau d'un ciel qui l'avait jusque-là poursuivi de sa malédiction, la récompense est venue samedi autour de Disneyland-Paris. Philippe prend le départ, après s'être tout juste échauffé. L'enfant du Nord se sent bien sur ses routes enfin plates. Il roule à bloc, termine en bolide et va retrouver son épouse. Quelques heures plus tard, en regardant la télévision dans sa chambre d'hôtel, il comprend qu'il a réalisé « la » performance de cette étape contre la montre. Seuls Abraham Olano et Jan Ullrich – de 27 petites secondes, excusez du peu ! – ont fait mieux que lui.

Quant à Stéphane Cueff, son concurrent direct pour la lanterne rouge, il termine à plus de cinq minutes. Philippe Gaumont, magnifique dernier de cordée, entrera dans le Grand Livre du Tour de France. Le gentil mauvais garçon qui, par admiration pour Johnny Hallyday, s'est fait tatouer une louve sur l'épaule, termine sur un clin d'œil : « C'est bien de terminer dernier, désormais je ne peux que faire mieux. »

José-Alain Fralon

Richard Virenque, meilleur grimpeur et deuxième du classement général

« Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour dynamiter la course »

Vainqueur de l'étape de Courchevel, Richard Virenque est incontestablement le roi des grimpeurs. Pour la quatrième fois il a ramené à Paris un maillot à pois qui a donné la « rou-

geole » aux supporters massés le long des routes. En dépit des efforts de son équipe, Festina, l'une des plus actives de la compétition, il n'est toutefois pas parvenu à bousculer le nou-

veau prodige allemand de l'équipe Telekom, Jan Ullrich. Mais le coureur varois, qui est âgé de vingt-sept ans, ne perd pas l'espoir de finir un prochain Tour de France en jaune.

« Comment avez-vous vécu ce Tour de France ?

- Avec beaucoup d'émotion.
- Dès le début ?
- Dans les étapes de plaine, je me sentais bien physiquement, j'avais confiance en l'équipe, j'avais demandé d'être autour de moi et que nous basculions tous ensemble dans la descente. Il y avait vingt coureurs dont huit Festina. Ils y sont allés plus qu'au courage pour basculer avec moi. Je garderai longtemps cette image. Et puis cette descente où l'on se retrouve quatre Festina, et Ullrich distancé à la pédale, ça fait plaisir !

- Qu'avez-vous envie de dire à Jan Ullrich ?

- Félicitations, tout simplement. Il a fait une performance au contre-la-montre et il a attaqué une fois dans la montagne. Ce qui lui a permis de prendre le maillot jaune. Mais il a dû tout le temps résister aux attaques des Festina, qui ont été sa seule opposition dans ce Tour. Ullrich, c'est de la graine de champion.

- Seulement de la graine...

- Pour gagner le Tour après ce qu'il a fait l'année passée, c'est un signe. Il ira sûrement loin. Dans sa tête et dans sa vie, c'est une bonne personne.
- Il vous a fait souffrir ?
- Une seule fois : à Arcalis. Mais je pense que lui il a dû souffrir, mentalement et physiquement.

- Même dans l'étape de Courchevel ?

- Là, j'étais bien. Si j'avais été mal, j'aurais explosé. Quand j'ai attaqué, il m'a contré et je suis revenu. Puis j'en ai remis une autre. Mentalement, il a dû se dire : « Il est pas si mal que ça ! » Après, moi, j'ai continué pendant les

15 kilomètres qui restaient. Je regrette que d'autres équipes n'aient pas attaqué.

- N'avez-vous pas de regrets pour l'étape de Fribourg ?

- Pour dynamiter la course, nous avons fait tout ce que nous avons pu. Dans cette étape, les Mercatone ont fait craquer Riis mais, ce jour-là, c'était Ullrich qu'il fallait faire craquer. Je me suis retrouvé avec Pantani, mais que faire à deux ? Rien. Non, je n'ai aucun regret. Ce Tour reste un excellent Tour. Si on écoutait les médias, au début du Tour, quinze coureurs pouvaient gagner. Une journée dans les Pyrénées, et nous n'étions plus que deux. Moi, je suis certain d'une chose : j'ai confiance en moi et je progresse d'année en année. J'ai vingt-sept ans, je suis dans mes plus belles années et je ne crois pas que je vais arrêter le vélo l'année prochaine. Il faudra qu'Ullrich fasse attention à moi pendant plusieurs années.

- Il y en aura peut-être un autre ?

- Regardons le palmarès. Sur neuf ou dix étapes, je termine dans les trois premiers. C'est un signe de régularité. Quand je ne suis pas bien, et que j'ai un problème, on me cherche la petite bête pour pas grande-chose. Avec ce que j'ai démontré cette année, j'espère qu'on aura toujours confiance en moi.
- Vous avez dit que, sans les Festina, la course aurait été triste
- Ce n'est pas votre avis ?
- Il y a eu aussi les Telekom...
- Oui, les Telekom ont fait un grand Tour. Mais qui a fait le spectacle ? Les Telekom ont défendu.

Propos recueillis par José-Alain Fralon

Gerhard Berger signe au Grand Prix d'Allemagne sa dixième victoire en F1

Benetton trouble le duel Ferrari-Williams

LE VISAGE du vainqueur était grave, et son sourire, timide. Comme si Gerhard Berger n'était pas tout à fait sûr encore d'être redevenu lui-même. L'Autrichien n'est plus depuis longtemps un débutant. Personne ne lui dispute aujourd'hui sur la piste le titre de vétérans des circuits. Gehrard est le plus vieux, le plus expérimenté, le plus sage et le plus fou à la fois. N'empêche qu'à bientôt trente-huit ans, ce triomphe allemand ne sera tout de même pas une victoire comme les autres. Il lui faudra sans doute un peu de temps pour digérer la dixième succès en Grand Prix de sa carrière. Spectacle insolite : sur la plus haute marche du podium d'Hockenheim, il avait l'air égaré. Il semblait savourer en cachette les serbes de champagne que l'allemand Michael Schumacher, son second, lui versait consciencieusement sur la tête. Il s'étonnait lui-même de ce fracassant retour, de ce week-end de Grand Prix, qui - pole-position le samedi, victoire en course, le dimanche -, s'était tout entier donné à lui.

Depuis bientôt trois ans, Gehrard Berger avait oublié l'odeur des victoires, et depuis un mois, celle de la formule 1. Le pilote de la Benetton-Renault collectionnait les malheurs. Une opération des sinus lui avait d'abord fait manquer les trois derniers Grands Prix. Puis, la mort de son père dans un accident d'avion, lui avait porté un rude coup au moral. Le Grand Prix d'Allemagne lui offrait l'occasion d'un retour. Dans quel état reviendrait Gerhard ? A ce pénible bilan d'un triste début d'été, s'ajoutait la rumeur insistante de son remplacement par son jeune compatriote Alexander Wurz. Berger ne finirait même pas la saison chez Benetton, susurrant le paddock qui l'envoyait boucler 1997 avec l'écurie suisse Sauber. Dans le milieu de la F1, l'ami d'Ayrton Senna commençait à avoir la réputation d'un pilote du passé, l'un de ces "ex", dont on parle avec un brin de condescendance.

C'était oublier un peu vite l'orgueil de l'homme, la vitesse du champion, et son exceptionnelle habileté sur le tracé ultra-rapide d'Hockenheim, où les F1 frôlent les 350 kilomètres à l'heure. Pendant la totalité de la

course, Gerhard Berger s'est montré le plus vélocé et le plus adroit. Il s'est amusé des enchaînements de grandes courbes et de lignes droites avalées de toute la puissance de son moteur Renault, a jonglé avec les bordures des chicanes, sans jamais endommager ses pneus ou ses suspensions. Il n'a perdu la première place qu'à l'occasion de ses deux ravitaillements. Et l'a récupérée à quelques tours de l'arrivée au prix d'un superbe dépassement de la Jordan-Peugeot de l'Italien Giancarlo Fisichella. Détermination dans l'attaque, freinage parfaitement retardé, la manœuvre du pilote autrichien ne sentait pas la retraite. Elle faisait de Berger l'implicite numéro un de l'écurie Benetton, dans laquelle Jean Alesi, son coéquipier court toujours après une première victoire.

SURSAUT DE L'ÉQUIPE

Après un début de saison difficile, l'équipe de Flavio Briatore refait opportunément surface, pour troubler le duel qui oppose Ferrari et Williams, Michael Schumacher et le Canadien Jacques Villeneuve. Benetton donne l'impression d'avoir en partie réglé les problèmes d'aérodynamisme du châssis. Ces progrès lui permettent de mieux exploiter les qualités de puissance et de souplesse du moteur, et de renouer avec les subtilités stratégiques qui faisaient sa force, il y a deux ans. En Allemagne, c'était la seule des équipes de pointe à avoir fait le choix de deux arrêts au stand pendant la course. Le résultat a conforté la justesse de cette option. La surprise est véritablement venue de Gerhard Berger. Jusque dans son équipe, on ne s'attendait pas à un retour aussi vite, aussi fort.

Pascal Ceaux

Résultats : 1. G. Berger (Aut., Benetton-Renault) ; 2. M. Schumacher (All., Ferrari), à 17 s 527 ; 3. M. Hakkinen (Fin., McLaren-Mercedes), à 24 s 770 ; 4. J. Trulli (Ita., Prost-Mugen-Honda), à 27 s 165 ; 5. R. Schumacher (All., Jordan-Peugeot), à 29 s 995 ; 6. J. Alesi (Fra., Benetton-Renault), à 34 s 717.

Classement du championnat du monde des pilotes : 1. M. Schumacher (All.), 53 pts ; 2. J. Villeneuve (Can.), 43 ; 3. J. Alesi (Fra.), 22 ; 4. G. Berger (Aut.), 20 ; 5. H.-H. Frenzen (All.), 19.

Classement du championnat du monde des constructeurs : 1. Ferrari, 71 pts ; 2. Williams-Renault, 62 ; 3. Benetton-Renault, 46 ; 4. McLaren-Mercedes, 28 ; 5. Prost-Mugen Honda, 19.

■ LOTO : les résultats des tirages n° 60 du Loto effectués samedi 26 juillet ont donné les résultats suivants :

premier tirage : 1, 3, 9, 13, 27, 39 ; numéro complémentaire : 22. Les rapports sont pour 6 bons numéros de 1 895 245 F ; pour 5 numéros et le complémentaire : 23 605 F ; pour 5 numéros : 2 470 F ; pour 4 numéros : 75 F ; pour 3 numéros : 10 F.
second tirage : 4, 9, 16, 32, 39, 41 ; numéro complémentaire 35. Les rapports sont pour 6 numéros : 15 495 250 F ; pour 5 numéros et le complémentaire : 66 070 F ; pour 5 numéros : 5 950 F ; pour 4 numéros : 119 F ; pour 3 numéros : 16 F.

CLASSEMENTS

Classement général final : 1. J. Ullrich (All., TEL), en 100 h 30 min 35 s ; 2. R. Virenque (Fra., FES), à 9 min 9 s ; 3. M. Pantani (Ita., MER), à 14 min 3 s ; 4. A. Olano (Esp., BAN), à 15 min 55 s ; 5. F. Escartín (Esp., KEL), à 20 min 32 s ; 6. F. Casagrande (Ita., SAE), à 22 min 47 s ; 7. B. Riis (Dan., TEL), à 26 min 34 s ; 8. J.-M. Jimenez (Esp., BAN), à 31 min 17 s ; 9. L. Dufaux (Sui., FES), à 31 min 55 s ; 10. R. Conti (Ita., MER), à 32 min 26 s ; 11. B. Zberg (Sui., MER), à 35 min 41 s ; 12. O. Camenzind (Sui., MAP), à 35 min 52 s ; 13. P. Luttenberger (Aut., RAB), à 45 min 39 s ; 14. M. Beltran (Esp., BAN), à 49 min 34 s ; 15. J.-C. Robin (Fra., USP), à 58 min 35 s ; 16. M. Boogerd (P-B, RAB), à 1 h 0 min 33 s ; 17. B. Julich (EU, COF), à 1 h 1 min 10 s ; 18. D. Nardello (Ita., MAP), à 1 h 1 min 30 s ; 19. C. Moreau (Fra., FES), à 1 h 2 min 48 s ; 20. S. Heulot (Fra., FDJ), à 1 h 6 min 13 s ; 21. U. Bolts (All., TEL), à 1 h 9 min 2 s ; 22. H. Buenahora (Col., KEL), à 1 h 13 min 48 s ; 23. L. Roux (Fra., TVM), à 1 h 17 min 44 s ; 24. M. Podenzana (Ita.,

MER), à 1 h 20 min 56 s ; 25. L. Madouas (Fra., LOT), à 1 h 24 min 58 s ; 26. P. Chantreau (Fra., CSO), à 1 h 25 min 48 s ; 27. S. Blanco (Esp., BAN), à 1 h 29 min 18 s ; 28. T. Bourguignon (Fra., BIG), à 1 h 29 min 35 s ; 29. A. Casero (Esp., BAN), à 1 h 35 min 11 s ; 30. A. Elli (Ita., CSO), à 1 h 37 min 23 s ; 31. L. Brochard (Fra., FES), à 1 h 39 min 15 s ; 32. F. Simon (Fra., GAN), à 1 h 40 min 40 s ; 33. O. Rodrigues (Por., BAN), à 1 h 42 min 33 s ; 34. G. Totschnig (Aut., TEL), à 1 h 42 min 49 s ; 35. J. Laukka (Fin., FES), à 1 h 43 min 5 s ; 36. P. Hervé (Fra., FES), à 1 h 44 min 4 s ; 37. J. Pascual (Esp., KEL), à 1 h 45 min 52 s ; 38. K. Livingston (EU, COF), à 1 h 46 min 23 s ; 39. P. Farajz (Bel., LOT), à 1 h 47 min 54 s ; 40. C. Vasseur (Fra., GAN), à 1 h 54 min 2 s ; 41. M. Siboni (Ita., CSO), à 1 h 56 min 5 s ; 42. F. Gougol (Fra., MER), à 1 h 56 min 15 s ; 43. L. Jalabert (Fra., ONC), à 1 h 58 min 32 s ; 44. V. Kimov (Rus., USP), à 2 h 1 min 23 s ; 45. D. Rous (Fra., FES), à 2 h 1 min 46 s ; 46. G. Bortolami (Ita., FES), à 2 h 3 min 35 s ; 47. M. Lelli (Ita., SAE), à 2 h 5 min 26 s ; 48. C. Mengin (Fra., FDJ), à 2 h 6 min 57 s ; 49. P. Meinert (Dan., USP), à 2 h 7 min 38 s ; 50. F. Vandenbroucke (Bel., MAP), à 2 h 9 min 34 s ; 51. R. Aldag (All., TEL),

à 2 h 10 min 36 s ; 52. E. Breukink (P-B, RAB), à 2 h 13 min 44 s ; 53. G. Guerini (Ita., PLT), à 2 h 14 min 21 s ; 54. N. Stephens (Aus., FES), à 2 h 23 min 40 s ; 55. J. de los Angeles (Esp., KEL), à 2 h 24 min 12 s ; 56. A. Peron (Ita., FDJ), à 2 h 24 min 48 s ; 57. A. Taifi (Ita., MAP), à 2 h 25 min 53 s ; 58. D. Rebellin (Ita., FDJ), à 2 h 29 min 54 s ; 59. Z. Jaskula (Pol., MAP), à 2 h 30 min 15 s ; 60. J. Heppner (All., TEL), à 2 h 31 min 12 s ; 61. M. Alonso (Esp., BAN), à 2 h 32 min 25 s ; 62. P. Jonker (Aus., RAB), à 2 h 33 min 38 s ; 63. A. Garmendia (Esp., ONC), à 2 h 35 min 30 s ; 64. M. Den Bakker (P-B, TVM), à 2 h 38 min 30 s ; 65. J. Odriozola (Esp., BAT), à 2 h 40 min 8 s ; 66. E. Zabel (All., TEL), à 2 h 41 min 16 s ; 67. M. Sciandri (GB, FDJ), à 2 h 42 min 24 s ; 68. R. Sørensen (Dan., RAB), à 2 h 43 min 47 s ; 69. T. Hamilton (EU, USP), à 2 h 47 min 51 s ; 70. I. Cuesta (Esp., ONC), à 2 h 50 min 2 s ; 71. F. Benitez (Esp., KEL), à 2 h 53 min 37 s ; 72. D. Sgnaolin (Ita., ROS), à 2 h 54 min ; 73. M. Zen (Ita., ROS), à 2 h 54 min 29 s ; 74. G. Furlan (Ita., SAE), à 2 h 56 min 21 s ; 75. J.-L. Arrieta (Esp., BAN), à 2 h 57 min 4 s ; 76. M. Arroyo (Mex., BIG), à 3 h 4 min 5 s ; 77. J.-A. Vidal (Esp., KEL), à 3 h 4 min 27 s ; 78. R. Sierra (Esp., ONC), à 3 h 4 min 58 s ; 79. F. Andreu (EU,

COF), à 3 h 5 min ; 80. O. Pellicioni (Ita., MER), à 3 h 7 min 9 s ; 81. E. Dekker (P-B, RAB), à 3 h 7 min 17 s ; 82. J. Skibby (Dan., TVM), à 3 h 7 min 50 s ; 83. D. Rault (Fra., MUT), à 3 h 9 min 58 s ; 84. C. Henn (All., TEL), à 3 h 10 min 1 s ; 85. J. Mauleon (Esp., ONC), à 3 h 11 min ; 86. G. Valoti (Ita., PLT), à 3 h 11 min 57 s ; 87. D. Baranowski (Pol., USP), à 3 h 12 min 45 s ; 88. T. Gouvenou (Fra., BIG), à 3 h 12 min 52 s ; 89. W. Peeters (Bel., MAP), à 3 h 13 min 33 s ; 90. P. Van Hyfte (Bel., LOT), à 3 h 18 min 11 s ; 91. M. Artungli (Ita., MER), à 3 h 18 min 29 s ; etc.

Classement par points :

1. E. Zabel (All., TEL), 350 pts ; 2. F. Moncassin (Fra., GAN), 223 ; 3. M. Traversoni (Ita., MER), 198 ; 4. J. Blijlevens (P-B, TVM), 192 ; 5. N. Minail (Ita., BAT), 156, etc.

Classement de la montagne :

1. R. Virenque (Fra., FES), 579 pts ; 2. J. Ullrich (All., TEL), 328 ; 3. F. Casagrande (Ita., SAE), 309 ; 4. M. Pantani (Ita., MER), 269 ; 5. L. Brochard (Fra., FES), 241, etc.

Classement par équipes :

1. Telekom, en 301 h 51 min 30 s ; 2. Mercatone Uno, à 31 min 56 s ; 3. Festina, à 47 min 52 s ; 4. Banesto, à 1 h 5 min 15 s ; 5. Kelme, à 2 h 20 min 22 s, etc.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97159

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALLEMENT

I. Où il faut venir pour reconnaître et amender sa faute. - II. Que l'on doit exécuter avec amour et tendresse. Gaz d'éclairage. - III. Il est préférable de choisir son bain que d'y être traîné. Avertisseur au Moyen Age. - IV. Multinationale américaine. Travailler à la reproduction. - V. Mise au chaud... mais pas trop. Vient grossir le Danube. - VI. Un ressort pour agir. Ent confiance. Le californium. - VII. Prince troyen. Gravai la plaque. - VIII. Arrive tou-

jours le dernier. Plonge dans le Rhin. - IX. Transport francilien. Une demi-demi-douzaine d'E. Rengaine. - X. Faisaient le plein.

VERTICALEMENT

1. Vont dénicher les bons clients. - 2. Nous fait perdre tout moyen. Vient d'avoir. - 3. Atlantes, télémons ou poissons douteux. - 4. Colère dépassée. Echange de coups. - 5. Coule en Italie. D'un auxiliaire. Elève la balle. - 6. Met de côté. Correspond à l'idéal. - 7. On la trouve

sous le sabot du cheval. Sent le gibier. - 8. Est toujours sur la défense. - 9. Passai par le chas. Dans la gamme. - 10. Pour exister, il faut en sortir. Piémontaise jusqu'en 1860. - 11. Coquillage dangereux. Gros ou petit, il est toujours tendre. - 12. Dans un coin du journal.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97158

HORIZONTALLEMENT

I. Réfrigérant. - II. Adrenaline. - III. Peint. Nefs. - IV. Patte-d'oie. La. - V. Tenir. Eloi. - VI. Rée. Transats. - VII. Tx. Meade. Psi. - VIII. Etaï. Sorti. - IX. Urine. Fanée. - X. Ralentisseur.

VERTICALEMENT

1. Rapporteur. - 2. Edéa. Extra. - 3. Fritte. Ail. - 4. Rente. Mine. - 5. Intente. En. - 6. Ga. Diras. - 7. Eldorado. - 8. Ri. Nerfs. - 9. Années. Tas. - 10. Née. Lapine. - 11. Flots. Eu. - 12. Ensaisiner.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Günsbourg 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 28

Le tournoi de tennis

UN TOURNOI de tennis oppose quatre joueurs, qui se rencontrent tous mutuellement une fois. A l'issue du tournoi, on attribue les points suivants à chaque match :

- Le perdant ne marque aucun point ;

- Le gagnant marque autant de points que le perdant remporte de victoires dans le tournoi.

Anne perd le premier match contre Bruno, mais remporte néanmoins le tournoi en terminant seule en tête. Daniel est bon dernier.

Reconstituez le résultat des rencontres en remplissant le tableau ci-dessus.

Sur la ligne de chaque joueur, vous ferez apparaître le nombre de points qu'il a marqués contre chacun des autres.

Solution dans Le Monde du 5 août.

	Anne	Bruno	Caroline	Daniel	Total
Anne					
Bruno					
Caroline					
Daniel					

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1997

Solution du problème n° 27 paru dans Le Monde du 22 juillet.

631938/625 = 1011,1008. Ce sont les zéros abaissés qui donnent la clé du problème. On déduit du premier que le diviseur ne peut se terminer par 0, et des trois suivants que, sans être un diviseur de 1 000 (le quotient a quatre chiffres après la virgule), son produit par le dernier chiffre du quotient se termine par trois zéros. Le seul nombre à trois chiffres qui répond à cette définition est 625, et le dernier chiffre du quotient est 8. On reconstitue alors le quotient dont les autres chiffres ne peuvent être que 0 ou 1. Une multiplication termine la reconstitution.

Soleil et chaleur

UN PUISSANT anticyclone s'est installé des Açores à la France pour plusieurs jours. Il nous garantit une période de temps calme, ensoleillé et chaud. Quelques nuages parviendront toutefois à pénétrer sur le nord-ouest du pays, mardi après-midi, sans grande conséquence.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le soleil brillera largement et chassera rapidement les brumes du petit matin. L'après-midi, des nuages de haute altitude commenceront à envahir le ciel, du Finistère au Cotentin. Il fera 26 à 29 degrés dans l'intérieur et sur les plages de l'Atlantique, 20 à 23 degrés près de la Manche.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La journée se passera sous un beau soleil. Il fera 26 à 29 degrés en général, mais pas plus de 20 à 23 degrés sur les plages de la Manche et de la mer du Nord.

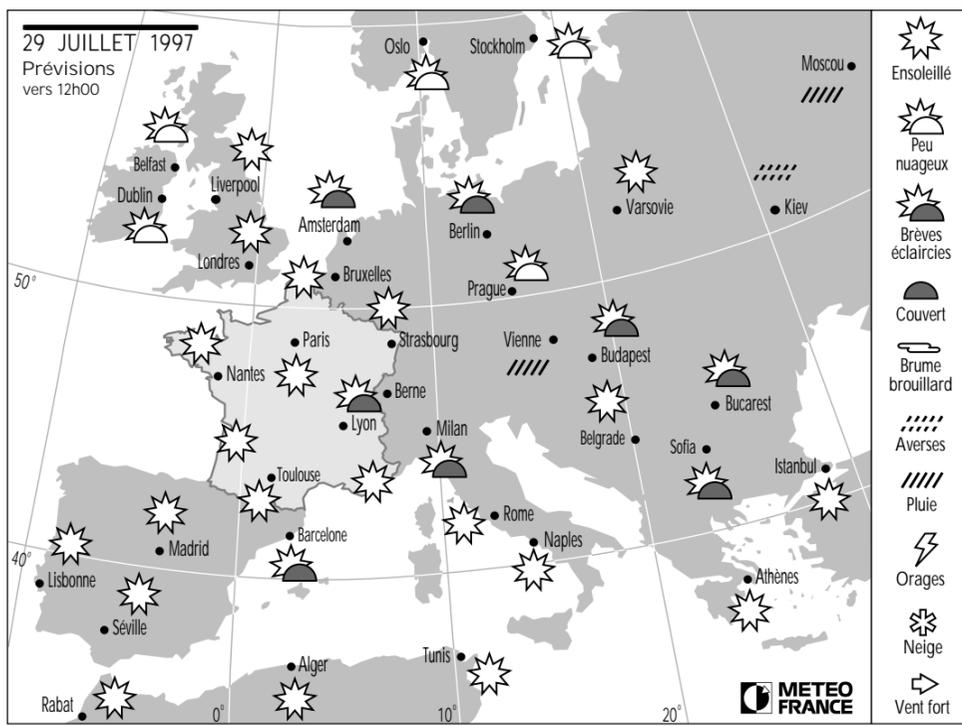
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - L'atmosphère sera un peu bru-

meuse le matin. Le soleil s'imposera bien vite et brillera généreusement. Les températures grimperont jusqu'à 26 à 29 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les brumes du matin seront vite balayées par un beau soleil. Il fera chaud dès la mi-journée, les températures maximales dépasseront parfois 30 degrés dans l'intérieur. Quelques nuages commencent alors à bourgeonner sur les Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Ce sera une belle journée d'été. On attend tout au plus quelques cumulus sur les sommets alpins l'après-midi. Le thermomètre pourra dépasser 30 degrés dans certaines vallées l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Soleil et chaleur sont au programme. Un vent d'ouest modéré s'établira l'après-midi le long des côtes varoises. Il fera de 27 à 30 degrés sur les plages et parfois jusqu'à 35 degrés dans l'arrière-pays.



LE CARNET DU VOYAGEUR

ZAMBIE. Créée en 1994 à la suite d'un accord entre la Tanzanie, l'Ouganda et l'Afrique du Sud, la compagnie Alliance Air assurera des vols internationaux au départ de Lusaka sous la dénomination Alliance Aero Zambia.

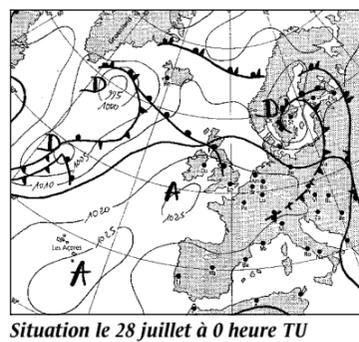
MICRONÉSIE. Les vols assurés par la compagnie Continental Micronesia à destination de Majuro (îles Marshall) au départ de Guam et de Honolulu risquent d'être interrompus en raison d'un conflit entre le gouvernement local et les propriétaires terriens qui font le blocus des réserves de carburant.

FRANCE. Selon une étude de l'Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT), 5,5 millions de personnes ont visité l'an passé les quelque cent grottes aménagées pour le public en France. Le tourisme souterrain génère un chiffre d'affaires de l'ordre de 188 millions de francs.

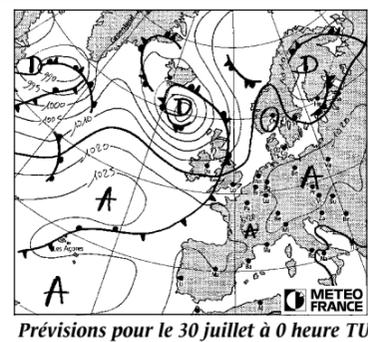
PRÉVISIONS POUR LE 29 JUILLET 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	13/26 S	ATHÈNES	25/30 S	KIEV	17/22 P	VENISE	20/25 N	LE CAIRE	22/33 S	
AJACCIO	20/28 S	NANTES	14/28 S	BARCELONE	23/29 N	LISBONNE	21/32 S	VIENNE	17/25 P	MARRAKECH	19/26 S
BIARRITZ	18/26 S	NICE	19/27 S	BELFAST	12/20 N	ST-DENIS-RÉ.	13/19 S	AMÉRIQUES	17/25 P	NAIROBI	13/22 N
BORDEAUX	17/30 S	PARIS	12/27 S	BELGRADE	16/27 S	EUROPE	15/24 S	BRASILIA	10/25 C	PRETORIA	3/22 S
BOURGES	14/29 S	PAU	16/27 S	MUNICH	16/27 S	AMSTERDAM	15/25 S	BUENOS AIR.	18/25 S	RABAT	19/26 S
BREST	12/23 S	PERPIGNAN	19/31 S	BERLIN	16/24 S	OSLO	19/38 S	CARACAS	24/30 N	TUNIS	21/31 S
CAEN	14/21 S	RENNES	12/27 S	BERNE	14/25 S	MILAN	22/26 N	CHICAGO	17/23 S	ASIE-Océanie	
CHERBOURG	11/22 S	ST-ETIENNE	14/29 S	BUCAREST	16/27 S	MOSCOU	17/25 P	LIMA	19/25 C	BANGKOK	28/35 C
CLERMONT-F.	14/30 S	STRASBOURG	14/27 S	BUDAPEST	15/26 N	MUNICH	14/23 N	LOS ANGELES	17/22 N	BOMBAY	28/29 P
DIJON	14/28 S	TOULOUSE	17/31 S	COPENHAGUE	14/19 S	NAPLES	21/31 S	MEXICO	13/25 N	DKAKARTA	25/31 N
GRENOBLE	15/30 S	TOURS	13/28 S	DUBLIN	11/20 N	OSLO	10/20 N	MONTRÉAL	14/20 S	DUBAI	34/40 S
LILLE	12/24 S	FRANCE outre-mer	23/30 N	FRANCFORT	14/26 S	PARMA DE M.	20/32 S	NEW YORK	18/26 S	HANOI	26/31 P
LIMOGES	15/27 S	CAYENNE	23/30 N	GENÈVE	15/24 N	PRAGUE	12/23 N	SAN FRANCISCO	8/13 P	HONGKONG	27/30 S
LYON	16/29 S	FORT-DE-FR.	25/30 S	HELSINKI	13/21 P	ROME	20/30 S	SANTIAGO/CHI	8/13 P	JERUSALEM	23/31 S
MARSEILLE	19/31 S	NOUMEA	19/23 S	ISTANBUL	21/26 P	SEVILLE	23/37 S	TORONTO	15/23 S	NEW DEHLI	28/32 P
						SOFIA	14/23 N	WASHINGTON	19/28 S	PEKIN	26/29 P
						ST-PETERSB.	15/22 P	AFRIQUE		SEOUL	#####
						STOCKHOLM	13/23 N	ALGER	17/28 S	SINGAPOUR	27/33 N
						TENERIFE	16/22 N	DAKAR	25/29 S	SYDNEY	8/15 P
						VARSOVIE	12/21 S	KINSHASA	20/26 N	TOKYO	25/28 P



Situation le 28 juillet à 0 heure TU



Prévisions pour le 30 juillet à 0 heure TU

AUTOMOBILE

Renault et Peugeot passent à la transmission automatique « intelligente »

CEUX QUI S'ENTÊTENT à considérer qu'une boîte de vitesses automatique tue le plaisir de conduire risquent d'avoir prochainement à changer d'avis. Un an après avoir présenté un moteur V6 (six cylindres disposés en forme de V) conçu en commun, Renault et Peugeot-Citroën viennent de lever le voile sur un autre fruit de leur collaboration : une boîte de vitesses « intelligente » qui confirme les progrès réalisés par les dernières générations de transmissions automatiques.

Cette nouvelle boîte, qui sera proposée à partir de 1998 sur les Renault Mégane, Peugeot 406 et Citroën Xantia avant d'équiper d'autres modèles (à l'exception des hauts de gamme), devrait atténuer les désagréments traditionnels des transmissions automatiques - manque de fiabilité, surconsommation de carburant, calcul défavorable de la puissance fiscale. La boîte automatique Peugeot-Renault compte neuf programmes de passage des vitesses à où les autres en proposent au mieux deux. Un simple bouton portant la lettre S, situé près du levier, permet d'élargir ainsi la gamme de rapports en passant de la position normale à la position « sport » avec des rapports plus courts. Ces neuf « lois de passage », développées avec Siemens, sont « auto-adaptatives ».

En clair, il s'agit de programmes qui déterminent à quel régime enclencher chacun des quatre rapports. Le choix s'effectue automatiquement, en dehors de toute

intervention humaine, grâce à un calculateur qui analyse en permanence le comportement du conducteur (selon la course de l'accélérateur) mais aussi la charge du véhicule, le profil de la route, la qualité du revêtement ou encore la température du moteur. Selon Renault et Peugeot, « la boîte se positionne toujours automatique-

ment sur le rapport de vitesse le plus adéquat, celui que le conducteur aurait sélectionné avec une boîte manuelle ». « Cette boîte de vitesses, précise-t-on chez Renault, ne renforce pas à proprement parler la nervosité du moteur mais elle offre une impression de conduite plus souple et agréable ».

Des obstacles pas seulement culturels

Deux fois plus coûteuse à réaliser qu'une transmission classique manuelle, la boîte automatique intéresse pourtant de plus en plus les constructeurs. La diffusion de cet équipement reste marginale, mais les a priori négatifs souvent infondés dont elle souffre en Europe reculent. Plus de 95 % des automobilistes français (contre 92 % de l'ensemble des conducteurs européens) continuent de manier avec plus ou moins de frénésie un levier de vitesses conventionnel, alors que la proportion est pratiquement inverse aux Etats-Unis et au Japon. Cet écart, même s'il repose sur des différences culturelles profondes, devrait se resserrer dans les prochaines années. L'époque où les boîtes automatiques manquaient de fiabilité est, en effet, révolue.

Plus souples, les transmissions automatiques ne sont pas seulement adaptées à la circulation urbaine. Toutefois, leur diffusion se heurte à plusieurs obstacles : supplément de prix non négligeable, surconsommation de carburant et calcul très défavorable de la puissance fiscale.

ment sur le rapport de vitesse le plus adéquat, celui que le conducteur aurait sélectionné avec une boîte manuelle ». « Cette boîte de vitesses, précise-t-on chez Renault, ne renforce pas à proprement parler la nervosité du moteur mais elle offre une impression de conduite plus souple et agréable ».

Cette capacité d'adaptation permet à la transmission de réagir beaucoup plus finement aux solli-

citations. Par exemple, l'effet « kick down » que connaissent les utilisateurs de transmissions automatiques (appuyer franchement sur l'accélérateur se traduit par le passage du rapport inférieur afin de monter en régime plus rapidement) est obtenu sans qu'il soit nécessaire d'écraser le « champignon ». Ici, la vitesse de déplace-

ment de la pédale commande le changement de rapport qui interviendra plus tôt, fatiguera moins le moteur et permettra de limiter la consommation. Résultat : si le conducteur navigue en père tranquille, le passage des rapports s'effectuera sur du velours, mais si l'envie lui prend de faire rugir le moteur, les vitesses s'enclencheront à la volée. Autres raffinements : si l'on lève

rapidement le pied de l'accélérateur, la boîte maintient le rapport engagé au lieu de sélectionner le rapport inférieur mais, en cas de freinage énergétique, le rétrogradage intervient au moins aussi vigoureusement que sur une boîte manuelle afin de fournir du frein-moteur.

Cette recherche très sophistiquée du meilleur rapport s'appuie sur la technologie de la « logique floue » qui permet d'intégrer de nombreuses variables dans les calculs et offre par conséquent davantage de souplesse que la boîte produite par la firme allemande ZF (« auto-adaptative » elle aussi, mais selon une logique binaire) qui équipe déjà plusieurs modèles Renault, Peugeot et Citroën.

Les concepteurs de la nouvelle transmission assurent également que l'écart de consommation par rapport à une transmission classique a été réduit. Alors qu'en général la différence est de 15 % aux 100 kilomètres, celle-ci a été limitée à quelque 5 %.

Enfin les constructeurs vont adapter les rapports de boîte pour éviter que la puissance fiscale n'augmente par rapport aux modèles de même cylindrée équipés d'un changement de vitesses classique. Ils promettent aussi de tirer leurs prix. Chez Renault, on envisage de facturer la nouvelle transmission autour de 5 000 à 6 000 francs contre 8 000 francs environ pour les transmissions automatiques de la précédente génération.

Jean-Michel Normand

La gamme Seat en quête d'une identité latine

L'AUTOMOBILE latine ne peut-elle être qu'italienne ? Seat, firme de Barcelone, prétend qu'il n'en est rien. Le constructeur, qui a quitté depuis 1983 le giron de Fiat pour rejoindre celui de Volkswagen, sait mettre en avant ce rassurant cousinage germanique mais, parallèlement, revendique haut et fort une « identité méditerranéenne » qui s'exprime à travers les appellations de ses modèles (Arosa, Marbella, Ibiza, Cordoba, Toledo, Alhambra). Commercialement, le résultat n'est pas négligeable. De janvier à juin, les ventes atteignent 193 800 unités et sont en progression de 10 % en Europe. Pourtant, la marque, qui n'occupe sur le marché espagnol que le deuxième rang (après Renault), n'a jamais su imposer un style.

En dépit de son appartenance au premier groupe automobile européen - les Seat doivent satisfaire aux mêmes standards de fabrication que les Volkswagen -, la firme, qui vient de lancer l'Arosa, une nouvelle petite voiture (Le Monde du 4 mars), reste à l'écart. Si la latinité automobile - lignes fluides et nettes, comportement sportif avéré ou suggéré, motorisation brillante - reste un argument commercial de premier plan, il faut bien reconnaître que les Seat n'ont, jusqu'à présent, guère donné l'impression d'avoir le sang chaud. Fiables, bien équipées et assez bon marché, elles souffrent de lignes trop neutres, de motorisations manquant parfois de mordant et d'une

finition parfois décevante. A cela s'ajoute le manque d'aura de l'industrie automobile ibérique (les Français devraient pourtant savoir qu'une bonne part des petites Citroën, Peugeot et Renault qu'ils achètent sont fabriquées de l'autre côté des Pyrénées). Dès lors, Seat a bâti son fonds de commerce (35 000 modèles vendus chaque année chez nous) sur une politique tarifaire très pointue.

LIGNES PLUS ATTRAYANTES

Aujourd'hui, Seat ne veut plus seulement être l'objet d'un simple achat d'opportunité. « Nous avions tendance à vendre des prix plutôt que des voitures. Il faut, désormais, que nos modèles fassent envie », plaide Hervé de la Briffe, nouveau directeur général de Seat-France. Hélas ! la nouvelle petite Arosa (à partir de 52 900 francs), dont le confort et la qualité de fabrication sont par ailleurs reconnus, ne provoque aucune accélération du rythme cardiaque... Dans les douze prochains mois apparaîtront quatre nouvelles versions : un rajeunissement esthétique de l'Ibiza et de la Cordoba et une cure de jeunesse plus prononcée pour la Toledo, en quatre et cinq portes. Les dirigeants de Seat promettent des lignes plus attrayantes et, surtout, l'adoption d'une nouvelle calandre, qui déterminera un air de famille caractéristique susceptible de mieux identifier l'ensemble de la gamme.

J.-M. N.

AUTO MOBIL

Publicités

Particulier vend RENAULT 11
Modèle 87, 7 cv, 5 portes
Contrôle technique OK !
Prix : 8 500 F
Tél. 01.42.42.93.59

RANGE ROVER 2.5
D.S.E. automatique
toutes options - 01/97
15 500 km - 280 000 F
01.47.68.93.15

Vente de véhicules récents
Faibles kilométrages
Millésime 97
Garantie 1 an ou 12 000 km
Possibilité d'essai ou financement intéressant
AVIS CENTRE OCCASIONS
5, rue Bixio - 75007 PARIS
01.44.18.10.65
Port. 06.07.84.10.33
Pascal Bonnet

Particulier vend AUDI 80 1.8 E
Modèle 89, Sable, B.E.G.
C.T. OK! - Prix : 20 000 F
Tél. bur : 01.47.21.49.91
Dom. 01.39.74.43.33 ap. 20h

AVIS Centre Occasions
5, rue Bixio - PARIS 7e
□ TWINGO Pack
11 200 km, gris foncé métal, 12/96, - 27 %
□ POLO 1.4 3 portes, 9 700 km, bleu métal, 20 % sur le neuf
□ CORSA Viva 3 portes, 10 500 km, gris foncé métal, 24 % sur le neuf
P. BONNET : 01.44.18.10.65

Présence AUTO
50 VÉHICULES EXPOSÉS.
FAIBLES KM DISPONIBLES.
GARANTIE EUROPÉENNE DE 1 AN (pièces et main d'œuvre).
OPEL ASTRA CD BVA 94... 52 000 F
CLIO S 96... 52 000 F
SAFRANE Alizé 2.0 95... 79 000 F
PEUGEOT 806 SVDT 95... 115 000 F
405 Sillage 95... 55 000 F
Grd CHEROKEE V8 94... 130 000 F
XANTIA TD SX 95... 79 000 F
MEGANE Coupé 1.6 97... 85 000 F
LAGUNA RT 1.8 95... 68 000 F
CLIO RL 1.2 5P 97... 56 000 F
CLIO RN 1.4 5P 96... 54 000 F
ESCORT GHIA TD 96... 69 000 F
TWINGO "KENZO" 96... 45 000 F
ROVER Di 95... 79 000 F
NISSAN PRIMERA II D 96... 68 000 F
XANTIA 1.8 94... 52 000 F
LAGUNA V6 95... 89 500 F
— Tél. : 01.46.71.64.03 —

Êtes-vous plutôt :
1 essence 2 GPL 3 économique 4 Pressé

GOLF CARAT 90 CV 5P.
ESSENCE et GPL : 117 500 F

101 850 F DISPONIBLE IMMÉDIATEMENT

2 Le GPL c'est le km à moitié prix !

• double Air-bag • climatisation • direction assistée • verrouillage central • vitres AV/AR électriques • peinture métallisée...

ESPACE SUFFREN
40 ter, avenue de Suffren
75015 Paris - 01 53 58 10 00

Prochaine rubrique "AUTOMOBILES" : le 8 septembre
renseignements au : ☎ 01.42.17.39.42 - (fax : 01.42.17.39.25)

L'ÉTÉ FESTIVAL

A Volterra, en Toscane, le théâtre est entré en prison. Et il en sort, puisqu'au Festival de Volterra, des détenus sont sur scène, sous la direction du metteur en scène Armando Punzo, un Napolitain âgé de trente-neuf ans. Celui-ci, depuis 1989, travaille avec des prisonniers condamnés à de lourdes peines. « Je fais partie d'une génération à qui on n'a cessé de répéter que l'utopie, c'était fini », dit-il. « Mais quand, enfant, je jouais avec des figurines, je voyais bien qu'on peut toujours inventer. » A Volterra, avec lui, des hommes tentent de réinventer leur liberté. Ils ont présenté trois pièces, du 25 au 27 juillet. A Paris, la liberté, samedi 26 juillet, c'était la Parade de Paris quartier d'été. Un défilé mêlant invention et humour, richesse de couleurs et de musiques. Pour ceux qui aiment rêver plus secrètement, à Paris toujours, le Musée Zadkine a rassemblé des œuvres de très grands artistes du XX^e siècle, sur le thème de l'acrobate.

LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Hakim

Il était 1 heure quand Hakim, la star des nuits du Caire, embrasa le public enthousiaste du jardin des Tuileries. Mardi 29 juillet, musiques tsiganes, fanfares, jazz ou danse de rue sont au programme de Paris quartier d'été.



En Toscane, une ville dont les acteurs sont des prisonniers

Volterra/Théâtre. Depuis 1989, le metteur en scène Armando Punzo travaille avec des condamnés à de lourdes peines. Sa compagnie s'appelle la Forteresse

QUINZE dos d'hommes bronzés, musclés, tatoués se détachent dans une rue de Volterra (Toscane). Ces hommes portent des pantalons verts de parka, des chaussures noires d'exercice et des marcelés noués autour de la taille. Inlassablement, ils courent, groupés, sur un plancher de bois qui s'élève à 45° entre les façades de maisons anonymes. Dans la chaleur de juillet, ils attaquent la pente, coudes aux corps, corps luisants, et la redescendent au même rythme, en musique.

Parmi les passants qui s'arrêtent pour les regarder, il y a beaucoup de touristes. Ils ignorent que ces hommes qui courent sont des détenus de la prison de Volterra, engagés dans la répétition d'une pièce de théâtre, *Il Prigione (La Taule)*. Vêtu de noir, portant queue de cheval, imperturbable, Armando Punzo dirige l'exercice. Lui, c'est le metteur en scène.

Un détenu s'approche des passants. La sueur ruisselle sur son visage. Il garde les yeux tournés vers le sol, il parle tout bas : « Ça fait quatre ans que je suis en prison. Quatre ans de souffrance, une souffrance si grande que parfois j'ai pensé en finir. » Puis il rejoint les autres, reprend la course. Quand Armando Punzo décrète la pause, les hommes s'épongeant, enfilent les marcelés, se désaltèrent. Plus tard, on les croiera dans les rues de Volterra, passants parmi les passants. On les verra vers minuit, rassemblés sous un porche. A répéter, encore et toujours.

Puis, au restaurant, on écouterait Franco raconter son histoire. C'est lui qui, dans l'après-midi, s'adressait aux passants. « Je suis de Naples. J'ai grandi sans famille, j'ai vécu comme un clochard. Je suis entré dans une pharmacie avec un pistolet en carton. J'ai volé 370 000 livres [environ 1 200 francs]. J'ai été condamné à quatre ans et six mois de prison. C'est beaucoup, mais au procès, j'ai été stupide, j'ai nié le vol. Il me reste deux ans et demi de prison. J'ai trente-trois ans, l'âge du Christ... » et de ses bras, Franco dessine une croix.

D'abord, Franco a été détenu à Naples. « Là-bas, quand tu dis un mot de trop, on te bat. La prison, c'est dur. Mais si tu n'as pas une bonne communication avec les policiers, c'est l'enfer. Naples, c'était l'enfer. Ici, c'est l'hôtel. » La prison de Volterra est considérée comme un modèle dans la péninsule. Située au cœur de la vieille ville, elle est dirigée depuis 1977 par Renzo Grazzini, un pionnier, qui a introduit des cours, de nombreuses activités, et encour-

ragé l'apprentissage progressif du retour à la liberté. Selon la loi italienne, depuis 1993, les détenus ont le droit de passer quarante-cinq jours par an hors de la prison, sous certaines conditions. « C'est indispensable », dit Armando Punzo. « Si quelqu'un reste enfermé pendant sept ans, on est sûr qu'il retourne en prison deux jours après sa mise en liberté. »

Armando Punzo est entré par la porte du théâtre dans la prison de Volterra. C'était en 1989, il était âgé de trente et un ans. « Je fais partie d'une génération à qui on n'a cessé de dire que tout avait déjà été fait ; que l'utopie, c'était fini. » A l'université de Naples, où il étudie l'arabe et le persan, il s'ennuie. Une lecture décide de sa vie : *Pour un théâtre pauvre*, de Jerzy Grotowski. « Grâce à ce livre, j'ai compris qu'il était possible d'être à la fois provocateur et pratique ; qu'il y a une morale, pour soi et pour les autres, dans le théâtre. » Punzo quitte Naples pour Volterra, où il travaille pendant trois ans avec le groupe de Grotowski. Il monte son premier spectacle, *Etty*, d'après les écrits d'Etty Hillesum, parce qu'il voit « une leçon de vie » dans l'histoire de cette juive hollandaise qui choisit d'affronter

les camps. En 1989, le groupe de Grotowski se dissout. Il n'y a plus d'argent. La plupart des camarades d'Armando Punzo quittent Volterra. Lui décide de rester et de travailler dans la prison de la ville. « Pas pour sauver les détenus. Pour faire du théâtre. »

La municipalité offre 8 millions de lires (environ 24 000 francs) pour un stage d'un mois. Le stage dure un an. Depuis, Armando Punzo n'a pas quitté la forteresse. « Dès le début, j'ai mis cartes sur table. Je suis napolitain, les détenus m'ont compris. La plupart viennent du Sud. Je ne leur ai jamais demandé pourquoi ils étaient là. Je n'aime pas la curiosité morbide. Je leur ai parlé de théâtre, je leur ai donné des règles. » Ils s'y sont mis. La compagnie de la Forteresse est née. Elle compte aujourd'hui une trentaine de membres, reçoit 100 millions de lires (300 000 francs) de subventions, et a créé huit spectacles depuis 1989.

Le fait que la prison de Volterra soit réservée aux lourdes peines facilite le travail sur la durée. Au début la compagnie disposait seulement d'une salle de 27 mètres carrés. Aujourd'hui, les répétitions ont lieu dans la cour quand le temps

le permet. Depuis 1993, les spectacles sont présentés aussi hors les murs. Non sans problèmes, parfois.

« Je suis napolitain, les détenus m'ont compris. La plupart viennent du Sud. Je ne leur ai jamais demandé pourquoi ils étaient là. Je n'aime pas la curiosité morbide »

En 1995, deux des détenus qui jouaient *Marat-Sade*, de Peter Weiss, à Vintimille, ont tenté de dévaliser une banque. Ça a fait grand bruit dans la péninsule. Des journaux ont titré à la une : « Le théâtre de l'évasion ». « C'était absurde et injuste », dit Armando Punzo. En Ita-

lie, 1 % seulement des détenus ne rentrent pas de permission, ce qui n'est rien. » A Noël 1996, deux prisonniers se sont enfuis après avoir joué *Les Nègres*, de Jean Genet, à Volterra. Repris quinze jours plus tard, ils ont écopé de huit années supplémentaires, et les autorités ont interrompu pendant quatre mois l'activité théâtre.

Cet été, les détenus sont les héros du Festival de Volterra – l'une des plus intéressantes manifestations d'Italie. Placés dans la section « Théâtre de l'impossible », dirigée par Armando Punzo, ils ont présenté du 25 au 27 juillet une trilogie : *Marat-Sade*, de Peter Weiss, *Il Prigione*, de Kenneth Brown – qui fut l'un des spectacles-phares du Living Theater – et *Les Nègres*, de Jean Genet, point d'orgue de leur travail. Alors que *Marat-Sade* et *Il Prigione* se donnaient à l'extérieur, *Les Nègres* étaient confinés dans la minuscule Teatro di San Pietro, une salle où, dans une chaleur étouffante, s'entassaient le public enthousiaste du festival et les familles de détenus.

Le théâtre n'est pas très éloigné de la prison : des murs gris sale, un espace de jeu qui n'excède pas 15 mètres carrés. Ils sont vingt dans

cet espace. Vingt qui tournent en rond, comme ils le font dans les courettes, en comptant les pas, pour se concentrer avant le spectacle. La force de leur représentation éclate dès les premières minutes, quand ils s'asseyent au premier rang des gradins, tête vers le sol, offrant leurs dos nus aux spectateurs. Quel simulacre préparé-ils dans le silence ? Celui de la trahison que Genet appelait de ses vœux : les détenus ne jouent pas *Les Nègres*, ils les désossent en une heure dont la cruauté, parfois, atteint celle dont rêvait Antonin Artaud.

Mêlant au texte de Genet des extraits du *Traité sur l'anthropomorphie criminelle*, de Lombroso, jouant de l'ironie de leur « négritude » sociale, ils empoignent des extraits de la pièce – sur l'amour, le meurtre, la haine – qu'ils travaillent au corps, avec un engagement physique, viscéral, où éclate la vérité des *Nègres* : « Faites donc de la poésie, puisque c'est le seul domaine qu'il nous soit permis d'exploiter. » A la fin de la représentation, une longue ovation salue la troupe de la Forteresse. Certains détenus pleurent.

Brigitte Salino

Les entrailles visionnaires du Métabolisme

Paris/Architecture. Quinze ans de travail du Japonais Kisho Kurokawa au Centre Georges-Pompidou

KISHO KUROKAWA. LE MÉTABOLISME, 1960-1975. Centre Georges-Pompidou (entrée par le 4^e étage). M^o Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures sauf samedi, dimanche et fêtes à partir de 10 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F, 26 F. Catalogue : 66 p., 140 F.

Le Centre Georges-Pompidou abrite trois nouvelles expositions, consacrées au jeune dessinateur Jean-Jacques Rullier, aux designers Garouste et Bonetti, et à l'architecte japonais Kisho Kurokawa, dont on présente des dessins et des maquettes.

Kurokawa, qui a construit partout dans le monde, est né en 1934 à Nagoya. Il est, pour l'instant, moins connu du public que son aîné et maître Kenzo Tange, mais, pour les professionnels, il est l'archétype de l'architecte à vocation internationale, producteur d'idées aux allures compliquées, mais assez simples

quand on gratte un peu, donc faciles à échanger et à transmettre dans les conférences. C'est un maître d'œuvre – et un an de relations publiques. Quand l'architecture ne plaît pas, il aura toujours du discours à vendre. Et quand les idées laissent sceptique, il impressionne par sa productivité, son efficacité, sa diversité.

Alain Guiheux, le commissaire de l'exposition l'a « piégé » dans un moment choisi de son histoire, sa période métaboliste, censée aller de 1960 à 1975. Aussi le public ne pourra en aucun cas faire le lien entre ce Kurokawa avant-gardiste mais un peu poussiéreux et le Kurokawa glacé de la tour Pacific à la Défense (1989), une œuvre de sa période dite « Métamorphose II », ou le même architecte, devenu presque bofillien pour l'immeuble Colisée à Nîmes (1986), classé dans la série « Symbiose I ». En l'absence de toute confrontation critique à sa réalité, le malheureux japonais est donc soumis au libre-arbitre de l'historien, sou-

cieux de vérifier les dates, mais pas nécessairement l'importance relative des événements qu'elles jalonnent.

Mais qu'est-ce que le Métabolisme ? D'abord un groupe de jeunes gens enthousiastes – dont Kurokawa, Kikutake, Maki – nourris, en gros, à trois mamelles généreuses : le Japon éternel, le volontarisme international de l'Amérique conquérante, et le modernisme « visionnaire » tel que l'exprime la culture européenne d'après-guerre (Le Corbusier, Prouvé, Friedman...).

DESSINS ET MAQUETTES

Dans le catalogue, Alain Guiheux, professeur, cite le premier manifeste métaboliste, lors d'une conférence de 1960 : « Nous regardons la société humaine comme un processus vital, un développement continu de l'atome à la nébuleuse. La raison pour laquelle nous utilisons le mot à consonance biologique "métabolisme" est que nous croyons que le design et la technologie devraient dénoter la vitalité humaine. » Et le

commissaire de l'exposition de s'enthousiasmer quatre décennies plus tard : « Le véritable coup de force [de ce groupe] aura été d'avoir transformé en valeur positive ce que les architectes, les urbanistes et les historiens [notons le rôle majeur prêté aux historiens] des périodes précédentes avaient perçu négativement, la croissance urbaine comme maladie ou anarchie, cette catastrophe appelant une réponse à la hauteur du mal (...). Aux métaphores techniciennes, venues redoubler l'univers des paquebots et des machines, succèdent celles de la communication, de l'informatique et de la recherche biologique. »

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? Ce n'est pas le rôle de l'historien de se prononcer. Lui, il se contente de proposer – dans une présentation signée d'ailleurs de Kurokawa – une série de dessins et de maquettes proliférantes et hélicoïdales (référence à l'ADN), où les autoroutes, rangées comme des intestins, digèrent les gaz de la vie avec un péristaltisme stoïque. Muni de son ba-

gage métaboliste, l'architecte a construit notamment à l'Exposition universelle d'Osaka, en 1970, mais aussi à Tokyo, où il édifie la même année la tour-capsule Nagakin, restée célèbre. A Osaka encore, il s'impose avec la tour Sony en 1976, rebelle et libre comme les Anglais savent l'être à la même époque – peut-être avec plus de distance.

Dans cette carrière stoppée en plein vol à Beaubourg, Kurokawa comptera quelques notables réusites, comme le Musée d'art moderne d'Hiroshima (1987). Il devient cependant vite difficile de s'y retrouver dans son parcours. Les emprunts structurels ou formels à ses contemporains, légitimés par son concept de « symbiose » (des cultures mais aussi des idées) mais pas avoués, brouillent terriblement les pistes.

Est-ce la raison de la prudence d'Alain Guiheux qui, en historien rigoureux, sait s'arrêter là où la critique commence ?

Frédéric Edelmann

À L'AFFICHE

L'Été de Vaour

En 1986, une poignée d'habitants de Vaour (Tarn) et du Prato (Théâtre international de quartier, Lille) fondent « L'Été de Vaour », un festival qui fait la part belle au genre burlesque. Vingt représentations sont prévues du 2 au 10 août pour la 12^e édition qui accueille vingt-quatre compagnies européennes. Outre quatre manifestations de rue et huit apéro-concerts, des spectacles en salle, parmi lesquels *Electric Lazy Land* par Laura Herts, une mime-clown américaine ; *Pyrame et Thisbé*, d'après Ovide, conçu par des ex-membres fondateurs du Footsbarn Theatre ; *Trois Anglaises et le continent*, une comédie musicale anglaise ; *L'Escalade*, une histoire racontée par l'acteur Rufus ; *Trézène Mélodies*, des fragments chantés de *Phèdre* de Racine ; *Les Micos*, cinq clowns issus de la tradition de l'école russe. *Syndicat d'Initiative de Vaour, Le Bourg, 81140 Vaour. Tél. : 05-63-56-38-06. De 30 F à 90 F.*

Festival Pablo-Casals de Prades

Jusqu'au 13 août, la musique de chambre est à l'honneur, dans l'ancien fief du violoncelliste et chef d'orchestre catalan. Les concerts sont donnés par d'excellents musiciens (Pennetier, Henkel, Poulet, Pasquier, Muller, Bourgue...) qui se retrouvent autour de programmes comprenant Brahms et Schubert. *Festival Pablo-Casals, BP 24, 66502 Prades. Tél. : 04-68-96-33-07.*

ET SUR INTERNET

★ Le journal des festivals, nos photographies et reportages : www.lemonde.fr/festivals

L'architecture décoiffée d'Orléans

Le FRAC-Centre explore les terres de l'insolence et de la dérision

DEPUIS les pharaons au moins, l'architecture pour le commun des mortels relève d'une certaine dignité. Commodité, solidité, beauté, un trépied intouchable. Pour trouver matière à sourire il faut aller chercher dans les cartons à dessins, ceux de Lequeu par exemple, exhumés il y a quelques années par Philippe Duboy.

Quelques architectes, cependant, sans aller jusqu'au rire, sont allés explorer les terres de l'insolence, de la dérision, et certains même sont entrés, passant de sentiments en sentiments, dans une sorte de fureur sacrée. Cet état de transe leur a permis de retrouver un statut d'artiste à part entière pour qui la réalité construite est comme accessoire par rapport à l'intuition formelle. Cette architecture-là se balade d'abondance dans les musées, et même, désormais, dans les festivals.

C'est ce qu'a tenté le Fonds régional d'art contemporain de la région Centre basé à Orléans ; trop brièvement dans quatre institutions de la ville, mais jusqu'à la mi-août au Musée des Beaux-Arts. Cela fait un drôle d'effet, dans cette métropole dont l'architecture était plutôt peignée et gominée, malgré de rares fantaisies capillaires, comme la banane rock de la médiathèque dessinée par Dominique Lyon.

Dans les arcanes du FRAC-Centre, on découvre donc une collection d'architecture qui décoiffe, mise en plis par Frédéric Migayrou, le même qui avait défrisé une bonne partie de la critique à la Biennale de Venise. Logique :

pour l'essentiel Migayrou va chercher son inspiration du côté des « déconstructivistes » ou apparentés : Coop Himmelblau, Zaha Hadid, Daniel Libeskind, Owen Moss, Morphosis, Decq et Cornette, Peter Eisenman, Rem Koolhaas...

Le milieu étant très étanche, très autarcique, une telle brochette de noms, si glorieuse soit-elle, a du mal à rivaliser avec les affiches d'Avignon, de Salzboung... Dans les salles on se croirait seul et abandonné sur la face cachée de la Lune. Sauf lorsqu'il y a des réunions plénières où les architectes se réchauffent aux côtés

A des années-lumière

de la pensée cage-à-poules qui a engendré la construction d'après-guerre

de plasticiens torrides comme Daniel Buren ou Marin Kasimir, et lorsqu'ils échangent des propos savants avec des responsables de la vie administrativo-artistique.

Cette solitude forcée n'a rien d'étonnant et la bande du FRAC-Centre n'a qu'à s'en prendre à elle-même. C'est une situation pourtant très injuste parce que Migayrou a le mérite de repenser l'Histoire à sa façon. Il semble explorer l'architecture comme un univers en expansion, en explosion perpétuelle, mais dont l'origine et peut-être la fin seraient un bloc compact, un noyau formidablement dense, et peut être infini-

ment organisé, comme une structure de David G. Emmerich ou l'aéroport Roissy de Paul Andreu.

Manifestement, en tout cas, ils sont au moins deux, avec Marie-Ange Brayer, la directrice du FRAC-Centre, à s'amuser comme des fous dans cette recomposition de l'univers artistique. Plasticiens ou architectes, ils se retrouvent sur des orbites surprenantes, à des années-lumière de la pensée cage-à-poules qui a engendré la construction d'après-guerre. Pour autant, ils ne cherchent pas à établir un nouveau modèle cosmogonique. Ils n'ouvrieraient pas la porte sinon aux salades architect-

toniques de François Roche ou aux verdure de Allen Ruppersberg.

Maintenant qu'on en connaît l'intérêt, il faudrait rééditer ce Festival architectural d'Orléans, en ouvrant un peu au public, en faisant intervenir des saltimbanques, comme partout en France, des géants comme à Barcelone, des sonneurs de cloches, voire, puisqu'on est au pays de Jeanne d'Arc, des seigneurs de la transhumance descendus des alpages. Cela donnerait une petite dimension humaine au propos.

F. E.

HORS CHAMP

■ Le metteur en scène américain **Peter Sellars** (notre photographie) et le compositeur argentin-allemand **Mauricio Kagel** sont les lauréats du prix Erasmus 1998, la plus haute distinction culturelle néerlandaise. Ils recevront leur prix, doté pour chacun de 900 000 francs, fin novembre 1998. Le prix Erasmus récompense, chaque année, une personne ou une organisation particulièrement méritantes sur le plan culturel ou social. Exceptionnellement, la Fondation Erasmus, qui fêtera l'année prochaine son quarantième anniversaire, a décidé de décerner deux prix au titre de 1998. Le prix Erasmus 1997 avait été attribué à l'ancien président de la Commission européenne, **Jacques Delors**, qui le recevra le 26 novembre.



ROSALIE WINARD/HOLINES ASSOCIATES

■ Le prix japonais du Praemium Imperiale a été décerné à cinq artistes de disciplines différentes. A l'Allemand **Gerhard Richter** (peinture), aux Américains **George Segal** (sculpture) et **Richard Meier** (architecture), à l'Indien **Ravi Shankar** (musique) et au Britannique **Peter Brook** (théâtre/cinéma). Un jury de

spécialistes a apprécié la contribution de ces créateurs au développement de la culture et de la création artistique. Le 22 octobre, ils recevront, à Tokyo, leur prix ainsi que 650 000 francs.

■ **Les Fugees**, groupe de rap originaire de Haïti, ont obtenu un disque de diamant (un million d'exemplaires) pour les ventes en France de leur deuxième album, *The Score*. Le disque figure au nombre des quatre albums qui ont atteint ce seuil au cours des douze derniers mois, aux côtés de l'Italien **Andrea Bocelli** (*Romanza*), de **Francis Cabrel** (*Fragile*) et d'une compilation éditée par La Française des jeux, *Maxi compil*. Le premier album des Fugees (*Blunted on Reality*) avait été vendu à 10 000 exemplaires en France.

■ Pour fêter ses trente ans de théâtre, **André Wilms** a mis au point un programme-surprise qui sera donné les 3 et 4 octobre au Jardin d'hiver, à Paris. D'ici là, le comédien part pour la Finlande, où il tourne dans le nouveau film d'**Aki Kaurismäki**, à partir du 13 août. Puis il mettra en scène *Alfred Alfred*, un opéra bouffe de **Francis Donatoni**, à l'ATEM de Bagnolet. En 1998, il jouera dans le premier long métrage de l'auteur de théâtre **Michel Deutsch**.

■ **Al Pacino** fait, après *Looking for Richard*, son retour à la mise en scène avec *Chinese Coffee*, inspiré de la pièce de théâtre qu'il avait interprétée à New York. Pacino financera lui-même le film, dont le tournage pourrait durer plus d'un an. Il devrait également apparaître dans *Snake Eyes*, le prochain film de **Brian De Palma**.

Les acrobates entre peintres, sculpteurs et photographes

Paris/Art. Au Musée Zadkine, une exposition rappelle combien les virtuoses du cirque ont inspiré les artistes du vingtième siècle, qui rendent, par de multiples moyens, leurs mouvements

ACROBATE MIME PARFAIT, L'ARTISTE EN FIGURE LIBRE, Musée Zadkine, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6^e. Tél. : 01-43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 14 septembre.

Aux peintres, aux sculpteurs, tous ceux qui courent, sautent ou dansent posent d'insolubles problèmes. Ils vont trop vite. Ils n'ont cure de la recommandation des photographes « Ne bougez plus ! ». Corps en mouvement, ils ne se laissent pas prendre commodément au piège de l'image ou de l'objet fixe, de sorte que l'histoire des arts consacre de nombreux paragraphes aux tentatives des artistes, à leurs ruses, à leurs échecs. Depuis un siècle, leur situation s'est singulièrement aggravée. Ils endurent la concurrence de ceux qui fabriquent des images mobiles avec des caméras, des projecteurs, des télévisions. Qu'un futuriste déclare son amour de l'automobiliste, du cycliste ou du footballeur, fort bien. Mais de là à les peindre tels qu'en leurs courses, de là à rivaliser avec le cinéma, la distance est grande.

Les peintres, les sculpteurs auraient donc dû, raisonnablement, renoncer à un affrontement si dangereux et, pour tout dire, perdu d'avance. Ils auraient dû, sans doute, mais ils ne l'ont pas fait. Non contents de persévérer, ils ont même poussé l'extravagance jusqu'à se donner des motifs plus périlleux encore, où le mouvement se joue de la pesanteur, devient aérien et si vif, si prompt que l'œil ne le perçoit qu'en partie. Ils se sont pris de goût pour les acrobates. De-

pas s'en allait au cirque Fernando, où miss Lala accomplissait ses exercices vertigineux au bout d'une corde. Un peu plus tard, au début du siècle, Picasso célébrait l'Arlequin qui se tient en équilibre sur une grosse boule et la danseuse de corde. C'était chercher à vaincre la difficulté à son paroxysme. C'était aussi suggérer que l'artiste, seul sous les regards, exposé, menacé, n'est pas sans quelque rapport avec le funambule qui se joue des lois de l'équilibre et risque la chute mortelle pour rien, pour le plaisir, pour la beauté du geste, parce qu'il se le doit, parce qu'il lui faut cet écart, ce danger, cette singularité inquiétante.

LA MÉTAMORPHOSE DES CORPS

Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, le sujet et son symbole n'ont pas perdu leur magnétisme. Une exposition le démontre sans peine au Musée Zadkine, lequel dessina et sculpta des pyramides humaines et des couples en lévitation. C'est une exposition plutôt petite et qui n'aurait rien perdu à être disposée moins à l'étroit, dans un espace plus vaste, quitte à déplacer quelques bronzes du maître de céans. Il y manque quelques artistes, à commencer par Panamarenko. Mais elle a trois vertus : elle traite d'un sujet qui est donc lourd de sous-entendus et de problèmes, elle esquisse l'inventaire de ses représentations anciennes et elle invite des artistes d'aujourd'hui à sa parade.

La distribution de la partie historique est plutôt brillante : Picasso, Matisse, Calder, Man Ray, Chagall, Léger, Miro, Laurens. Ils sont pré-

sents par le truchement d'œuvres d'inégale importance, mais leur réunion est efficace. Elle montre comment, dans l'entre-deux-guerres, il est apparu que la métamorphose des corps sait suggérer la pirouette, la contorsion, les figures de la gymnastique. Elle invente des femmes plus serpentine que les femmes-serpents des cirques et des trapézistes, qui volent véritablement à travers le blanc de la feuille à dessin ou de la toile. Leurs corps, réduits à quelques lignes ou à un volume sinueux, s'enroulent en volutes et s'étendent en ailes. Calder et Matisse excellent dans ces stylisations. Les plus épurées d'entre elles font songer aux dessins qu'Isadora Duncan et les ballets khmers inspirèrent à Rodin dans les dernières années de sa vie.

Mêmes solutions, quelques décennies plus tard, quand Absalon figure une danseuse de corde au moyen d'un bricolage à la Calder ou quand Nancy Spero dessine des corps noués comme des cordes. Picasso, en 1930, a peint un acrobate dont les membres, la tête et le buste s'inscrivent dans une boucle parfaite. Robert Mapplethorpe, comme en hommage, photographie un athlète pris à l'intérieur d'un cercle dont il serait l'axe et les rayons. Quant à Marie-Ange Guillemainot, elle intitule *Galipettes* l'image d'un corps pris dans une sorte de sac-goutte-chausses et qui roule sur lui-même indéfiniment. Mais son œuvre sort des limites tacitement admises par tous : il s'agit d'une vidéo. Manière peut-être de rappeler que la querelle des acrobates n'est pas achevée.

Philippe Dagen

Quand le siècle défile aux Tuileries

Paris/Spectacle. Forte affluence et enthousiasme pour la Parade

BIEN avant 18 heures, samedi 26 juillet, le public de la Parade du siècle s'est installé de chaque côté de la grande allée qui relie les deux bassins du jardin des Tuileries. Sur 300 mètres, un long tapis de gazon et un muret de bottes de paille accueillent les premiers spectateurs. Les autres restent debout derrière, agglutinés ou hissés sur les structures de bois qui protègent les arbustes.

Par milliers, ils sont venus seuls, en couple, en famille souvent. Il y a là tous les publics, rassemblés. Celui des feux d'artifice et celui du théâtre ou de la danse, celui des fêtes populaires et des arts de la rue. Celui qui regarde, celui qui photographie et celui qui filme.

Dans un calme impressionnant, la tête du défilé se met en place : deux bannières rouges zébrées de noir portées par des hommes en combinaisons blanches tachées de couleurs vives. Aux premières

notes de musique diffusées par d'énormes hauts-parleurs, le cortège s'ébroue. Une femme tient par la main deux bambins. La fille, habillée en jupe et corsage stricts et coiffée d'un chapeau de paille avec ruban, ressemble à une enfant sage tout droit sortie d'une vieille carte postale, tandis que le garçon a l'air d'un punk miniature avec ses mèches de cheveux verts, orange et bleues.

Le ton est donné et ne se démentira pas. Pendant deux heures, le défilé ne sera que charme, simplicité, invention et humour, richesse de couleurs et de musiques, images fortes brodées ici avec un bout de tissu ou un objet, là avec un geste, un mouvement ou un pas de danse.

En quinze séquences, qui ont été construites par les troupes et les participants bénévoles autour des modes du siècle, la Parade de Jean-Claude Penchenat, Samuel Bonnafil et Steen Halbro fait

voyager le public dans le temps et l'espace. Magie du temps ramassé par exemple dans le tableau intitulé « Les enfants du siècle », où sont évoquées les trente-six manières de transporter les bébés, avec des landaux, des pousettes, des chaises et des berceaux à roulettes, tirés, poussés, tenus à la main, portés sur le dos, sur le ventre, à vélo, en triporteur, par des célibataires et des couples de tous les temps, des nurses et des grandes sœurs qui ont appris à faire la révérence.

TOUS LES REGISTRES

Magie encore du temps et de l'espace bousculés par la dérision quand ce sont essentiellement des enfants de l'immigration qui sont chargés de donner vie à « La Mode des expositions coloniales ».

Enchantement des esquisses, mais pas seulement. Grâce aux apports artistiques multiples, la

Parade réussit à jouer sur tous les registres. Il y a des moments de gravité, comme avec la séquence des « Victimes du siècle », où les gesticulations des majorettes semblaient bien vaines à côté des corps fantomatiques et des visages cireux des victimes de la guerre.

Il y a aussi des instants de grâce (« Les Isadorables » emmenées par Amy Swanson et son groupe de danseuses), d'autres de nostalgie pure avec les évocations d'un atelier de couture des années 50, ses mannequins et ses arpettes, les stars aussi, telles qu'elles se montraient à la Kermesse aux étoiles.

Deux heures ont passé comme l'éclair. Le défilé terminé, le public a voulu voir de plus près les « acteurs ». D'un coup le voile s'est déchiré, le rêve était terminé. Jusqu'à 1998.

Jean-Louis Mingalou

Salseros lâchés dans l'arène

Vic-Fezensac/Musique. Un village du Gers est devenu le haut lieu des musiques latinos

POUR attirer l'attention des touristes, le département du Gers ne possède pas les seuls armagnacs et foies gras. Dans ses petites cités, on multiplie les rencontres atypiques, presque incongrues. Depuis vingt ans, les amateurs de jazz vont à Marciac ; sur la route d'Auch, à Mirande, les fous de musique country ont leur rendez-vous ; Vic-Fezensac (3 900 habitants), haut lieu de la taoumachie, est devenue en trois ans le point de convergence estival des passionnés de salsa et de musique cubaine.

Outre sa programmation alléchante (cette année, du 25 au 27 juillet Yuri Buenaventura, Adalberto Alvarez, Candido Fabre, Alfredo Rodriguez, Los Van Van, Oscar D'Leon...), Tempo latino est réputé pour son ambiance ardente. En 1996, le festival a reçu trente-cinq mille personnes. Autour des arènes et des scènes d'accès libre, dans les rues, les allées, bananiers et tournesols plantent le décor, tandis que bars, bodegas et restaurants ne désemploient pas. « Ici, on sait faire la fête », s'exclame Pierre Vassiliu, pratiquant assidu de cet art. Parrain de la première édition en 1994, il est venu en voisin. Son pied-à-terre actuel est à une heure de route, à Samatan, où il tient un restaurant.

Premier festival salsa en France, Tempo latino a germé sur le terrain d'une passion. Celle d'un enseignant du cru, Eric Duffau. Il a su fédérer autour de lui des bénévoles et le tissu associatif, dont le club taurin, qui a une assise importante dans cette ville. Seule la technique et la sécurité ont été confiées à des professionnels. Les aides institutionnelles, elles, se font attendre. Elles représentent seulement 5 % à 6 % du budget global du festival (2,5 millions de francs), qui, en 1996, est parvenu à 85 % d'autofinancement.

Au-delà du succès que rencontre ce festival, la grande fierté d'Eric Duffau « c'est de faire jouer ici, au cœur des arènes, des Cubains, des Vénézuéliens, des Portoricains... » De faire battre le sang noir des tambours, les racines de la salsa, thème d'un forum au programme des propositions annexes (stages, expos...) de Tempo latino.

Ces racines sont revendiquées par le chanteur colombien Yuri Buenaventura, installé en France depuis 1988 et dont le premier album s'intitule *Herencia africana* (« Héritage africain »). Dès les premières minutes du concert

d'ouverture, vendredi 25 juillet, il propulse les spectateurs dans le vif du sujet. Une musique pimpante sur laquelle tout le monde se déhanche en souriant aux anges. Nerveux, énergique, Yuri Buenaventura ne s'enferme pas dans des postures machistes, il a des sourires de gosse, ferme les yeux pour mieux entendre chanter le public.

Derrière lui, une équipe irréprochable, d'où émerge le tromboniste Andres Viafara. Des musiciens colombiens avec qui il enregistre son album fin 1995 en Colombie. Sorti en France d'abord chez Scalen'Disc, établi à Toulouse, *Herencia africana* s'est vendu à douze mille exemplaires, un record pour un distributeur indépendant. Repris par Polygram, il atteint aujourd'hui trente mille exemplaires, porté par une version salsa de *Ne me quitte pas*.

Les sourires

de gosse de Yuri Buenaventura

« La première fois que j'ai entendu ce titre, c'était à la télévision, un documentaire sur Jacques Brel, raconte Yuri Buenaventura. Je ne comprenais pas le français alors. J'avais l'impression de voir un chanteur en train de mourir sur scène. Plus tard, quand on m'a traduit le texte, je me suis dit : « C'est beaucoup plus que l'histoire d'un couple qui se sépare. » Par exemple, pour moi, « il faut oublier le temps des malentendus », ça signifie qu'il faut arriver à mettre au clair notre histoire et ne pas la cacher, oser raconter aux enfants qu'il y a eu l'esclavage et le génocide des Indiens. »

Le public salue comme il se doit la célèbre chanson-sanglot métamorphosée en appel à la danse par Yuri Bedoya, originaire de l'île de Buenaventura, située sur la côte pacifique de Colombie, l'endroit où chaque année viennent accoucher les baleines. Une région peuplée à 95 % de Noirs. « Je suis métis, mais mon ethnité est noire. Sin negro no hay salsa [« sans Noir il n'y a pas de salsa »], proclame fièrement le chanteur. Devant le public des arènes de Vic-Fezensac, il brandit avec enthousiasme son étendard, évoquant Martin Luther King et Nelson Mandela, « combattants de la cause noire ».

Patrick Labesse

Swing dans le Marais

La programmation jazz de l'hôtel d'Albret mérite le détour

L'**HABITUDE** en est prise, fin juillet et début août un ancien hôtel particulier devient l'un des lieux du jazz à Paris. Ne pouvant accueillir plus de trois cents personnes par concert, la cour intérieure est généralement vite remplie d'un public qui se passe le mot d'être en été. C'est que, au-delà du très beau cadre que représente le bâtiment, les bonnes qualités acoustiques et la teneur de la programmation sont à souligner. L'affiche montre des partis pris artistiques, des positions attentives à la création plutôt qu'à la récréation). Dave Holland et Jack DeJohnnette, embarqués – certes, personne ne les a forcés – dans la pitierie du « All Stars » d'Herbie Hancock, se-



ront là avec leur propre formation, bien plus intéressante. Le pianiste Eric Watson est en trio, une forme pour laquelle il est l'un des maîtres. Le saxophoniste Laurent Dehors emmènera son big band de furieux enthousiastes, le batteur Aldo Romano sa sûreté mélodique, le trio Yves Rousseau - Franck Tortilliers - Pascal Vignon sa très fine interprétation de l'univers des films de Jacques Tati. Enfin, François Jeanneau aura droit à un hommage.

★**Hôtel d'Albret, 31, rue des Francs-Bourgeois, Paris 4^e. M^o Saint-Paul. A 21 heures, du 28 juillet au 3 août. Tél. : 01-49-87-50-50. 100 F et 120 F.**

UNE SOIRÉE À PARIS

Djavan

Ce prince de la musique brésilienne soft a toujours su faire rimer les beaux textes avec le balancement de la guitare et les arrangements inspirés du jazz. Il a prolongé la tradition de la bossa, de la chanson d'amour, des belles voix. Djavan est un chanteur gracieux, tirailé entre le mysticisme musical de Milton Nascimento et le pragmatisme jazzy d'Ivan Lins. *New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. 21 h 30, le 28. Tél. : 01-45-23-51-41. Location FNAC, Virgin. De 110 F à 130 F. **Mark Turner Quartet** La version type du jeune saxophoniste doué, grandi en jazz auprès de quelques maîtres. *Sunset*, 60, rue des Lombards,

Paris 1^{er}. M^o Châtelet. 22 heures, les 28, 29 et 30. Tél. : 01-40-26-46-60. Location FNAC, Virgin. 78 F.

Twyla Tharp Dance Company La danse de Twyla Tharp n'hésite pas à mêler les pointes classiques à la musique rock. Entre le monde ballet et Broadway, la chorégraphie marque profondément l'univers de la danse contemporaine depuis les années 60. *Tharp !* est un spectacle-bilan lucide et sans complaisance de l'expérience, des questions, des doutes et des propositions d'une grande dame de la danse américaine. *Dans le cadre de Paris Quartier d'été. Cour d'Orléans du Palais-Royal, 13, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. M^o Palais-Royal. 22 heures, les 28 et 29. Tél. : 01-49-87-50-50. 120 F.*

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

COUP DE FOUORE ET CONSÉQUENCES

Film américain d'Andy Tennant, avec Matthew Perry, Salma Hayek, Jon Tenney, Carlos Gomez, Tomas Milian, Siobhan Fallon (1 h 40). VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40 +) ; UGC Odéon, 6^e : UGC Rotonde, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e. **LE JOUR DE LA BÊTE (*)** Film espagnol d'Alex de La Iglesia, avec Alex Angulo, Armando de Razza, Santiago Segura, Terele Pavez, Nathalie Seseña, Marie Grazie Cucinotta (1 h 40).

VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (+) ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (01-43-59-36-14) ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

MAD DOGS

Film américain de Larry Bishop, avec Ellen Barkin, Gabriel Byrne, Richard Dreyfuss, Jeff Goldblum, Diane Lane, Gregory Hines (1 h 32). VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40 +) ; Gaumont Opéra I, dolby, 2^e (01-43-12-91-40 +) ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Champs-Élysées, dolby, 8^e (01-43-59-04-67 +) ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48 +) ; Escorial, dolby, 13^e (01-47-07-28-04 +) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00 +) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24 +) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathe Wepler, dolby, 18^e (+).

LES MILLE MERVEILLES DE L'UNIVERS (*)

Film français de Jean-Michel Roux, avec Tcheky Karyo, Julie Delpy, Chick Ortega, Feodor Atkine, Maria De Medeiros, James Hyndman (1 h 27). UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88 +) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50 +) ; Les Montparnos, 14^e (01-39-17-10-00 +).

SPEED 2 : CAP SUR LE DANGER Film américain de Jan De Bont, avec Jason Patric, Sandra Bullock, Willem Dafoe, Temuera Morrison, Brian McCauley, Christine Firkins (2 h 10).

VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opéra, dolby, 9^e ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (+) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15^e (+) ; UGC Maillot, 17^e.

EXCLUSIVITÉS

ABEL d'Alex Van Warmerdam, avec Henri Garcin, Alex Van Warmerdam, Olga Zuiderhoek, Annet Malherbe. Hollandais (1 h 35).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

ANGEL BABY

de Michael Rymen,

avec John Lynch, Jacqueline McKenzie, Colin Friels, Deborra Lee Furness, Robyn Nevins. Australien (1 h 45).

VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30) ; Lucernaire, 6^e.

LES ANGES DÉCHUS

de Wong Kar-wai, avec Leon Lai-ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok. Hongkong (1 h 36).

VO : Lucernaire, 6^e.

L'AUTRE CÔTÉ DE LA MER

de Dominique Cabrera, avec Claude Brasseur, Roschdy Zem, Marthe Villalonga, Agoumi, Catherine Hiegel, Marilyne Canto. Français (1 h 30).

Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-86-85 +).

BEAVIS ET BUTT-HEAD SE FONT L'AMÉRIQUE

de Mike Judge, dessin animé américain (1 h 21).

VO : Grand Pavois, dolby, 15^e (01-45-54-86-85 +).

BOX OF MOONLIGHT

de Tom DiCillo, avec John Turturro, Sam Rockwell, Catherine Keener, Lisa Blount, Annie Corley, Alexander Goodwin. Américain (1 h 47).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40 +) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (01-44-07-20-49).

LA CICATRICE

de Krzysztof Kieslowski, avec Franciszek Pieczka, Jerzy Stuhr, Mariusz Dmochowski, Jan Skotnicki, Stanislaw Igar, Michal Tarkowski. Polonais (1 h 44).

VO : 14-Juillet Parnasse, 6^e (+).

DAAYARA

d'Amol Palekar, avec Nimal Pandey, Sonali Kulkarni, Nina Kulkarni, Hyder Ali, Faiyyaz, Nandu Madhav. Indien (1 h 47).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; 14-Juillet Odéon, 6^e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

DOUBLE TEAM

de Tsui Hark, avec Jean-Claude Van Damme, Dennis Rodman, Mickey Rourke, Natacha Lindinger, Paul Freeman, Valeria Cavalli. Américain (1 h 35).

VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (+) ; UGC George-V, dolby, 8^e.

LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL

de Gérald Caillat, Français (1 h 15).

L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).

LE FAN

de Tony Scott, avec Robert De Niro, Wesley Snipes, Ellen Barkin, John Leguizamo, Benicio Del Toro, Patti d'Arbanville-Quinn. Américain (1 h 50).

VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC George-V, 8^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+).

LES GARÇONS WITMAN

de Janos Szasz, avec Alpar Fogarasi, Szabolcs Gergely, Maia Morgenstern, Peter Andorai, Lajos Kovacs. Franco-hongrois (1 h 33).

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, chanson et musiques du monde à Paris et en Ile-de-France

MUSIQUE CLASSIQUE

LUNDI 28 JUILLET

Frédéric Mage (piano) Œuvres de Beethoven et Schubert.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. 20 h 30, le 28. Tél. : 01-42-08-49-00. De 120 F à 150 F.

Olivier Latry (orgue) Œuvres de Guilman, Vierne, Franck, Durufle et Lustry.

Eglise Saint-Eustache, 2, rue du Jour, Paris 1^{er}. M^o Les Halles. 21 heures, le 28. Tél. : 01-49-87-50-50. 50 F.

MARDI 29 JUILLET

Gabriel Fugel (flûte), Richard Siegel (clavecín), Jean Galard (orgue) Mozart : *Sonates pour flûte et clavecin, œuvres pour orgue.*

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6^e. M^o Saint-Germain-des-Prés. 20 h 45, le 29. Tél. : 01-44-62-70-90. De 75 F à 120 F.

Virginie Constant (violoncelle), Benoit Morel (guitare) Œuvres de Schubert, Albeniz, Bach et Villa-Lobos.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. 21 heures, le 29. Tél. : 01-42-50-96-18. De 90 F à 130 F.

JEUDI 31 JUILLET

Orchestre baroque de l'Union européenne

Œuvres de Vivaldi, Telemann, Bach, Quantz, Heinichen et Rameau. Nicolette Moonen (violin), Roy Goodman (direction).

Cour d'honneur de la Sorbonne, rue de la Sorbonne, Paris 5^e. M^o Cluny-Sorbonne. 20 heures, le 31. Tél. : 01-49-87-50-50. 50 F.

VENDREDI 1^{er} AOÛT

Maurice Clerc (orgue)

Œuvres de Franck, Dupré et Clerc. *Eglise Saint-Eustache, 2, rue du Jour, Paris 1^{er}. M^o Les Halles. 21 heures, le 1^{er} août. Tél. : 01-44-87-50-50. 50 F.*

SAMEDI 2 AOÛT

Thérèse Hindo (chant) Chants arméniens syriaques traditionnels.

Eglise Saint-Ephrem-le-Syriaque, 17, rue des Carmes, Paris 5^e. M^o Maubert-Mutualité. 18 h 30, les 2, 3, 9, 10, 16 et 17 août. Tél. : 01-34-51-36-46. 100 F.

Orchestre des jeunes Gustav Mahler Concert de musique de chambre pour ensemble de cuivres. Pierre Boulez (direction).

Cité de la musique, 221, avenue Jean-

Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 18 h 30, le 2 août. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.

Le Sinfonietta de Paris Vivaldi : *Concertos pour violon et cordes op. 8 n° 1 à 4 « Les Quatre Saisons ».* Vinh Pham (violin).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. 19 heures, le 2 août. Tél. : 01-42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 130 F à 150 F.

Académie de l'île Saint-Louis

Œuvres de Haendel, Vivaldi et Bach. Caroline Pelon (soprano), Anne-Laure Riche (flûte).

Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 19, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris 4^e. M^o Pont-Marie. 20 h 45, le 2 août ; 17 heures, le 3 août. Tél. : 01-44-62-70-90. De 75 F à 120 F.

Nicolas Boyer (piano) Œuvres de Chopin.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. 21 heures, les 2 et 9 août. Tél. : 01-42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 130 F à 150 F.

Alain Kremski (piano) Œuvres de Schubert, Brahms, Schumann, Chopin, Debussy, Déodat de Séverac, Satie, C. Schumann, R. Strauss, Nietzsche et Gurdjieff.

Théâtre de l'île Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris 4^e. M^o Pont-Marie. 21 heures, le 2 au 14 août. Relâche lundi. Tél. : 01-46-33-48-65. 90 F.

Jérôme Ducros (piano) Schubert : *Impromptu pour piano D 946 « Klavierstücke », Wanderer Fantaisie D 760, Sonate pour piano D 960. Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. M^o Bourg-la Reine. 17 h 30, le 2 août. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.*

DIMANCHE 3 AOÛT Orchestre des jeunes Gustav Mahler

Chostakovitch : *Symphonie n° 5.* Semyon Bychkov (direction).

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. 10 heures, le 3 août. Tél. : 01-44-84-44-84. Entrée libre.

Orchestre de plectres de Cordoba Œuvres de Falla, Lucena, Albeniz et Rucker.

Parc floral de Paris (Bois de Vincennes), Bois de Vincennes, Paris 12^e. M^o Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 3 août. Entrée libre.

Eduard Wulfson (violin), Gunther Ludwig (piano) Œuvres de Beethoven, Brahms, Chaussen et Prokofiev.

Champs-sur-Marne (77). Château, 31, rue de Paris. 18 heures, le 3 août. Tél. : 01-60-05-24-43. Location Fnac. 80 F.

Mikhail Rudy (piano) Œuvres de Schumann, Janacek et Scriabine.

Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. M^o Bourg-la Reine. 17 h 30, le 3 août. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.

VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09) ; L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).

HANTISES

de Michel Ferry, avec John Berry, François Négret, Marina Golovine, Francis Boespflug. Français (1 h 20).

Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).

HÔTEL AURA

de Renato De Maria, avec Sergio Castellitto, Iaiia Forte, Isabella Ferrari, Roberto De Francesco, Matteo Urzia. Italien (1 h 40).

VO : Latina, 4^e (01-42-78-47-86).

J'AI HORREUR DE L'AMOUR

de Laurence Ferreira Barbosa, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurent Lucas, Bruno Lochet, Alexandra London, Eric Savin. Français (2 h 14).

Gaumont Les Halles, 1^{er} (01-40-39-99-40 +) ; Le Saint-Germain-des-Prés, salle G.-de-Beauregard, 6^e (01-42-22-87-23 +) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (01-39-17-10-00 +) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

JAMES ET LA PÊCHE GÉANTE de Henry Selick, dessin animé américain (1 h 20).

VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er}.

VF : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (+) ; Cinoches, 6^e (01-46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publicis Matignon), dolby, 8^e (01-42-56-52-78) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-33) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01 +) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50 +) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (+).

JEUNESSE de Noël Alpi, avec Jérémie Covillault, Sonja Cohdant, Blandine Lenoir, Nicolas Kotretzky, Bernard Le Coq, Arielle Dombasle. Français (1 h 26).

L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).

LEVEL FIVE de Chris Marker, avec Catherine Belkhdodja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Ju'nishi Ushiyama. Français (1 h 46).

Accatton, 5^e (01-46-33-86-86).

MA VIE EN ROSE d'Alain Berliner, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincent, Georges du Fresne, Daniel Hanssens, Laurence Bibot. Français (1 h 28).

UGC Forum Orient Express, 1^{er} ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (+) ; Denfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01 +).

MENTEUR, MENTEUR de Tom Shadyac, avec Jim Carrey, Maura Tierney, Justin Cooper, Jennifer Tilly, Swoosie Kurtz, Amanda Donohoe. Américain (1 h 26).

VO : UGC Forum Orient Express, 1^{er} ; UGC Normandie, dolby, 8^e.

MICHAEL COLLINS de Neil Jordan,

avec Liam Neeson, Aidan Quinn, Alan Rickman, Julia Roberts, Stephen Rea. Américain (2 h 10).

VO : Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

LA MÔME SINGE de Xiao Yen-wang, avec Fu Di, Fang Shu, Yang Guang, Yang Lin, Chang Hung-mei, Wang Yang. Américain-chinois (1 h 35).

VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (+) ; Denfert, 14^e (01-43-21-41-01 +).

MORDBURO

de Lionel Kopp, avec Ornella Muti, Philippe Clévenot, Patrick Catalifo, Maurice Benichou, Dominique Pinon. Français (1 h 40).

Images d'ailleurs, 5^e (01-45-87-18-09).

MUNK, LEMMY ET COMPAGNIE de Nils Skapans et Janis Cimermanis, dessin animé letton (46 min).

VF : République, 11^e (01-48-05-51-33).

PASSAGE DES HOMMES LIBRES de Luis Armando Roche, avec Roy Dupuis, Christian Vadim. Franco-vénézuélien (1 h 36).

VO : Latina, 4^e (01-42-78-47-86).

LES PLEINS POUVOIRS

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn, Dennis Haysbert. Américain (2 h 01).

VO : UGC George-V, 8^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).

SCREAM (**)

de Wes Craven, avec Drew Barrymore, Courtney Cox, David Arquette, Neve Campbell, Matthew Lillard, Rose McGowan. Américain (1 h 50).

VO : UGC Ciné-Cité Les Halles, dolby, 1^{er} ; Gaumont Opéra I, dolby, 2^e (01-43-

LUNDI 28 JUILLET

TF 1

20.45

PASSEUR D'ENFANTS
L'enfant de Cuba. Série, avec Pierre Arditi (115 min). 716138 *Un garçon de six ans est retenu par son père à Cuba. Sa mère, qui lui avait confié l'enfant pour la durée des vacances, demande de l'aide.*

22.40

L'AMOUR MALGRÉ TOUT
Documentaire de Michel Parbot et Bernard Dufourg (1997, 70 min). 6976916 **23.50** Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Complex XK 41. **0.40** FI magazine. Grand Prix d'Allemagne (35 min). 9336523 **1.15** et **2.00**, **3.05**, **4.15** **TF1 nuit. 1.30** Cas de divorce. Série. Baron contre Baron. **2.10** et **3.15**; **4.25**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **4.55** Musique. Concert (15 min).

TV 5

20.00 Des trains pas comme les autres. Sicile. **21.30** Les Belges du bout du monde. Magazine. **22.00** Journal (France 2). **22.30** Thalassa. Magazine. **23.30** Le Point. Magazine. **0.30** **Soir 3** (France 3).

Planète

20.35 ► Man No Run. **21.35** Pourquoi nous combattons. [77]. L'Amérique entre en guerre. **22.35** Le Pétrole de la France. [25]. Vont-ils marcher encore longtemps? **23.30** Sur les traces de la nature. [4/13]. L'eau dans tous ses états. **0.00** Histoires autour de la folie. [44].

20.45

LA GITANE ■

Film de Philippe de Broca, avec Claude Brasseur, Valérie Kaprisky (1985, 95 min). 745233 *Quelques ratés du scénario mais, dans l'ensemble, le film est rondement mené.* **22.20** Les Films dans les salles.

22.30

LA BELLE AMÉRICAINE
Film de Robert Dhéry, avec Robert Dhéry, Alfred Adam (1961, version colorisée, 100 min). 9770233 **0.10** Comme une intuition. **0.15** Les Sauveteurs de l'impossible. Série. **1.05** et **1.45**, **2.30**, **3.55** **TF1 nuit.** **1.20** Reportages. Documentaire. Quelques mots d'amour. **2.00** Cas de divorce. Série. Renard contre Renard. **2.40** Jard Van Ness et l'ensemble orchestral de Paris. Concert. **4.05** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **5.05** Musique (5 min).

22.30

LA BELLE AMÉRICAINE
Film de Robert Dhéry, avec Robert Dhéry, Alfred Adam (1961, version colorisée, 100 min). 9770233 **0.10** Comme une intuition. **0.15** Les Sauveteurs de l'impossible. Série. **1.05** et **1.45**, **2.30**, **3.55** **TF1 nuit.** **1.20** Reportages. Documentaire. Quelques mots d'amour. **2.00** Cas de divorce. Série. Renard contre Renard. **2.40** Jard Van Ness et l'ensemble orchestral de Paris. Concert. **4.05** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **5.05** Musique (5 min).

22.30

LA BELLE AMÉRICAINE
Film de Robert Dhéry, avec Robert Dhéry, Alfred Adam (1961, version colorisée, 100 min). 9770233 **0.10** Comme une intuition. **0.15** Les Sauveteurs de l'impossible. Série. **1.05** et **1.45**, **2.30**, **3.55** **TF1 nuit.** **1.20** Reportages. Documentaire. Quelques mots d'amour. **2.00** Cas de divorce. Série. Renard contre Renard. **2.40** Jard Van Ness et l'ensemble orchestral de Paris. Concert. **4.05** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **5.05** Musique (5 min).

22.30

LA BELLE AMÉRICAINE
Film de Robert Dhéry, avec Robert Dhéry, Alfred Adam (1961, version colorisée, 100 min). 9770233 **0.10** Comme une intuition. **0.15** Les Sauveteurs de l'impossible. Série. **1.05** et **1.45**, **2.30**, **3.55** **TF1 nuit.** **1.20** Reportages. Documentaire. Quelques mots d'amour. **2.00** Cas de divorce. Série. Renard contre Renard. **2.40** Jard Van Ness et l'ensemble orchestral de Paris. Concert. **4.05** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **5.05** Musique (5 min).

France 2

20.50

JEUX SANS FRONTIÈRES
Divertissement. Cinquième manche enregistrée à Budapest (130 min). 39622799 *Sur un plateau d'environ 15 000 m², chaque équipe, représentant huit villes d'Europe, défendra les couleurs de son pays.*

23.00

LE TRAJET DE LA FOUDRE
Téléfilm de Jacques Bourton, avec Jacques Perrin (95 min). 6693022 **0.35** Journal, Bourse, Météo. **0.50** Les Routiers. Série. Faux ami. **1.40** Le Temps des usines. Documentaire. [1 et 22] Architecture Industrielle. **3.20** Délirant. Documentaire. **3.35** **24 heures d'info.** **3.45** Météo. **3.50** Come Back de Baquet. Documentaire. **4.15** Manu. On va gagner. **4.25** Le Corbusier. Documentaire (70 min).

20.45

Histoire
21.00 L'Histoire de la Révolution française. **23.00** La Prise du pouvoir par Louis XIV ■ ■ Film de Roberto Rossellini (1966, 90 min).

Paris Première

21.00 Les Rustres. Pièce de théâtre de Carlo Goldoni. (105 min). 33334225 **22.45** Les Documents du JTS. **23.20** Brigitte Fontaine. Concert (55 min). 18024206

France Supervision

20.45 Mado ■ ■ Film de Claude Sautet (1976, 120 min). 22070886 **22.45** L'Etui à musique. **23.10** Music From the Crathes. Concert (20 min). 92393670

France 3

20.50

FOOTBALL Tournoi de Berlin.
PSG - Milan AC (en direct) ; 21.35 Berlin - Bayern de Munich (résumé) ; 21.45 Match pour la troisième place (en direct) ; 22.35 Finale (en direct) (175 min) 26002119

23.30 Journal, Météo.

23.55

LA VIEILLE QUI MARCHAIT DANS LA MER ■ ■ ■ Film de Laurent Heynemann, avec Jeanne Moreau (1991, 95 min). 6965461 **1.30** ► Les Brûlures de l'Histoire. Documentaire. Les espions de l'atome : comment les russes ont-ils eu la bombe ? Invité : Christopher Andrew. **2.35** La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton. Le complice mal-gre lui (55 min).

20.45

Ciné Cinéfil
20.30 Les J3 ■ Film de Roger Richebé (1945, N., 80 min). 13202751 **21.50** Tendresse ■ ■ Film de George Stevens (1948, N., 135 min). 58273022

Ciné Cinémas

20.30 Petit papa baston Film de TERENCE HILL (1994, 105 min). 5457969 **22.15** La Prisonnière du désert ■ ■ ■ Film de John Ford (1956, v.o., 120 min). 41708954

Festival

20.30 Mes copains américains ■ ■ ■ Film de Sandy Wilson (1989, 95 min). 66473664 **22.05** Les Nourrissons de la misère. Téléfilm de Don McBrearty (135 min). 15650157

Arte

20.45

LE MONSTRE ■ Film de Roberto Benigni, avec Roberto Benigni, Michel Blanc (1994, v.f., 110 min). 170008 *Du comique traditionnel, genre vaudeville, avec pas mal de sous-entendus sexuels. Réalisation moyenne mais, devant la caméra, Roberto Benigni fait des étincelles. En version originale jeudi 31 juillet.*

22.35

L'EXPULSION DU PARADIS ■ ■ Film de Niklaus Schilling, avec Herb Andress, Elke Haltaufderheide (1976, v.o., 115 min). 8914577 **0.30** Court circuit. Court métrage. Jeux de plage, de Laurent Cantet, avec Jean Lеспert, Djellil Lеспert (1995, 30 min). 5150875 *Prix spécial du jury au Festival de Belfort 1995 et Grand Prix au Festival de Pantin 1996.*

1.00 La Grosse Citrouille (Il Grande Cocomero) ■ Film de Francesca Archibugi, avec Sergio Castellitto, Alessia Fugardi, Anna Galiena (1993, rediff., v.o., 100 min). 2773894

20.45

Série Club
20.45 Mandrin. Feuilleton [5/6]. **21.45** et **1.30** Un juge, un flic. Une preuve de trop. **22.30** Alfred Hitchcock présente. Le trésor de Kاندinsky. **23.00** Two. Un choix difficile. **23.45** Lou Grant (55 min).

Canal Jimmy

20.25 Rockenstock : Dick Rivers. Magazine. **21.00** Motor Trend. Magazine. **21.25** New York Police Blues. Pilote : Un flic abattu. **22.15** Chronique de la route. **22.20** On achève bien les chevaux ■ ■ ■ Film de Sydney Pollack (1969, 125 min). 86697022 **0.25** Traffic Live at Santa Monica. (65 min). 40182523

20.45

► **LA VIE EN FACE : HÔTEL ABYSSINIE**
Documentaire de Fabienne Le Houerou et Patricia Plattner (1996, 55 min). 7471610 *Ce documentaire nous emmène en Abyssinie à la rencontre des survivants de l'éphémère Empire italien d'Afrique Orientale constitué par Mussolini en 1936 et défait six ans plus tard.*

21.45

SOIRÉE THÉMATIQUE : BEAUTIFUL LOSERS
LES ANGÉS DÉCHUS DU ROCK
21.45 Beautiful Losers. Documentaire de Diethard Küster (1997, 90 min). 5509875 **23.15** Candy Mountain ■ ■ Film de Rudy Wurlitzer et Robert Frank, avec Kevin J. O'Connor (1987, v.o., 95 min). 3828962 **0.50** Kevin Coyne. Le célèbre inconnu, documentaire (1997, 10 min). 1582943 **1.00** Kevin Coyne : Cœur de feu. Documentaire (1979, 30 min). 5128276 **1.30** Kevin Coyne : Sous le dernier mur. Concert enregistré au Tempodrom, au pied du mur de Berlin, en 1982 (40 min). 6065127 **2.10** Colère. Documentaire (rediff., 25 min).

20.45

► **LA VIE EN FACE : HÔTEL ABYSSINIE**
Documentaire de Fabienne Le Houerou et Patricia Plattner (1996, 55 min). 7471610 *Ce documentaire nous emmène en Abyssinie à la rencontre des survivants de l'éphémère Empire italien d'Afrique Orientale constitué par Mussolini en 1936 et défait six ans plus tard.*

21.45

SOIRÉE THÉMATIQUE : BEAUTIFUL LOSERS
LES ANGÉS DÉCHUS DU ROCK
21.45 Beautiful Losers. Documentaire de Diethard Küster (1997, 90 min). 5509875 **23.15** Candy Mountain ■ ■ Film de Rudy Wurlitzer et Robert Frank, avec Kevin J. O'Connor (1987, v.o., 95 min). 3828962 **0.50** Kevin Coyne. Le célèbre inconnu, documentaire (1997, 10 min). 1582943 **1.00** Kevin Coyne : Cœur de feu. Documentaire (1979, 30 min). 5128276 **1.30** Kevin Coyne : Sous le dernier mur. Concert enregistré au Tempodrom, au pied du mur de Berlin, en 1982 (40 min). 6065127 **2.10** Colère. Documentaire (rediff., 25 min).

M 6

20.45

LE MASQUE DE FER ■ Film d'Henri Decoin, avec Jean Marais, Jean-François Poron (1962, 135 min). 329751 *Intrigue feuilletonesque et légèrement parodique. Jean Marais est un excellent d'Artagnan.*

23.00

LES SEPT DE MARS MATRUH
Film de Mario Siciliano, avec Ivan Rassimov, Kirk Morris (1970, 115 min). 2292886 **0.55** Jazz 6. Jazz à Vienne 94. Lionel Hampton and his Golden Men of Jazz (60 min). 7229829 **2.05** Fréquentar. Magazine. Loïc Peyron (rediff.). **3.40** Movida opus 2. Documentaire (rediff.). **4.30** Culture pub. Magazine (rediff.). **4.45** Les Piégeurs (rediff., 30 min).

20.45

Disney Channel
20.00 Tous sur orbite. **20.10** Le Faux prince. Téléfilm (90 min). 1024454 **21.40** Santo Bugito. **22.05** Thunder Alley. **22.30** Planète Disney. **23.30** Sylvie et compagnie. Le vrai-faux journal. **23.55** Thierry la Fronde. Feuilleton (25 min).

Téva

20.30 et **22.30** Téva interview. **20.55** 72 heures en enfer. Téléfilm de Michael Tuchner avec Levar Burton (1993, 95 min). 508956393 **23.00** Clair de lune. Série. L'homme qui parlait trop. **23.45** Rwanda, paroles contre l'oubli. De Violaine de Villers (45 min).

20.45

18.00 Highlander. Série. **18.55** Les Anges de la ville. **19.50** Tour de France à la voile. **19.54** **Six minutes d'information.** **20.00** Notre belle famille. Série. Gare à la chute ! **20.30** La Météo des plages. **20.35** E = M 6 junior. Magazine. Les tortues.

20.45

LES NOUVELLES AVENTURES DE ROBIN DES BOIS
Série, avec Matthew Porretta, Anne Galvin, Richard Ashton (110 min). 489165 **Robin et la flèche d'or. Au prix de son âme.**

22.35

LE MANOIR DU SECRET
Téléfilm Δ de Tim Fywell, avec Douglas Hodge, Jeremy Northam (130 min). 6266441 *Les restes d'une femme et d'un bébé, morts il y a près de dix ans, sont retrouvés à proximité d'un manoir.* **0.45** Zone interdite. (rediff.). **2.50** Culture pub. Magazine (rediff.). **3.05** Jazz 6. Magazine. **3.55** Turbo. Magazine (rediff.). **4.25** Jeux et Combats. Documentaire. **4.50** Cou-lisses FFF. Documentaire. **5.15** Les Piégeurs (rediff.). **5.40** Mister Biz - Best of. Magazine (rediff., 20 min).

Canal +

20.35

POWER RANGERS, LE FILM
Film de Bryan Spicer, avec Jason David Frank (1995, 90 min). 641461 **22.05** Flash d'information. **22.10** La vie comme elle est.... Court métrage.

22.20

MODÈLE DÉPOSÉ
Spectacle de Bruno Delvaux, Jean Lambert et Benoît Poelvoorde. Enregistré au Café de la Gare (95 min). 3956935 **23.55** La Malédiction du doctor Schnitzel. Court métrage. **0.05** Mélo ■ ■ Film d'Alain Resnais (1986, 110 min). 4615959 **1.55** Les Deux Papas et la Maman Film de Longval et Smaïn (1996, 79 min). 94206078

Radio

20.45

FRANCE-CULTURE
22.10 Les Chemins de la connaissance. Le Kalevala ou Orphée au pays du nord [1/5]. **22.40** Nocturne. Bernard Herrmann, un musicien américain [1/5]. **0.05** Du jour au lendemain. Jean-Pierre Ostende (La Province éternelle). **0.50** Coda. Elvismania : Pèlerinage à Memphis [1/5]. **1.00** Les Nuits de France-Culture (rediff.).

22.40

FRANCE-MUSIQUE
21.00 Festival de Radio-France Montpellier Languedoc-Roussillon. Concert donné en direct de la salle Pasteur-Le-Corum. Œuvres de Brahms. **0.00** Les Mots et les notes (rediff.). Atlas puccinien. **2.00** Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Engelbert Humperdinck. **22.30** Les Soirées... (suite). Œuvres de R. Strauss, Humperdick. **0.00** Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et **23.00** World Business Today. **20.30** et **21.00**, **1.00** World News. **21.30** World Report. **22.00** World News Europe. **22.30** Insight. **23.30** World Sport. **0.00**World View.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, **19.45**, **20.15**, **20.45**, **21.45**, **22.45** **Economia.** **19.20**, **20.20**, **21.20**, **22.20** **Analysis.** **19.39**, **20.09**, **20.39**, **21.09**, **21.39**, **22.09**, **22.39**, **23.09** **Europa.** **19.50**, **20.50**, **21.50**, **22.50** **Sport.** **23.15**, **0.15**, **1.15** **No Comment.** **23.45** **Océon.** **0.45** **Visa.** **1.45** **Style.**

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et **23.16** **Ruth Elkrief.** **20.13** et **20.45** **Le 18-21.** **20.30** et **22.30** **Le Grand Journal.** **21.10** et **22.12** **Le Journal du Monde.** **21.17** et **22.19**, **22.44** **Journal de l'Economie.** **21.26** **Cinéma.** **21.42** **Talk culturel.** **0.15** **Le Débat.**

LES CODES

DU CSA

○ Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

TF 1

15.30 Côte Ouest. Feuilleton. **16.25** 21 Jump Street. Série. **17.30** Extrême limite. Série. **17.55** Les Années fac. Série. Prison et champagne. **18.25** Ali Baba. Jeu. **19.00** Mokshū Patamū. Jeu. **19.50** et **20.40** Météo. **20.00** Journal, L'image du jour, Tiercé, Météo.

20.45

LA GITANE ■ Film de Philippe de Broca, avec Claude Brasseur, Valérie Kaprisky (1985, 95 min). 745233 *Quelques ratés du scénario mais, dans l'ensemble, le film est rondement mené.* **22.20** Les Films dans les salles.

22.30

LA BELLE AMÉRICAINE
Film de Robert Dhéry, avec Robert Dhéry, Alfred Adam (1961, version colorisée, 100 min). 9770233 **0.10** Comme une intuition. **0.15** Les Sauveteurs de l'impossible. Série. **1.05** et **1.45**, **2.30**, **3.55** **TF1 nuit.** **1.20** Reportages. Documentaire. Quelques mots d'amour. **2.00** Cas de divorce. Série. Renard contre Renard. **2.40** Jard Van Ness et l'ensemble orchestral de Paris. Concert. **4.05** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **5.05** Musique (5 min).

22.30

LA BELLE AMÉRICAINE
Film de Robert Dhéry, avec Robert Dhéry, Alfred Adam (1961, version colorisée, 100 min). 9770233 **0.10** Comme une intuition. **0.15** Les Sauveteurs de l'impossible. Série. **1.05** et **1.45**, **2.30**, **3.55** **TF1 nuit.** **1.20** Reportages. Documentaire. Quelques mots d'amour. **2.00** Cas de divorce. Série. Renard contre Renard. **2.40** Jard Van Ness et l'ensemble orchestral de Paris. Concert. **4.05** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **5.05** Musique (5 min).

22.30

LA BELLE AMÉRICAINE
Film de Robert Dhéry, avec Robert Dhéry, Alfred Adam (1961, version colorisée, 100 min). 9770233 **0.10** Comme une intuition. **0.15** Les Sauveteurs de l'impossible. Série. **1.05** et **1.45**, **2.30**, **3.55** **TF1 nuit.** **1.20** Reportages. Documentaire. Quelques mots d'amour. **2.00** Cas de divorce. Série. Renard contre Renard. **2.40** Jard Van Ness et l'ensemble orchestral de Paris. Concert. **4.05** et **4.35**, **5.10** Histoires naturelles. Documentaire. **5.05** Musique (5 min).

22.30

France 2

15.40 La Tricheuse. Téléfilm de Joyce Buñuel, avec Ludmila Mikael (90 min). 6479813 **17.10** Matt Houston. Série. **18.00** Kung Fu. Série. **18.45** Les Z'amours. Jeu. **19.20** Qui est qui ? Jeu. **19.55** Au nom du sport. **20.00** Journal, A Cheval !, Météo.

20.50

COUP DE JEUNE ■ Film de Xavier Gélin, avec Martin Lamotte (1991, 100 min). 842271 *Un savant septuagénaire boit un mélange de sa composition et se retrouve dans le corps d'un gosse de quatre ans.*

22.35

L'incendie des collines nord de Marseille n'a été maîtrisé qu'après 56 heures de lutte

L'origine du sinistre semble venir de produits industriels chauds déposés dans une décharge

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Lundi matin, dans la région marseillaise, c'est le soulagement : pas une ride sur la mer, pas un souffle de vent. Les bonnes nouvelles de la veille prenaient consistance, les derniers feux allaient pouvoir être noyés par les secours, qui vont cependant rester en place plusieurs jours. C'est seulement à 19 heures dimanche 27 juillet que les autorités ont déclaré avoir maîtrisé le feu, qui avait commencé cinquante-six heures plutôt au nord de Marseille. Quelques foyers résiduels continuaient seulement de sévir dans des pinèdes autour du Pilon-du-Roi, à la lisière est de la ville. Au total, cet incendie, le plus fort sur le continent depuis 1990, aura couru sur 15 kilomètres et dévasté 3 500 hectares de garrigues et de pinèdes. Hormis des blessures légères chez des dizaines de pompiers, aucune victime sérieuse n'est à déplorer et quelques maisons seulement ont été légèrement endommagées. Plusieurs centaines de personnes auront été passagèrement évacuées.

Chaleureusement félicités par le préfet de région Jean-Paul Proust, qui avait pris le commandement direct de la lutte dès vendredi après-midi, par le premier ministre et le ministre de l'intérieur,

les 2 200 pompiers mobilisés ont réussi à « limiter les développements catastrophiques » de ce feu rendu insaisissable par un mistral d'une grande violence, qui ne s'est pas apaisé avant samedi minuit. Ils ne sont parvenus à le « casser » que dimanche vers midi. Leurs tentatives de juguler le front du brasier samedi matin, à la reprise des vols de bombardiers d'eau, ayant échoué, ils ont consacré toute leur énergie et leurs moyens à la protection des zones habitées que frôlait en permanence l'incendie (lire ci-dessous).

Les sapeurs-pompiers n'ont finalement pu entreprendre l'attaque destinée à « plier » le feu que dimanche à partir de 7 h 15 du matin. Le colonel Nardin, du Circosc, qui avait déplacé son PC mobile une troisième fois, lançait alors une offensive avec tous les moyens aériens de nouveau disponibles, ses 350 véhicules et ses 2 200 hommes, venus de 15 départements, et même des commandos hélicoptères à bord de Pumas appartenant à l'armée. Son objectif était que le feu soit « tenu » à midi, et « maîtrisé » le soir, avant la fin de la ronde des bombardiers d'eau. C'est ce qui s'est finalement passé, avec l'aide bien sûr de la météo, devenue clémente.

L'heure est maintenant au bilan. Une enquête a été ouverte dès

lundi sur le départ du sinistre. Le témoignage direct de deux gardes forestiers, comme les vues aériennes du lieu de départ, accusent sans grand doute une décharge privée installée à Septèmes-les-Vallons, commune limitrophe du nord de Marseille. Un dépôt de « produits industriels chauds » aurait provoqué le départ de ce feu. L'ampleur du développement de l'incendie ouvre d'autres questions. La doctrine officielle de lutte contre le feu insiste sur l'importance des premières frappes aériennes pour étouffer les flammes.

L'ACTION DES AVIONS

Le « retour d'expérience » qu'a demandé le préfet Proust devrait permettre de vérifier si la coordination été efficace entre le bataillon des marins-pompiers de la ville de Marseille et le Circosc, dirigé par les sapeurs-pompiers, et qui a pour mission de coordonner l'action des avions. Le préfet tient à faire cette expertise à froid pour vérifier que les bombardiers d'eau ont bien été appelés à temps.

Quant au traitement du sinistre lui-même, il semble avoir été à peu près impeccable : la densité de population menacée comme l'intensité d'un vent s'engouffrant dans un relief tourmenté impliquaient de privilégier la stratégie

défensive adoptée. A ces difficultés s'est ajoutée celle d'autres départs de feu (une vingtaine), aux origines pour le moment inconnues, qui ont parfois mobilisé les avions sur d'autres foyers. Les critiques qui avaient parfois été murmurées contre la capacité des nouveaux Canadair, qui emportent 6 tonnes de liquide et dont c'était les premières missions, semblent aussi être oubliées : ils ont pu écopier par grand vent, quitte à utiliser les bassins nord du port de la Joliette.

L'heure est déjà à la réflexion sur la réhabilitation des espaces incendiés. Le préfet annonçait dès dimanche soir qu'une réunion se tiendrait sous son autorité, dans les semaines qui viennent, avec tous les responsables de l'Etat et les maires des communes concernées afin de réfléchir au reboisement des zones détruites. Il s'agit de vérifier que les protections préventives, les routes dites « défense forestière contre l'incendie » ou les réserves d'eau sur zone sont toujours l'objet de soins attentifs. Il s'agit aussi d'imaginer un reboisement avec des espèces moins facilement inflammables : le préfet a vanté sur ce plan la qualité des oliviers par rapport à celle des pins. Restera à convaincre le mistral.

Michel Samson

Entre les maisons et le feu, le savoir-faire des pompiers

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Quand les pompiers ont échoué à casser le feu naissant, ce qui est dans tous les cas de figure leur priorité, ils consacrent alors leurs forces à la sécurité des personnes et des biens. Leur doctrine, fondée sur l'analyse des sinistres depuis des années, indique que les « victimes se comptent le plus souvent parmi des personnes surprises par le feu au cours des déplacements ». En effet « les constructions traditionnelles ne brûlent pas, sauf lorsqu'elles sont ouvertes aux projections des flammes ». C'est pourquoi « le confinement doit rester la règle et l'évacuation devenir l'exception ». A Marseille, on a entendu un responsable pester, dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 juillet, parce que, à son avis, une évacuation de lotissement avait été exécutée bien trop tôt. Les secours craignent en effet que la circulation des véhicules civils n'entrave leur progression vers les zones en danger, d'autant que les accès se font la plupart du temps par des routes ou chemins très étroits.

Quand il est dans cette configuration de défense des personnes et des biens, le commandement opérationnel des secours (COS) choi-

sit donc d'envoyer les colonnes par anticipation pour protéger maisons ou agglomérations menacées. Samedi 26 juillet à 18 heures par exemple, le COS, qui, dans le même temps, passait des marins-pompiers (Marseille) aux sapeurs-pompiers (département), quittait Château-Gombert au nord de Marseille pour aller installer son PC mobile à l'est de la ville : la progression du front montrait en effet que la prochaine zone menacée était à l'est, vers Aubagne. Préventivement, les colonnes de sapeurs nouvellement débarquées de toute la France comme les unités « reconditionnées », c'est-à-dire plus ou moins reposées, prenaient alors position devant les villages ou habitations situés très en amont du foyer. Tandis que les marins-pompiers de Marseille restaient postés un peu plus au nord pour maintenir le front de flammes au-delà de la commune de Marseille.

A plus petite échelle, le COS décide de l'installation des colonnes autour des maisons ou hameaux à protéger. Bien sûr, les Canadair sont souvent sollicités pour larguer à proximité des habitations du produit retardant qui empêche durant plusieurs heures les flammes de s'approcher trop près des habitations. Les

colonnes de véhicules prennent alors position entre le feu et les maisons et arrosent les accès à l'aide de l'eau de leurs camions ou en se branchant sur les pompes installées près des sites viabilisés.

Si le danger devient trop pressant, ils ordonnent l'évacuation des personnes. Ce week-end, on les a vus mouiller avec leurs lances les broussailles et le potager de maisonnettes désertées, bien décidés à rester jusqu'au bout. Plusieurs fois, ils furent « sautés » par le feu qui reprenait un peu plus loin, derrière ou devant eux. C'est cette règle absolue d'anticipation qui a permis aux pompiers d'arriver systématiquement avant le feu devant les habitations et d'éviter ainsi tout drame humain.

A ce savoir-faire, s'ajoute une sorte de sérénité courageuse qui force l'admiration. Ces hommes semblent capables de lutter jusqu'à l'épuisement. Ils ne semblent avoir peur du feu que quand ils reviennent sur leur base et qu'ils en racontent les fureurs en buvant les litres d'eau qu'ils ont perdus en combattant dans la fournaise.

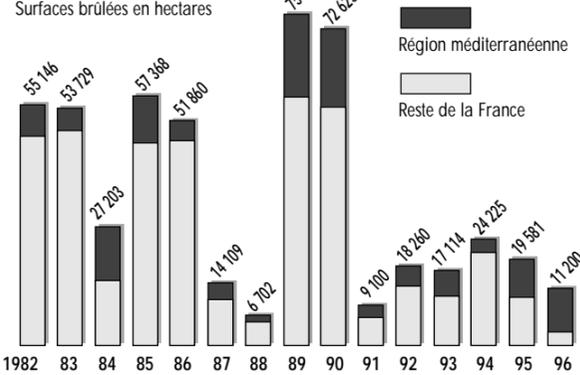
M. S.

Des moyens de plus en plus importants

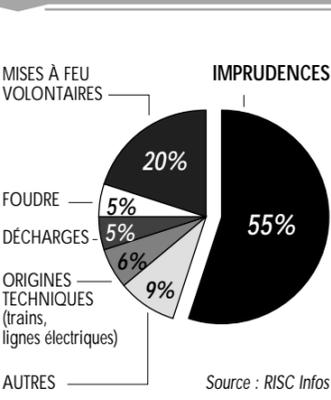
Les surfaces brûlées annuellement en France

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Surfaces brûlées en hectares



ORIGINES



● Plus de la moitié (55 %) des incendies de forêt enregistrés en France sont dus à des imprudences, principalement commises lors d'activités de loisir et à l'occasion de travaux d'entretien agricoles ou forestiers. Le colonel Philippe Nardin, directeur du Centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile (Circosc) de Valabre (Bouches-du-Rhône), rappelait, dimanche 27 juillet, quelques-unes des causes d'incendie le plus souvent constatées : « Un barbecue organisé en plein massif forestier, un mégot jeté par un automobiliste ou en-

core un départ de feu d'une décharge, comme à Septèmes-les-Vallons. » Près d'un tiers des incendies en France restent inexplicables.

● Un feu de forêt sur cinq est d'origine volontaire. La peine encourue pour un tel acte peut aller jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 1 million de francs d'amende. Les peines prévues en cas d'incendie causé par imprudence peuvent aller, elles, jusqu'à deux années d'emprisonnement et 200 000 francs d'amende.

● Un Guide de stratégie générale, rédigé par la direction de la

Sécurité civile, définit « la doctrine officielle française sur les feux de forêt ». Il insiste sur le devoir d'« anticipation », présenté comme une « règle absolue ». L'organisation des moyens est conçue de telle manière qu'ils puissent être mis en œuvre moins de dix minutes après la détection d'un foyer. L'application de cette directive a permis de limiter les surfaces incendiées : en France, 95 % des feux parcourent moins de 5 hectares ; 1 % dépasse le seuil des 100 hectares.

● La lutte contre les feux de forêt dans les départements méditerranéens repose d'abord sur

Incidents à Sartrouville à la fin d'un concert

DES INCIDENTS ont opposé la police aux jeunes qui assistaient, dans la soirée du samedi 26 au dimanche 27 juillet, à un concert de rap et de raï organisé dans la cité de la Croix Mallard à Sartrouville (Yvelines). Le spectacle n'étant pas terminé à 2 heures du matin, Pierre Fond, maire (RPR) de la ville, a fait appel aux forces de l'ordre, ordonnant la coupure de l'alimentation électrique, geste qui a déclenché la colère des participants. Accueillis par des jets de pierre, les policiers ont utilisé des grenades lacrymogènes. Une dizaine de voitures ont été endommagées. Tandis que le maire de Sartrouville stigmatise le « comportement irresponsable » des jeunes, Saadia Sahali, conseillère municipale (Verts) et coorganisatrice du concert dénonce une « pure provocation ».

DÉPÊCHES

■ **CONJONCTURE : l'activité industrielle s'améliore**, selon l'enquête mensuelle publiée, lundi 28 juillet, par l'Insee. « Les perspectives personnelles de production indiquent que l'activité devrait progresser à un rythme élevé dans les mois à venir », note l'institut.

■ **MONTAGNE : deux jeunes alpinistes français âgés de 17 et 16 ans, en stage à Chamonix, ont été tués**, dimanche 27 juillet, dans le massif du Mont-Blanc (Haute-Savoie). Dans les Hautes-Alpes, dimanche matin, un Vairois âgé de 35 ans, qui cueillait du géniépi, a fait une chute mortelle d'une centaine de mètres. Les Alpes ont fait quatre autres victimes en Europe ce week-end : deux Italiens, un Allemand et un homme dont on ignore la nationalité.

■ **MATHÉMATIQUES : plus de cinquante milliards de décimales pour le nombre pi**. Un scientifique japonais, Yasumasa Kanada, de l'université de Tokyo, vient d'établir un nouveau record dans le calcul du nombre pi, en portant le nombre de décimales à plus de cinquante milliards, soit très exactement 51 539 607 552. Le nombre pi (3,14), rapport de la circonférence d'un cercle à son diamètre, demeure encore pour les mathématiciens une énigme. Sa plus ancienne valeur a été attestée chez les Babyloniens, 2 200 ans avant Jésus-Christ, et chez les Egyptiens vers l'an 1650 avant notre ère.

Nouveau sommet à la Bourse de Paris

LES VALEURS françaises pouvaient leur ascension, lundi 28 juillet, à la Bourse de Paris. En hausse de 0,60 % au début des échanges, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,43 % à 3 038,83 points quelques minutes plus tard.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo avait terminé en hausse, la chute du yen contre le dollar ayant entraîné des achats sur les valeurs orientées vers l'exportation. L'indice Nikkei avait gagné 185,72 points, soit 0,91 %, à 20 575,26 points. Sur le marché des changes, le dollar continuait de s'apprécier, lors des premières transactions entre banques européennes. Il cotait 1,8461 mark et 6,22 francs, ses cours les plus élevés depuis novembre 1989 face à ces deux devises. Le billet vert faisait aussi preuve de fermeté face à

la monnaie japonaise, à 117,30 yens. Le franc était stable face à la devise allemande, à 3,3702 francs pour 1 mark.

Le marché obligataire français cédait un peu de terrain, lundi matin. Après quelques minutes de transactions, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, cédait 14 centièmes, à 130,46 points.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 10h15	28/07 Titres échangés	Capitalisation en F
Elf Aquitaine	55666	37657542
Total	52857	32311130
L'Oréal	12829	32163622
Rhone Poulenc A	122822	31821264,40
Societe Generale	40035	31478420
Carrefour	6662	28084456
Axa	66782	26446075,80
Air Liquide	26551	25279919
LVMH Moët Hen.	15296	25019082
Peugeot	34048	24050362

BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

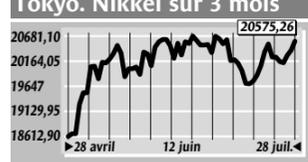
Cours relevés le lundi 28 juillet, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE

DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20575,26	+0,91	+6,27
Hong Kong index	15666,59	+0,05	+16,47

Tokyo. Nikkei sur 3 mois



OUVERTURE

DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au 28/07	Var. en % 25/07	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	3034,11	+0,27 +31,02
Londres FT 100	4857,40	+0,12 +17,94
Zurich	1934,13	.... +46,39
Milan MIB 30	2301,6	+0,03 +46,63
Francfort Dax 30	4317,64	.... +49,47
Bruxelles	15091	-0,02 +42,76
Suisse SBS	2719,58	.... +45,13
Madrid Ibx 35	6830,76	.... +32,51
Amsterdam CBS	664,80	.... +52,02

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 25/07	% 24/07	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,0600	+0,03	326	350
Ecu	6,6680	-0,16	....	....
États-Unis (1 usd)	6,1890	+0,05	5,8900	6,4900
Belgique (100 F)	16,3235	+0,02	15,8200	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	299,2000	-0,01	....	....
Italie (1000 lir.)	3,4640	-0,06	3,2200	3,7200
Danemark (100 kr)	88,5200	....	84,2500	94,2500
Irlande (1 iep)	9,0310	-1,18	8,6400	9,4800
Gde-Bretagne (1 L)	10,3110	-0,61	9,8900	10,7400
Grèce (100 drach.)	2,1570	-0,05	1,9200	2,4200
Suède (100 krs)	78,2000	-0,58	74,1000	84,1000
Suisse (100 F)	408,8400	-1,64	394	418
Norvège (100 k)	81,7000	-0,49	78,5000	87,5000
Autriche (100 sch)	47,9020	+0,03	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes.)	3,9995	-0,04	3,7100	4,3100
Portugal (100 esc.)	3,3400	....	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	4,4790	-0,01	4,1800	4,7800
Japon (100 yens)	5,3230	-0,49	5,1000	5,4500

PARITES DU DOLLAR 28/07

FRANCFORT : USD/DM	1,8384
TOKYO : USD/Yens	116,9400

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 25/07	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,13	5,39
Allemagne	2,95	5,53
Grande-Bretagne	6,78	6,96
Italie	6,94	6,33
Japon	0,52	2,45
États-Unis	5,59	6,16

MATIF

Echéances 25/07	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	169301	130,60
Déc. 97	1835	99,44
Mars 98	2	98,98

Tirage du Monde daté dimanche 27-lundi 28 juillet 1997 : 563 626 exemplaires. 1 - 3

L'été des festivals

Retrouvez les programmes, les articles du MONDE et des reportages sur INTERNET



<http://www.lemonde.fr>

